

Chapitre introductif

Comment
les économistes,
les sociologues
et les politistes
raisonnent-ils et
travaillent-ils ?

Corrigés

1. La démarche de l'économiste

1. À quoi l'économiste s'intéresse-t-il ?

Document 1 Cinéma ou bowling ?

1. Quelles sont les ressources dont dispose Axel ?
Axel dispose d'argent et de temps. On peut aussi considérer que le parc public, gratuit, fait partie des ressources dont il dispose.
2. Quelles sont les différentes possibilités qui s'offrent à Axel ? Compléter le tableau ci-dessous.

	Quelques combinaisons de choix possibles	Nombre de séances de cinéma	Nombre de parties de bowling
1	Tout l'argent de poche est consacré au cinéma	3	0
2	Tout l'argent de poche est consacré au bowling	0	6
3	Axel ne veut faire qu'une seule partie de bowling et consacre tout le reste de son argent de poche au cinéma	2	1
4	Axel ne souhaite voir qu'un film et consacre le reste de son argent à des parties de bowling	1	4
5	Axel veut dépenser son argent de poche en essayant d'obtenir le plus grand nombre possible de chacune des 2 activités	2	2

3. Le choix de la combinaison n° 3 vous semble-t-il un bon choix ?
Le choix de la combinaison n° 3 n'est pas optimal du point de vue de la satisfaction des besoins d'Axel. 4 € sont inutilisés et ne permettent pas une séance de cinéma supplémentaire.
4. Quelle est, sur le plan monétaire, la conséquence de cette combinaison n° 3 ?
Axel dispose d'une épargne qu'il pourra utiliser dans le futur.
5. Quel facteur externe pourrait conduire Axel à modifier son arbitrage ?
Une modification du prix de l'un des deux loisirs ou des deux pourrait amener Axel à revoir son arbitrage.

Document 2 Dépenses de consommation des ménages par fonction de consommation dans quelques pays de l'Union Européenne en 2011 (en %)

1. Compléter le texte suivant à partir des données du tableau :
Corrigé : En France, en 2011, en moyenne, les Français ont consacré 26,7 % de leur budget au logement et dépenses annexes. Les dépenses alimentaires constituent le deuxième poste de consommation. Habillement et chaussures ne représentent qu'une petite part des dépenses de consommation (4,2 % des dépenses totales).

Comment les économistes, les sociologues et les politistes raisonnent-ils et travaillent-ils ?

2. Ces données statistiques permettent-elles à l'économiste de ... ?

	Oui	Non
Repérer les évolutions des comportements économiques		X
Vérifier que les ménages ne s'endettent pas		X
Étudier de manière objective la consommation des ménages	X	
Comparer des pratiques de consommation entre pays	X	
Comparer les montants consommés dans les différents pays		X

2. Comment définir l'économie ?

Document 3 L'économie d'abondance selon les ethnologues

1. Comment percevons-nous aujourd'hui les sociétés primitives d'autrefois ?
Nous avons spontanément tendance à nous représenter ces sociétés primitives comme des sociétés pauvres, où les besoins étaient mal satisfaits, et qui vivaient à la merci des famines et des catastrophes naturelles.
2. Expliquer le paradoxe qui consiste à les définir comme des sociétés d'abondance.
Les ethnologues nous décrivent en réalité des sociétés où les besoins essentiels sont satisfaits, où l'on travaille peu, ce qui laisse une disponibilité importante pour les loisirs et le plaisir. Au regard des besoins d'un homme du XXI^e siècle, ces conditions de vie apparaissent insuffisantes alors que, pour ces populations, elles ne l'étaient pas.

Document 4 L'économie, science des ressources rares

1. Dans quel sens la notion de « ressources rares » est-elle utilisée ici ?
L'expression « ressources rares » ne signifie pas que ces ressources sont difficiles à trouver voire introuvables, mais simplement qu'elles n'existent pas en quantité illimitée, qu'elles ne sont pas accessibles sans limites.
2. Expliciter la distinction que l'auteur introduit entre science explicative et science normative.
Une science explicative cherche à comprendre les faits qu'elle observe et à « expliquer » leur origine et, éventuellement, leurs conséquences. Une science normative, en plus d'être explicative, cherche à indiquer quelles sont, pour les hommes en un temps et en un lieu, les meilleures solutions pour résoudre les problèmes qu'ils rencontrent.
3. Donner un exemple de science qui soit explicative mais pas normative.
L'astronomie, par exemple, est une science explicative qui analyse la nature et le mouvement des astres. Elle ne peut, en aucun cas, nous donner les moyens d'influer sur ce mouvement.

Document 5 L'économie, un domaine d'activité ?

1. Quelle est la définition courante de l'économie ?
L'économie est couramment définie comme la science qui étudie comment les hommes produisent des richesses, comment celles-ci se répartissent, et comment elles sont consommées.

Chapitre introductif

2. Parmi les propositions suivantes, indiquer à quelle partie de la définition de l'économie chacune d'elles renvoie.

	Production	Consommation	Répartition
Étudier les inégalités de revenus entre les hommes et les femmes			X
Étudier les pratiques culturelles		X	
Étudier les choix de vacances		X	
Étudier le chômage	X		
Étudier la pauvreté			X
Étudier la robotisation des entreprises	X		

Document 6 Biens libres et biens économiques

1. Qu'est-ce qu'un bien libre ? Donner un exemple.
Un bien libre est un bien qui n'a pas à être produit par le travail humain. Il est gratuit et existe en quantité illimitée. L'air ou l'eau des mers sont des biens libres.
2. Qu'est-ce qu'un bien économique ? Donner un exemple.
Un bien économique doit être produit par du travail. Une voiture ou une baguette de pain sont des biens économiques.
3. Pourquoi peut-on considérer les « biens économiques » comme des biens rares ?
Les biens économiques n'existent pas en quantité illimitée (sinon, on n'aurait pas à les produire). Ils sont donc « rares » au sens économique du terme.
4. Les biens libres sont-ils tous disponibles en quantité illimitée ?
Un bien libre, comme l'air, peut voir sa disponibilité limitée du point de vue de sa qualité. Par exemple, nous avons besoin d'air respirable. Si la pollution le rend irrespirable, sa caractéristique de bien libre disparaît puisqu'il faut alors le « produire » en mettant en œuvre des mesures anti-pollution.

3. Les différentes manières d'étudier l'économie

Document 7 L'approche microéconomique

1. Citer deux situations qui relèvent d'une analyse microéconomique.
Un consommateur disposant d'un budget limité s'interroge sur les achats qu'il va réaliser et ceux auxquels il va renoncer.
Un restaurateur doit décider de la gamme de prix des différents menus qu'il propose à sa clientèle.

Document 8 L'approche macroéconomique

1. Relever, dans l'actualité, deux informations macroéconomiques
Chaque année, en France, le Parlement vote le budget de l'État, c'est-à-dire les recettes et les dépenses publiques.
L'analyse des échanges de marchandises d'un pays (exportations et importations) permet de savoir s'il y a excédent ou déficit commercial.

■ Qu'avons-nous appris ?

Exercice 1 Biens libres/biens économiques

1. Dans le tableau ci-dessous, identifiez les biens libres et les biens économiques

	Biens libres	Biens économiques
Un réfrigérateur		X
Un ballon de football		X
L'eau d'un torrent	X	
Une consultation médicale		X
Une plage publique	X	
La lumière du soleil	X	
La pluie	X	

Exercice 2

1. Formuler une définition claire de la notion de rareté, telle que l'envisagent les économistes.
La rareté économique signifie que les biens et services disponibles n'existent pas en quantité illimitée, qu'il faut donc les produire. Elle exprime le fait qu'il existe un décalage entre les besoins humains et les ressources permettant de les satisfaire.

■ Testez vos capacités

Document La notion de rationalité

L'*homo oeconomicus* est un être « rationnel » : il souhaite maximiser son bien-être et gère les ressources dont il dispose dans le seul but d'obtenir la meilleure satisfaction de ses besoins. Pour l'économiste, l'individu hiérarchise ses besoins et les satisfait en tenant compte de ce classement : pour cela, il compare les alternatives possibles. Chaque alternative comporte en effet un « bénéfice », procuré par le bien consommé, mais aussi un « coût », engendré par la renonciation à d'autres biens. C'est le rapport « coût/bénéfice » le plus avantageux qui, en principe, est le critère déterminant de la décision.

Chapitre introductif

Biens primaires/biens secondaires

1. Pour chacune des activités listées dans le tableau, indiquer si elle répond à un besoin primaire ou à un besoin secondaire.

	Besoin primaire	Besoin secondaire
Se distraire		X
Avoir une activité artistique		X
Se nourrir	X	
Se protéger du froid	X	
S'instruire		X
Se soigner		X
Dormir	X	
Respirer	X	
Visiter d'autres pays		X

2. Expliquer pourquoi cette distinction n'est pas toujours évidente ?
Certains besoins doivent être analysés en tenant compte du contexte économique, social et culturel de la société considérée. Ils peuvent ne pas être essentiels à un moment de l'histoire, mais le devenir ultérieurement. Ainsi, les besoins de s'instruire et de se soigner ne conditionnent pas, au sens étroit, la survie physiologique. Dans une société développée, ils sont pourtant considérés comme des besoins de base.

Document L'arbitrage dans l'utilisation du revenu d'un ménage

1. Dresser la liste des principaux éléments qui peuvent intervenir, pour ce jeune couple, dans l'arbitrage entre la poursuite de la location du logement ou son acquisition à crédit :
 - le poids, sur les ressources du ménage, des mensualités de remboursement du prêt (lié au taux d'intérêt de l'emprunt) (propriétaire);
 - des disponibilités financières immédiates permettant plus de consommation (locataire);
 - l'assurance d'avoir un toit pour l'avenir (propriétaire);
 - le confort et l'agrément d'une vie en centre-ville (location) face à l'éloignement en banlieue (propriétaire);
 - des coûts de transport supplémentaires pour les trajets domicile-lieu de travail (propriétaire);
 - des pertes de temps liés à ces trajets (propriétaire);
 - la constitution d'un patrimoine qui pourra compenser la baisse des revenus au moment de la retraite (propriétaire);
 - des charges d'entretien et de réparation du logement plus lourdes (propriétaire);
 - plus de disponibilités financières pour financer les études des enfants (locataire);
 - une épargne disponible immédiatement (locataire);
 - ne pas être attaché à un lieu et pouvoir être mobile plus rapidement, par exemple professionnellement (locataire).
2. Les éléments qui influencent une telle décision sont-ils tous d'ordre strictement économique ?
Certains de ces éléments sont plutôt d'ordre psychologique ou culturel : la sécurité du toit pour le futur, la plus grande mobilité, l'absence de pertes de temps dans les transports, l'attachement au mode vie en centre-ville.

2. La démarche du sociologue

1. Qu'est-ce qu'une société ?

Document 1 Manger, une pratique sociale

1. Qu'évoquent pour vous ces deux tables ?

Ces deux images décrivent la satisfaction d'un même besoin physiologique, manger, mais à travers des pratiques et des significations sociales très différentes : d'un côté, un dispositif rituel très organisé (disposition des couverts, décoration, serviettes pliées, etc.) laissant entrevoir un repas cérémonieux, ordonné de manière stricte ; de l'autre, un amoncellement désordonné de plats, sur un tapis, chaque convive se servant selon ses envies, sans organisation contraignante. D'un côté des codes sociaux très stricts, de l'autre, de la fantaisie et une certaine liberté.

Document 2 Manger la soupe, du Moyen Âge à nos jours

1. Comment la manière de manger la soupe a-t-elle évolué depuis le Moyen Âge ?

Au Moyen Âge, le repas autour d'une soupe est à la fois individuel et collectif : il n'y a ni assiette ni cuiller individuelles. Le récipient et l'instrument sont collectifs, partagés. Peu à peu, on assiste à une individualisation des pratiques. Chacun a son assiette et sa cuiller et consomme une « portion » différenciable.

2. En quoi peut-on parler d'un processus de « civilisation des mœurs » ?

On peut parler de civilisation des mœurs en ce sens que, peu à peu, des règles sont instituées : ce sont, à la fois, des règles d'hygiène et des règles de rapport aux autres. Le « naturel » et le spontané s'éloignent, au profit de ces règles qui instituent notamment l'usage d'instruments ayant des fonctions spécialisées.

Document 3 Une tribu primitive au XXI^e siècle

1. Pourquoi l'État indien interdit-il désormais les contacts avec la tribu des Sentinelles ?

L'État indien souhaite préserver l'intégrité du territoire des Sentinelles de manière à les protéger des effets néfastes que pourrait avoir un contact avec l'extérieur. D'une part, cela les exposerait à des risques physiologiques (introduction d'agents infectieux), d'autre part, cela conduirait à un bouleversement complet de leur organisation sociale et de leur univers mental.

2. Les Sentinelles constituent-ils une « société » ?

Les Sentinelles forment une société au sens où il est probable qu'ils sont organisés selon un certain modèle social, comportant une vision commune du monde, des règles de comportement et des rapports codifiés entre les membres de la tribu. Ils ont probablement un langage commun et ce que les sociologues appellent une « culture » commune.

2. Qu'est-ce que le lien social ?

Document 4 Les supports du lien social

1. Analyser en quoi chacune des situations représentées est créatrice de liens sociaux.

Le lien social qui unit les élèves d'une classe et leur professeur est fondé sur la fonction de transmission et d'apprentissage des savoirs. Entre les élèves, ce lien se construit à travers les relations d'amitié, de coopération, d'entraide, de compétition, etc.

Chapitre introductif

Dans le cadre familial, le lien social repose sur les échanges affectifs, mais aussi sur les fonctions d'éducation, de protection et d'entraide entre les membres, selon leur place dans la famille (ascendants ou descendants), leur âge, leur situation, etc.

Dans un mouvement politique, le lien social repose sur l'identité de pensée et d'intérêts, sur l'adhésion à des idées communes et sur la solidarité collective.

2. Énumérer trois autres situations également porteuses de liens sociaux
Une assemblée religieuse, un club de sport amateur, un atelier de réflexion philosophique ou un groupe d'amis sont d'autres situations porteuses de liens sociaux.

Document 5 Vers un « *homo numericus* » ?

1. Pourquoi peut-on parler aujourd'hui d'une « ère de l'*homo numericus* » ?
Les technologies numériques ont pris, depuis trois décennies, une place centrale dans la plupart des activités humaines. L'information, la médecine, la production des entreprises, le commerce et les services administratifs, ou encore les communications interpersonnelles sont quelques exemples de leur omniprésence.
2. Donner des exemples concrets illustrant le fait que « l'*homo numericus* est de plus en plus affranchi des contraintes temporelles et spatiales ».
L'homme connecté à Internet peut entrer, à tout moment, en communication avec une autre personne connectée, où qu'elle se trouve dans le monde et quel que soit le moment. Il peut d'autre part communiquer, en temps réel, avec plusieurs personnes à la fois, un peu comme s'il se trouvait dans plusieurs endroits à la fois. Il peut programmer des actes qui ne se réaliseront que plus tard, par exemple des virements, des messages ou des ordres d'achat. Il n'a, par ailleurs, pas besoin d'identifier où se trouvent, géographiquement, ses interlocuteurs.

Document 6 La jeunesse à l'ère du numérique

1. En quoi le numérique modifie-t-il la sociabilité des jeunes ?
Le numérique, à travers la connexion quasi-permanente, permet une sociabilité élargie des jeunes avec leur groupe de pairs. Ces liens avec le réseau amical, qui peut être proche ou plus distant, jouent une fonction identitaire, pour les jeunes : ils leur donnent une place, une visibilité sociale aux yeux des autres. De ce fait, cette sociabilité amicale a tendance à faire passer au second plan la sociabilité familiale.

Document 7 Réseaux sociaux : la visibilité sociale

1. Selon l'auteur, quelle fonction les échanges sur les réseaux sociaux remplissent-ils ?
En liaison avec cette fonction identitaire, la participation aux réseaux sociaux a désormais une fonction dérivée qui est de mesurer et d'afficher sa « popularité » auprès de son réseau amical : cet affichage représente un élément de valorisation de soi-même. Soulignons que les jeunes ne sont pas les seuls à être attachés à ce signe de reconnaissance sociale.

Document 8 Liens forts et liens faibles

1. Donner deux exemples de « liens forts » et deux exemples de « liens faibles ».
Les liens forts concernent les parents, les frères et sœurs et la famille, ainsi que les amis intimes. Les liens faibles concernent les personnes ou les groupes rencontrés occasionnellement, en face-à-face ou par internet, par exemple dans le cursus d'études ou les pratiques sportives et culturelles, ou encore sur les forums et blogs de discussion du web.

2. Les liens forts sont-ils les plus efficaces dans l'accès à l'emploi ?
Les liens faibles sont souvent plus efficaces que les liens forts pour faciliter l'accès d'une personne à l'emploi. Les liens forts, en effet, rassemblent des personnes souvent semblables et dans un cercle assez étroit. À l'inverse, les liens faibles élargissent le cercle des contacts et permettent la circulation d'une information plus élargie et variée. Ils ne sont, par ailleurs, pas soumis aux règles assez rigides des contacts avec les proches.

3. Comment analyser la société ?

Document 9 Qu'est-ce qu'un fait social ?

1. La manière de se tenir à table est-elle un fait social ou une conduite naturelle ?
Les manières de table n'ont rien de naturel, elles sont apprises, notamment pendant l'enfance. D'ailleurs, il est facile de démontrer qu'elles sont très différentes d'une société à une autre. Ce ne sont pas les personnes qui, individuellement, les inventent. Elles préexistent, et chacun s'y conforme, bon gré mal gré. Au sein d'une même société, elles peuvent d'ailleurs différer d'un groupe à l'autre ou d'une région à une autre.
2. Pourquoi, le plus souvent, obéissons-nous aux règles prescrites par la société ?
Cette « obéissance » est liée à deux facteurs principaux : d'une part, comme nous avons appris ces règles dès l'enfance, elles nous apparaissent « naturelles », nous les avons « intériorisées ». D'autre part, en cas de non-respect de ces règles, la société nous fait savoir sa réprobation à travers une gamme de « sanctions sociales » qui vont de la moquerie à ... des sanctions judiciaires dans les cas les plus graves.

Document 1 Étudier les faits sociaux comme des choses

1. Pourquoi est-il particulièrement difficile au sociologue de se mettre à distance des faits sociaux qu'il étudie ? Illustrez votre réponse par un exemple.
Le sociologue, contrairement au physicien ou au biologiste, est impliqué en tant que personne dans le regard sur son objet d'études ; il est un homme ou une femme, il a un certain âge, il est croyant ou athée, il a des opinions politiques ou philosophiques, etc. Ces caractéristiques personnelles peuvent influencer, de manière inconsciente, sa manière d'aborder l'étude d'un fait social, par exemple le divorce ou les mouvements sociaux, et interférer dans son analyse.
2. Qu'est-ce qu'une « prénotion » ? Pourquoi peut-elle perturber l'analyse du sociologue ?
Une prénotion est un jugement spontané, un préjugé ou une idée préconçue que nous avons sur un fait, avant de l'avoir étudié de manière scientifique. Si le sociologue n'a pas conscience de ses propres prénotions, celles-ci peuvent polluer son regard sur les faits étudiés, en orientant sa démarche et ses conclusions.

Document 11 Une autre vision de la sociologie : analyser l'activité sociale

1. La conception de la sociologie développée par M. Weber amène-t-elle le sociologue à « traiter les faits sociaux comme des choses », ainsi que le recommandait E. Durkheim ?
La démarche de M. Weber s'écarte sensiblement de celle de Durkheim. À l'inverse de ce dernier, Weber considère que le sociologue doit entrer dans le système de pensée des individus pour comprendre leurs motivations et le sens qu'ils donnent à leurs actions. E. Durkheim, quant à lui, recommandait au contraire de rester à distance des acteurs sociaux en les analysant « de l'extérieur », avec un regard neutre.

■ Qu'avons-nous appris ?

Exercice 1 Vrai/Faux

1. Chacune des propositions suivantes est-elle vraie ou fausse ?

Propositions	Vrai	Faux
Le fondateur de la sociologie française est E. Durkheim	X	
La sociologie est apparue sous la Renaissance		X
Une prénotion est une vérité scientifique évidente et indiscutable		X
Être objectif consiste à être neutre dans l'examen d'un fait	X	
Le sociologue Max Weber est partisan d'une sociologie compréhensive	X	
Les sociétés modernes sont moins individualistes que les précédentes		X
Dans les sociétés primitives, l'individu est libre de ses actes et de ses pensées		X

Exercice 2

1. Les « sociétés primitives » ont-elles disparu de la surface de la Terre ?
Il ne reste plus aujourd'hui qu'un très petit ombre de groupes humains sans contact avec le monde moderne. Outre les Sentinelles, certains groupes ont été repérés au Pérou, en Australie, en Nouvelle-Guinée et en Amazonie, près des frontières du Brésil. Ces peuples sont généralement des chasseurs-cueilleurs.
2. Pourquoi faut-il éviter d'entrer en contact avec ces sociétés ?
Le contact avec ces micro-sociétés se traduit presque inévitablement par leur disparition en tant que groupe humain autonome. Outre les risques sanitaires qui sont liés à leur vulnérabilité aux agents infectieux, le contact avec la technologie moderne ou avec l'argent détruit les pratiques sociales de ces populations.

Exercice 3

1. Les manières de table sont-elles identiques au sein de la société française ?
Les habitudes alimentaires et les rituels de table sont encore très marqués par certaines caractéristiques sociales : l'âge, par exemple, est un facteur de différenciation des aliments consommés mais aussi des conditions de déroulement des repas. De même, l'appartenance à tel ou tel milieu social entraîne des rituels de repas spécifiques : ordonnancement très strict des différentes étapes du repas dans les catégories aisées, alimentation plus libre et « désordonnée » dans les milieux populaires. Cette diversité se repère également au niveau international.

■ Testez vos capacités

Exercice 1

1. Quelles sont les grandes différences entre la sociologie définie par E. Durkheim et celle définie par M. Weber ? Cocher ce qui revient à chacun.

	Sociologie d'E. Durkheim	Sociologie de M. Weber
La société est vue comme extérieure à l'individu	X	
La sociologie doit s'inspirer des sciences de la nature	X	
Le sociologue doit comprendre les motivations individuelles		X
Le sociologue doit éviter toute prénotation	X	
Le sociologue s'intéresse aux actions sociales		X
Le sociologue s'intéresse aux faits sociaux	X	

Exercice 2

1. Pourquoi le sociologue doit-il rester à distance du pouvoir politique ?
L'objectif du sociologue est d'étudier les faits sociaux de la manière la plus objective possible, sans faire intervenir, dans son regard sur ces faits, ses opinions personnelles. De même, il ne doit pas être dépendant, dans son observation, des demandes du pouvoir politique, car il risquerait soit de ne pas y répondre soit de se soumettre à ces demandes et de perdre ainsi son objectivité.

Exercice 3

1. Formuler une définition de la notion de lien social
Le lien social peut être défini comme l'ensemble des éléments qui relient les individus à la société, et qui les amènent à se considérer comme membres de cette société. Il suppose le partage d'un socle commun de principes, l'existence de liens économiques et de mécanismes de solidarité collective.
2. Quelles situations peuvent aujourd'hui fragiliser, pour un individu, le lien qui le relie à la société dans laquelle il vit ?
La rupture des liens économiques, en raison du chômage ou du travail précaire est une des causes majeures de fragilisation du lien social. Mais les ruptures personnelles dans la vie privée, comme le divorce, la mort d'un proche, le handicap ou la maladie peuvent aussi, surtout quand elles se cumulent, être à l'origine de l'isolement social ?

Exercice 4

1. Rédiger un court paragraphe expliquant ce que signifie la formule d'E. Durkheim : « *Les faits sociaux doivent être traités comme des choses* ».
Le sociologue E. Durkheim, fondateur de la sociologie française, considère qu'un phénomène social doit être abordé sur le modèle de la démarche des sciences de la nature comme la physique, la biologie ou la chimie : le regard du chercheur doit être neutre, extérieur à l'objet de l'étude, et ne doit pas faire intervenir les opinions ou les croyances du chercheur. Cette posture d'élimination systématique des prénotions est problématique en sociologie, car le sociologue participe au monde social et, spontanément, il a des positions personnelles sur le monde qui l'entoure. Dans son travail, il se doit de faire abstraction de ces positions.

3. La démarche des Sciences Politiques

1. Définir le champ politique

Document 1

1. En quoi chacune de ces images renvoie-t-elle au domaine politique ?
L'urne où l'électeur dépose son vote symbolise le principe même de la démocratie, la désignation par le peuple de ses représentants au sein des institutions politiques.
Une manifestation est un mouvement de protestation ou de revendication à l'égard du pouvoir économique ou du gouvernement ou de ces deux instances à la fois.
Le texte de la Constitution contient les « règles du jeu » du régime politique. En France, l'actuelle Constitution, celle de la V^e République, date de 1958.
2. Énumérer trois autres aspects d'activités relevant du domaine politique, en justifiant votre choix.
Le vote de la loi sur le mariage pour tous, en 2013 a reconnu les mêmes droits pour tous les citoyens, quelle que soit leur orientation sexuelle. La mise en place du prélèvement à la source pour l'impôt sur le revenu en janvier 2019 permet à l'État de prélever la contribution des citoyens en temps réel et non plus avec un décalage d'une année. Les différentes lois sur l'égalité hommes-femmes contribuent à rendre effectif le principe d'égalité inscrit dans la devise de la République française.

Document 2 « Tout est politique » ?

1. Pourquoi chacun des éléments évoqués par ces images relève-t-il de décisions de nature politique ?
L'accompagnement des chômeurs dans leur indemnisation et leur retour à l'emploi implique les pouvoirs publics, d'une part sur la question du financement et du montant de l'indemnisation, d'autre part sur les politiques de formation permettant de faciliter la reconversion vers de nouveaux emplois.
La construction d'infrastructures autoroutières fait l'objet de décisions étatiques, sur le tracé des autoroutes, sur le mode de financement des travaux et sur les modalités d'exploitation par des organismes publics ou des entreprises privées.
La politique de santé, en général, et l'équipement du pays en hôpitaux publics sont du ressort de la puissance publique. La localisation, la spécialisation de ces hôpitaux ainsi que leur mode de financement font l'objet de décisions de la part de l'État.

2. La diversité des régimes politiques démocratiques

Document 3 Des institutions politiques différentes

1. Quelles sont les principales différences entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France, du point de vue des institutions politiques ?
La Grande Bretagne est une monarchie parlementaire. Le Chef de l'État est la reine (ou le roi), mais il ne gouverne pas. Le pouvoir exécutif est entre les mains du Premier ministre, issu de la majorité à la Chambre des Communes. L'autre Chambre dotée de moins de pouvoirs est la Chambre des Lords.
L'Allemagne est une république fédérale composée de 16 Länder (États) ayant une grande autonomie. L'État fédéral est doté d'un Parlement composé de 2 Chambres, le Bundestag et le Bundesrat. C'est la majorité des élus au Bundestag qui désigne la chancelière (ou le chancelier) qui est le chef de l'exécutif, le Président de la République fédérale n'ayant qu'un rôle honorifique.
Le régime politique français est parfois qualifié de semi-présidentiel : il est doté d'un Parlement (Assemblée Nationale et Sénat) qui vote les lois, mais le Président de la République dispose de

pouvoirs étendus qui en font le véritable chef de l'exécutif ? C'est lui, en particulier, qui nomme le Premier Ministre, chef du gouvernement.

Document 4 État unitaire, État fédéral

1. Rechercher quatre exemples d'États fédéraux dans le monde.
Le Canada, les États-Unis, l'Inde, la Suisse, le Brésil, l'Australie, la Russie et le Mexique sont quelques-uns des États fédéraux dans le monde.

3. Le processus électoral

Document 5 Un exemple de comportement politique, l'abstention

1. L'abstention est-elle toujours le signe d'une indifférence à l'égard de la politique ?
L'abstention peut être une manière d'adresser un « message » au monde politique. Les abstentionnistes que les politistes appellent « dans le jeu » ne sont en effet pas du tout indifférents aux enjeux politiques. Leur attitude de retrait est une forme de protestation devant une « offre politique » qu'ils estiment insatisfaisante.
2. Quel est le profil social des abstentionnistes « hors-jeu » ?
Par contraste, la réponse de la politiste A. Muxel nous permet de définir le profil social des abstentionnistes « hors-jeu » : ils appartiennent, en général, aux couches populaires, à faible niveau de revenu et d'instruction, et ils sont souvent moins bien insérés dans la société. Cela les conduit à un faible intérêt pour les enjeux politiques.

Document 6 Médias et politique

1. En quoi, selon l'auteur, les médias influencent-ils le processus électoral ?
Les médias, en raison de la concurrence acharnée qu'ils se font pour capter l'attention du public, privilégient le sensationnel et l'émotionnel, au détriment de l'explication argumentée et du débat approfondi. Les hommes politiques entrent dans le jeu de cette « politique-spectacle », par le biais des « petites phrases », des actions spectaculaires et des provocations.

Document 7 Les réseaux sociaux dans l'élection présidentielle américaine de 2016

1. Les réseaux sociaux sont-ils un support d'information politique auquel on peut faire confiance ?
Les réseaux sociaux véhiculent toutes sortes « d'informations », parmi lesquelles certaines sont fiables, mais dont une grande partie cherchent à manipuler ceux qui en prendront connaissance. « Fake news », « théories du complot », désinformation sont massivement diffusées, sans aucun contrôle, sur ces réseaux, semant le trouble dans le rapport que le citoyen doit avoir avec l'information, notamment politique, pour pouvoir se forger une opinion.
2. Quel est l'intérêt, pour un candidat à une élection, de multiplier les provocations sur les réseaux sociaux ?
Certains hommes politiques sont passés maîtres dans l'art d'utiliser les réseaux sociaux comme « caisse de résonance » de leurs provocations verbales ou visuelles. Le « buzz » autour d'une petite phrase insultante ou un acte de désobéissance filmé au smartphone et diffusé sur le web a plus de chances de faire parler de son auteur que ne l'aurait un entretien calme et réfléchi ou un article argumenté sur son programme.
3. Les réseaux sociaux peuvent-ils avoir une fonction de mobilisation politique des citoyens ?
Rechercher des exemples dans l'actualité mondiale.

Chapitre introductif

Au moment des « printemps arabes », (Tunisie en 2010, Égypte en 2011, etc.), les soulèvements populaires dans le monde contre les régimes autoritaires et corrompus ont largement utilisé les réseaux sociaux comme outils de communication pour coordonner les actions de protestations. La rapidité de la transmission des informations a ainsi permis aux manifestants de connaître les lieux de rassemblement et les mouvements des forces de répression.

■ Qu'avons-nous appris ?

Exercice 1 Le champ politique, un carrefour ?

Certaines activités humaines sont de nature strictement politique. D'autres sont au carrefour du politique et de l'économique. Parmi les activités suivantes, identifier les unes et les autres.

Activités	Champ politique	Champs politique et économique
Construction d'une ligne TGV		X
Vote d'une loi sur le mariage	X	
Élection du Président de la République	X	
Baisse de la TVA		X
Modification des programmes scolaires	X	
Interdiction d'un pesticide en agriculture		X
Nomination d'un ambassadeur	X	

Exercice 2

1. Comment expliquer l'emploi du pluriel dans l'expression « les États-Unis d'Amérique » ?
Les États-Unis d'Amérique sont un État fédéral, structure politique qui superpose un État central dont le siège est à Washington (la Maison Blanche et le Capitole) et les cinquante États de l'Union, symbolisés par les cinquante étoiles du drapeau américain, chaque État disposant d'une capitale, d'un gouverneur et d'un Parlement.

Exercice 3

1. Pourquoi les politistes qualifient-ils certains abstentionnistes de « hors-jeu » et d'autres de « dans le jeu » ?
Si l'abstention consiste, dans tous les cas, à ne pas aller voter, les raisons de cet acte peuvent être fort différentes. Pour ceux que les politistes appellent « hors-jeu », il s'agit d'une forme de désintérêt à l'égard des affaires publiques. Souvent peu informés, peu diplômés et faisant partie des couches les moins aisées, ces abstentionnistes se considèrent parfois comme incompetents dans le domaine politique. À l'inverse, les abstentionnistes « dans le jeu » ont un profil social plutôt favorisé, avec des niveaux de diplômes élevée et une « compétence politique » assumée. Mais ils utilisent l'abstention comme une forme de protestation vis-à-vis de ce qu'ils considèrent comme l'inadaptation de l'offre politique qui leur est proposée.

Exercice 4

1. Le politiste peut-il prendre parti dans le débat politique ? Justifier la réponse.
Un politiste qui prendrait parti dans le débat politique en affichant ses préférences pour tel ou tel programme ou candidat perdrait toute crédibilité en ce qui concerne le caractère scientifique objectif de son travail. Ses analyses seraient immédiatement suspectées de partialité. L'exercice

Comment les économistes, les sociologues et les politistes raisonnent-ils et travaillent-ils ?

de cette nécessaire neutralité est cependant difficile, car le politiste est aussi, à titre personnel, un citoyen doté d'une opinion politique.

■ Testez vos capacités

Exercice 1

1. Rédiger un paragraphe d'une dizaine de lignes pour répondre à la question : « Peut-on parler d'une spectacularisation de la vie politique ? »

Le développement des médias, dans les cinquante dernières années, a fortement contribué à renforcer le côté spectaculaire de la vie politique, notamment de la compétition politique. La visibilité médiatique est en effet, aujourd'hui, une condition indispensable aux femmes et aux hommes politiques pour capter l'attention et les suffrages des électeurs. Le passage à la télévision, mais surtout aujourd'hui, la présence et la mise en scène de soi-même sur les réseaux sociaux sont, pour les « professionnels de la politique », des priorités qui mettent à l'arrière-plan le débat d'idées, les propositions raisonnées et la réflexion sur les enjeux collectifs.

Exercice 2 L'indice de la démocratie, publié par *The Economist*

1. La démocratie est-elle le régime politique majoritaire dans le monde ?

La démocratie est minoritaire dans le monde, si on entend par là la part de la population mondiale qui vit dans des régimes politiques respectant les libertés démocratiques et les droits de l'homme, en ce qui concerne la sécurité personnelle, la liberté d'expression et le principe des élections libres. L'ONG américaine Freedom House considère que moins de la moitié des êtres humains vit en démocratie.

Exercice 3 Le régime politique français : tester ses connaissances

1. Compléter les trous du texte

Le régime politique français est une république démocratique. À la tête de l'État, le Président de la République est le chef de l'exécutif. Il est élu pour la durée d'un quinquennat. Il nomme le Premier Ministre, qui est le chef du gouvernement, ce dernier comportant des ministères spécialisés. L'Assemblée Nationale, aussi appelée Chambre des Députés, est élue pour cinq ans. Elle peut renverser le gouvernement par le vote d'une motion de censure. La seconde chambre parlementaire, le Sénat, n'a pas le pouvoir de renverser le gouvernement. Les deux chambres exercent le pouvoir législatif, c'est-à-dire qu'elles votent les lois. Chaque semaine un Conseil des Ministres se tient au Palais de l'Élysée, résidence officielle du Chef de l'État.

■ Repère méthodologique

Deux instruments statistiques de base, la moyenne et la médiane

Exercice d'application

1. Calcul de la moyenne

Nombre de fautes	0	1	2	3	4	5	6	7	8
Nombre d'élèves	4	6	8	12	10	18	14	4	4
Nombre total de fautes	0	6	16	36	40	90	84	28	32

Chapitre introductif

Le nombre total de fautes de ce groupe s'établit à 332. Le groupe compte 80 élèves. Le nombre moyen de fautes est donc de $332/80 = 4,15$.

On peut conclure de ce calcul que ce groupe est globalement plus faible en orthographe que le groupe de référence (qui avait une moyenne de 3,3 fautes par élève).

2. Calcul de la médiane

Nombre de fautes	0	1	2	3	4	5	6	7	8
Nombre d'élèves	4	6	8	12	10	18	14	4	4
Nombre cumulé d'élèves	4	10	18	30	40	58	72	76	80

Le groupe étant composé de 80 élèves, on constate que 40 élèves, soit la moitié du groupe, ont fait « au plus » 4 fautes, l'autre moitié en faisant plus. La médiane de cette série est 4. Le glissement de la médiane de 3 (pour le groupe de référence) à 4 pour ce groupe-ci confirme que ce dernier est globalement composé d'élèves plus faibles en orthographe.

Partie 1

Science économique

Chapitre 2

Comment crée-t-on
des richesses
et comment
les mesure-t-on ?

Corrigés

1. Mesure et acteurs de la production au sens économique

■ CORRIGÉS DES DOCUMENTS

Document 1

1. Adam Smith (1723-1790) est considéré comme le père fondateur de la science économique moderne. Il a proposé dans son ouvrage que l'on résume par *La Richesse des Nations*, publiée en 1776, une théorie détaillée de la croissance d'un pays.
2. Si, au sens courant, la richesse est associée à l'opulence, aux revenus, il est intéressant de relever qu'à l'échelle d'une Nation, la richesse est ici associée aux produits dont les consommateurs peuvent disposer et qui satisferont leurs besoins. Ils sont issus du travail de l'homme.
3. En conséquence, les économistes restreignent le champ de la production reflétant la richesse d'un pays à l'ensemble des biens (produits matériels) et services (prestations immatérielles) issus d'un travail rémunéré et fournis, gratuitement ou non, par un agent à un autre pour satisfaire des besoins individuels ou collectifs.
4. On exclut de la production mesurée officiellement : le travail domestique et le bénévolat notamment.

Document 2

1. Destinée à être écoulee sur un marché, la production marchande s'échange à un prix qui couvre le coût de production et permet la réalisation d'un bénéfice. Tous les biens sont considérés marchands ainsi que certains services. La production de services est non marchande quand elle est « gratuite » pour les usagers, ou partiellement, c'est-à-dire vendue à un prix non significatif, inférieur à 50 % des coûts de production. Ces services sont généralement fournis par une administration publique, plus rarement par une association.
2. Dans le 1^{er} cas, il s'agit d'une production marchande : la serre est une entreprise qui fournit un service, elle commercialise des plants, des fleurs, ... qu'elle vend à un prix supérieur à 50 % de ses coûts de production. Dans le second cas, sur la quatrième photographie, il s'agit d'une famille qui jardine. C'est une production qui n'est pas comptabilisée car elle n'est pas issue d'un travail rémunéré.
3. Une mairie a pour principale mission de satisfaire les besoins quotidiens de la population. Elle fournit des services non marchands : documents officiels en lien avec l'état civil, elle délivre des permis conformes au plan d'urbanisme, elle attribue un financement aux écoles et recrute des agents de service, elle mène des activités culturelles, dispose d'un service de police...
4. Photo 2 : production marchande s'il s'agit d'un médecin libéral; non marchande s'il s'agit d'un médecin salarié en hôpital public.
Photo 3 : production non marchande.
Photo 4 : ce n'est pas une production comptabilisée dans le champ économique.
Photo 5 : production marchande.
Photo 6 : production marchande.
Photo 7 : ce n'est pas une production comptabilisée dans le champ économique.
Photo 8 : production non marchande.

5. Dans la sphère associative, la production non marchande consiste à fournir des services gratuits aux ménages les moins aisés (repas, aide d'urgence), l'aide à l'insertion des handicapés, des manifestations culturelles...

Document 3

1. Branche des activités financières et d'assurance : Crédit Mutuel, Société générale, BNP-Paribas, ...
Branche des activités immobilières : Foncia (entreprise d'administrations de biens et de transaction immobilière), Organisation régionale des professionnels de l'immobilier (agences ORPI), ...
Branche de l'information et de la communication : Publicis, l'agence de presse canado-britannique Thomson Reuters
2. Le secteur tertiaire qui regroupe toutes les activités exclues du primaire (agriculture) et secondaire (industries) représentait 49 % ((1,5 + 4,2) / 11,7) de la valeur ajoutée totale en 1949, 59,5 % en 1970, 74 % en 2000 et 79 % en 2017.
3. La part de la production non marchande est croissante dans l'économie : de 12,8 % en 1949, elle atteint 22,5 % en 2017. Un cinquième de la production en France est donc fourni par les administrations publiques et les associations en France aujourd'hui.

Document 4

1. L'État organise l'éducation en définissant les voies de formation, les programmes des enseignements. Il recrute les enseignants et les rémunère à partir des impôts prélevés sur le revenu des citoyens. Il répartit les moyens afin d'assurer une égalité sur les territoires.
2. Interfaces entre le professeur recruté et l'élève, les organisations pourvoyeuses de cours à domicile ou de soutien scolaire peuvent être des entreprises privées ou des associations. Les premières ont un objectif lucratif : il s'agit de proposer une offre à un prix supérieur au coût de production afin de générer un bénéfice qui constitue le moyen de financement de la structure. Dans le cas d'associations, les cours sont gratuits ou quasi-gratuits car l'objectif consiste à venir en aide aux enfants de familles plus modestes qui ne sont pas en mesure de recourir à une personne tierce, au tarif en vigueur sur le marché. Ces associations sont subventionnées par l'État et par les adhésions des usagers.
3. À travers l'exemple de l'enseignement, on constate bien que la production non marchande peut être fournie par l'État, au moyen des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) et par les associations, au moyen des subventions, de leurs ventes, des adhésions et des dons.

Document 5

1. Exemples d'entreprises :
 - Microentreprise : un coiffeur (autres services)
 - Une PME : Sciences-U Paris (formation continue d'adultes en région parisienne, autres services)
 - Une ETI : Spie-Batignolles (construction : bâtiment et travaux publics)
 - Une GE : Total (industrie extractive)
2. En 2013, les micro-entreprises constituent la très grande majorité numérique des entreprises : plus de 9 entreprises sur 10 comptent de 0 à 9 salariés. Elles occupent la plus faible part dans l'emploi (1/5 des salariés) et dans la création de valeur ajoutée (1/5). Fort logiquement, elles exportent peu (3 % de leur chiffre d'affaires). À l'inverse, les grandes entreprises, qui comptent plus de 5 000 personnes dans leur effectif, occupent une part numérique très faible (0,4 %) mais elles produisent le tiers de la richesse nationale et fournissent plus du quart des emplois. La moitié de leur chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation.

Chapitre 2

Document 6

1. L'économie sociale et solidaire comprend quatre familles traditionnelles : les coopératives, les mutuelles (santé, assurances), les associations et les fondations. Depuis la loi de 2014 dite « loi Hamon », certaines entreprises commerciales peuvent requérir un agrément pour devenir une Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale qui ouvre la voie à des aides spécifiques, la possibilité d'employer des jeunes en service civique ou encore l'accès privilégié à des fonds de financement. La solidarité et l'utilité sociale sont au cœur du projet collectif et déterminent le fonctionnement interne et l'activité. Ainsi, la plupart de ces structures fonctionnent sur le principe de la défense des intérêts de ses membres, notamment dans le cas des coopératives de production ou de distribution par exemple (Yoplait, Système U). La gouvernance est démocratique selon le principe « un homme, une voix » lors des assemblées délibératives quels que soient les apports. Les bénéficiaires sont réinvestis dans la structure, les écarts de salaires maxima sont contrôlés (de 1 à 7). L'ESS représente un emploi sur dix en France.
2. Cette entreprise réalise une production marchande puisqu'il est question d'un chiffre d'affaires. L'utilité sociale de son activité est avérée : en revendant des livres usagés, elle met en œuvre un recyclage qui entre dans l'objectif de développement durable. En outre, elle fournit du travail aux personnes en difficulté sur le marché du travail au travers de l'insertion. Elle redistribue une partie de ses bénéfices à des associations d'utilité publique.

■ CORRIGÉS DES EXERCICES

Exercice 1

1	Il ne s'agit pas d'une production au sens économique car votre frère n'est vraisemblablement pas rémunéré pour cette aide apportée.
2	Il s'agit d'une production marchande : la société dont il est question est une entreprise qui vend un service dont le prix est supérieur à 50 % du coût de production.
3	Il ne s'agit pas d'une production (cf. 1).
4	Il s'agit d'une production non marchande : les sapeurs-pompiers relèvent du service public et ne facturent pas ce type de prestation aux usagers.
5	Il s'agit d'une production qui peut être marchande si elle est déclarée officiellement.
6	Il s'agit vraisemblablement d'une production non marchande effectuée bénévolement. Même si un certain dédommagement est offert par le club, cela ne rentre pas dans la production marchande.
7	Il s'agit d'une production marchande : le crédit est un service payant, au travers du taux d'intérêt qui rémunère l'avance des fonds par la banque.

Exercice 2

1. Ces deux unités productives sont des entreprises : à partir de salariés et d'un capital, elles produisent des biens ou services marchands et génèrent un chiffre d'affaires, disposent donc d'un résultat qui finance la pérennité de la structure.
2. La première est une PME : plus de 10 et moins de 250 personnes et chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros. La seconde est un groupe : entité économique formée par un ensemble de sociétés qui sont contrôlées par une même société. Contrôler une société, c'est avoir le pouvoir de nommer la majorité des dirigeants, il n'est pas nécessaire de détenir plus de 50 % du capital.
3. Ainsi, la société Bouygues détient 43,9 % du capital de la chaîne de télévision TF1. G. Pélisson, actuel président-directeur général de TF1 est un ancien P.-D.G. de Bouygues.

Exercice 3

- 1.2. Les missions des hôpitaux et services non marchands associés :
 - La qualité des soins : un hôpital accueille toute personne dont l'état de santé requiert des soins;
 - la prévention : l'hôpital peut conduire efficacement la prévention de l'obésité, du tabagisme, ... en prenant en charge globalement les patients, incluant également un message auprès des personnels;
 - la sécurité sanitaire : les personnels des hôpitaux sont formés à prendre en charge les situations d'urgence et alertent les instituts de veille sanitaire de tout événement ayant des conséquences sur l'état de santé de la population;
 - la formation : les CHRU forment les étudiants dans les disciplines médicales. Les hôpitaux et cliniques les accueillent en stage;
 - la recherche : les hôpitaux peuvent organiser des essais favorisant l'avancée de la recherche biomédicale.
3. On peut justifier le caractère non marchand de ces services par les externalités positives qu'ils génèrent : la prévention du tabagisme permet de limiter les coûts ultérieurs des soins, la formation *in situ* à l'hôpital accroît le capital humain et les compétences professionnelles futures, les retombées médicamenteuses de la recherche permettent d'améliorer l'éventail des soins.
4. On constate que le terme de « gratuité » ne s'adresse qu'aux usagers consommateurs. Ces services ne sont pas nécessairement facturés aux usagers mais ont un coût, pris en charge de façon commune par les salariés, les chefs d'entreprises au travers des cotisations sociales et les citoyens dans leur ensemble par le biais des impôts.

2. La production résulte de la combinaison de différents facteurs

■ CORRIGÉS DES DOCUMENTS

Document 1

1. Machine agricole (technologie), bétail, agriculteur, plantes fourragères, hangar, terrain agricole, ...
2. Certains éléments sont réutilisables et d'autres non : différence capital fixe, capital circulant. Il est possible d'isoler le travail également.
3. Le facteur travail est présent ainsi que le capital naturel mais on constate l'absence de capital fixe.

Document 2

1. Produire, c'est combiner dans des proportions variables, en fonction de leurs coûts et des contraintes techniques, différents facteurs de production (travail, capital) pour réaliser un bien ou un service. Elle peut être à facteurs complémentaires : dans ce cas, on ne peut pas substituer un facteur à un autre. Il n'existe donc qu'une seule combinaison productive que l'on peut étalonner en fonction de la quantité souhaitée. Un véritable choix est possible lorsque la combinaison productive est à facteurs substituables.
2. Si les facteurs de production sont multiples dans la réalité (travail qualifié ou non, capital technique, naturel, ...), raisonner en identifiant deux facteurs, généralement le capital et le travail, permet de représenter graphiquement les choix ouverts à l'entrepreneur en fonction de la quantité de biens et services qu'il désire atteindre.

Chapitre 2

3. Dans le cadre d'une CP à facteurs parfaitement substituables, pour obtenir la quantité Q3, l'entrepreneur a le choix entre la CP A qui associe 2 travailleurs qualifiés à 7 travailleurs non qualifiés ou la CP B qui associe 4 travailleurs qualifiés à 2 travailleurs non qualifiés.
4. Dans le cadre d'une CP à facteurs complémentaires, pour obtenir la quantité Q1, l'entrepreneur est contraint de recourir à la CP C qui associe 2 tracteurs à 2 conducteurs. En effet, la CP E montre qu'investir dans un nouveau tracteur n'est pas rentable car la quantité obtenue est la même (Q1), il manque un conducteur.

Document 3

1. Les prestations de propreté peuvent concerner les vitres, les sols, les murs, les bâtiments, les machines.
2. Le secteur du nettoyage mobilise une combinaison productive intensive en travail, notamment peu qualifié : en atteste la part élevée de travailleurs à temps partiel indiquée dans le texte (personnels d'entretien courant). Toutefois, si peu d'équipements sont nécessaires pour effectuer les prestations courantes de nettoyage de bureaux ou d'immeubles, le nettoyage spécialisé des bâtiments appelle des investissements importants afin de répondre aux exigences croissantes liées aux normes d'hygiène voire de sécurité dans les milieux sensibles (aéroports, secteur agro-alimentaire, cliniques, ...).
3. L'intensité capitalistique du secteur du nettoyage passe de 7 900 euros par salarié en 2009 à 11 160 euros en 2015, soit une hausse de 41,3 % qui va à l'encontre de l'opinion courante d'une part et de la tendance générale des services aux entreprises d'autre part. Ces derniers ont connu une baisse de leur intensité capitalistique de 5 % environ (de 80 000 euros par salarié à 76 000 euros entre les mêmes dates).
4. Le renforcement de l'intensité capitalistique du secteur a permis une croissance du chiffre d'affaires des entreprises qui proposent des services plus complexes, à des tarifs logiquement plus élevés. L'effet sur les emplois peut être interrogé : l'usage d'équipements plus évolués conduit-il à une baisse de la main-d'œuvre employée ? Précisément, il s'avère que le nombre total de salariés a crû de 2009 à 2015 de 10 %. Toutefois, les emplois peu qualifiés de « nettoyeurs », à proprement parler, ont baissé de 12 %. En conséquence, le progrès technique s'est ici accompagné d'une hausse de la qualification moyenne des travailleurs du secteur.

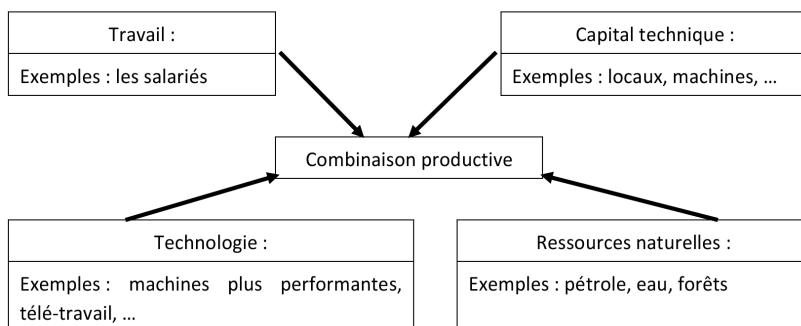
Document 4

1. En utilisant l'outil visuel, cette campagne de communication menée par une chaîne de supermarchés montre avec efficacité que les abeilles et autres insectes participent de la diversité des produits obtenus de l'agriculture par la pollinisation des cultures.
2. Les ressources naturelles, comme l'espèce animale, sont exploitées, parfois de manière peu visible, pour produire : la présence d'abeilles permet d'exploiter les terrains agricoles.
3. De concert avec l'Union européenne, la France a décidé d'interdire l'usage des insecticides néo-nicotinoïdes depuis le 1^{er} septembre 2018 en raison des dommages constatés sur la mortalité des insectes pollinisateurs.

CORRIGÉS DES EXERCICES

Exercice 1

1.



2. L'enseignement est une production de services généralement non-marchands qui nécessite du facteur travail : les enseignants, le personnel administratif, les agents de services ; du capital technique : le bâtiment, les classes, les photocopieurs, ... ; des ressources naturelles : l'air, l'énergie pour le chauffage et l'électricité et des ressources technologiques : les ordinateurs, vidéo-projecteurs.
3. Il s'agit ici d'une CP à facteurs plutôt complémentaires comme de nombreux services destinés à la personne : il est difficile d'augmenter sensiblement le nombre de classes et d'élèves sans rehausser le nombre d'enseignants notamment en face-à-face avec les élèves. Toutefois, à certains égards, on pourrait considérer que les gains de productivité sont recherchés dans les heures supplémentaires demandées aux professeurs.

Exercice 2

1. Le coût d'une heure de travail est passée de 24,40 euros en 2000 à 36,30 euros en 2016, soit une hausse de 49 %. Cela peut être dû à une hausse des salaires nets ou à une hausse des cotisations ou enfin à l'embauche de salariés plus qualifiés donc mieux rémunérés.
2. Industrie : + 51 %.
3. Ce graphique suggère que les entreprises peuvent être conduites à substituer du capital au travail afin de contenir leurs coûts et préserver leur rentabilité, notamment dans l'industrie où la hausse relative est la plus forte (+ 51 %).
4. Le raisonnement qui précède est incomplet car le coût du travail doit être comparé à la productivité des salariés : s'ils bénéficient d'un salaire plus élevé mais produisent davantage à chaque heure travaillée, le coût salarial unitaire (coût par produit fabriqué) n'a pas nécessairement augmenté. En conséquence, les entreprises ne sont pas promptes à automatiser les tâches. En outre, elles n'en ont pas toujours la possibilité : certaines tâches ne peuvent être effectuées par des machines, comme dans la construction par exemple.
5. Ce rapport de France Stratégie publié en 2016 indique que seuls 15 % des emplois pourraient être automatisés dans les 20 années à venir dans les pays développés, notamment dans l'industrie.
6. 1^{er} argument : il est préférable de raisonner en termes de tâches donc de compétences et non de métiers globaux pour évaluer la part du travail dans la production. Or, dans ce cas, de nombreuses activités nécessitent des interactions humaines, une capacité de jugement et de réaction fines dont les machines ne disposent pas.

Chapitre 2

2^e argument : la modernisation des activités accroît paradoxalement le nombre de tâches peu automatisables car, conjointement à la hausse du capital humain disponible, les métiers sont recentrés sur les activités plus qualifiées, donc peu à même d'être remplacées par la machine.

3^e argument : la place croissante du secteur tertiaire dans la production aboutit *de facto* à une activité plutôt orientée vers les services, notamment à la personne, qui ne peuvent être automatisés.

Exercice 3

1. La consommation intérieure de matières en France a diminué de 7 % entre 1990 et 2014 : la consommation de minerais non métalliques en particulier (sable, calcaire, les minéraux pour l'industrie chimique) est passée de 446,3 à 367,5 millions de tonnes. En revanche, l'utilisation renouvelée sous forme d'énergie des matières organiques au travers de la biomasse a progressé de plus de 50 millions de tonnes.
2. Cela ne signifie pas que la production a diminué : en 1990, il fallait 1 kg de matières pour produire 1,70 euro de PIB réel. Aujourd'hui, ce même kilogramme de matière permet de générer 2,80 euros de PIB réel. La productivité dans l'usage de ces matières a donc fortement augmenté.
3. On peut ainsi considérer que ces chiffres vont dans le sens de l'inscription de la France dans le développement plus durable car ils attestent d'une plus grande « sobriété » dans l'utilisation des ressources pour produire.

3. Du chiffre d'affaires au bénéfice... Quels sont les principaux indicateurs de création de richesses de l'entreprise ?

■ CORRIGÉS DES DOCUMENTS

Document 1

1. Farine, levure, sel, eau, four, électricité, ...
2. Le four correspond à du capital fixe, les autres éléments cités disparaissent dans le processus de production et sont donc assimilés à des consommations intermédiaires.
3. Recettes TTC : $6\,000 \times 1,10 = 6\,600$ euros.
Pour obtenir le chiffre d'affaires de cette entreprise, il faut retirer la taxe sur la valeur ajoutée : $6\,600 / 1,055 = 6\,255$ euros.
4. Cette somme est utilisée pour payer les entreprises qui ont fourni les produits puis elle servira à rémunérer les éventuels salariés, à verser les impôts et cotisations sociales, à rembourser les crédits. Le solde est le revenu qui demeure pour l'entreprise et son propriétaire.
5. Ce solde, ici de $6\,255 - 5\,000 = 1\,255$ euros, correspond au bénéfice qui peut être utilisé comme revenu (mixte) par le boulanger et/ou épargné dans le cadre du fonctionnement de l'entreprise.
6. Le montant des ventes ou chiffre d'affaires englobe ce qu'a produit l'entreprise et ce qu'elle a simplement revendu sans transformation (les friandises par exemple). Il ne s'agit donc pas d'une évaluation de la richesse qu'elle a apportée à l'économie nationale.

Document 2

1. C'est la valeur (la richesse) qu'un acteur productif a ajouté (créé) par son activité à celle des éléments qu'il a alors détruits ou transformés (par exemple en transformant du bois en meubles).

2. Il faut éviter de comptabiliser deux fois la même ressource (en tant qu'*output* de telle entreprise et *input* de telle autre). L'INSEE additionne les valeurs ajoutées des unités de production plutôt que leur production pour éviter les doubles emplois. Comme le montre l'illustration de la boulangerie, agréger les productions par les chiffres d'affaires reviendrait à comptabiliser deux fois la valeur de la production des ingrédients nécessaires (la farine du meunier et celle utilisée dans le pain par exemple).

Document 3

1. La valeur ajoutée, de 100 000 euros dans cet exemple, est le premier solde intermédiaire de gestion proposé dans le compte de résultat de cette pâtisserie. Elle a bien été calculée en retranchant les consommations intermédiaires du chiffre d'affaires.
2. L'excédent brut d'exploitation (EBE) est le second solde, obtenu en retranchant les salaires et cotisations sociales, ainsi que les impôts sur la production (comme la taxe d'apprentissage), de la valeur ajoutée. C'est un indicateur proche du profit car il mesure la rentabilité opérationnelle d'une entreprise. Il est ici de 30 000 euros.
3. Si l'on poursuit la lecture de ce document vidéo, l'on constate que la somme de 30 000 euros est ensuite utilisée pour les amortissements des équipements, le paiement des intérêts et des charges exceptionnelles et l'impôt sur les bénéfices.
4. Le résultat net est un bénéfice s'il est positif, une perte s'il est négatif.
5. Le résultat net peut être partagé en trois parts : distribué aux actionnaires sous la forme de dividendes, aux salariés sous la forme de participations aux bénéfices ou intéressements et conservé à des fins d'investissement.

Document 4

1. Les revenus mixtes rémunèrent le travail effectué par le propriétaire d'une entreprise individuelle et correspondent aussi à son profit en tant qu'entrepreneur.
2. Les bénéficiaires de la VA sont ceux qui ont contribué à la produire : les salariés (qui disposent de salaires et de cotisations sociales en tant que salaire indirect), les apporteurs de capitaux (propriétaires, créanciers) et l'État qui déploie des ressources, utilisées par les entreprises (infrastructures routières, niveau de qualification de la main-d'œuvre, ...).
3. La part des salaires a baissé entre 1980 et 1990 au profit d'une hausse de la part de l'Excédent Brut d'Exploitation dans la VA, appelée taux de marge. Cela ne signifie pas forcément que les salaires ont diminué : en effet, on peut observer qu'entre 1980 et 1990, le PIB, la valeur ajoutée, en millions d'euros, a beaucoup augmenté. Donc 48,7 % de 1 058,6 millions d'euros, c'est bien plus que 55,14 % de 453,2 millions d'euros. Depuis les années 1990, la part des salaires a de nouveau augmenté pour se stabiliser autour de 52 %.

Document 5

1. En 1949, la rémunération des salariés atteint 70 % de la valeur ajoutée générée par les sociétés non financières tandis que l'EBE en représente un peu plus de 28 %.
2. On constate que ces deux courbes sont « complémentaires » : la hausse de la part des salaires dans la VA s'accompagne d'une baisse de la part de l'EBE, entre 1974 et 1982 par exemple.
3. 1949-1974 ; 1974-1982 ; 1982-1989 ; 1989-2009.

Chapitre 2

Document 6

1. Les entreprises employant habituellement au moins 50 salariés pendant 12 mois, consécutifs ou non, au cours des trois derniers exercices, doivent signer un accord de participation avec les salariés. D'abord facultatif, ce mode de rémunération est devenu obligatoire par une ordonnance de 1967. Cette disposition a pour objectif de garantir collectivement aux salariés le droit de participer aux résultats de l'entreprise. Il est calculé une réserve spéciale de participation, définie dans le Code du travail. L'intéressement, en revanche, est un dispositif facultatif qui peut être mis en œuvre dans toute entreprise quelle que soit sa taille.

CORRIGÉS DES EXERCICES

Exercice 1

1. Évolution de la part de la VA produite par la branche agricole : de 19 % en 1949 à 2 % en 2017.
2. Chiffre d'affaires (prestations de coiffure et produits multipliés par le prix de vente) – consommations intermédiaires (eau, électricité, chauffage, shampoing, ...) = la valeur ajoutée d'un salon de coiffure. La branche des services marchands a fortement augmenté entre les années 1950 et aujourd'hui : elle est passée de 37 % à 56 % de la VA totale environ.
3. Issue d'une production non marchande, la VA d'un musée national se mesure au coût de production de ce musée, englobant les salaires et charges, le coût du bâtiment et de son entretien, les dépenses d'assurance pour les collections notamment. La part de cette branche a plus que doublé entre 1949 et 2017, atteignant désormais 22 % de la VA totale.

Exercice 2

1. Dans la construction, le CA/salarié = 209,19 euros (274 126 278 000/1 310 382); le CA/entreprise = 554 800,31 euros.
2. Chaque salarié produit en moyenne 209 euros de recettes dans le secteur de la construction mais une VA de 64 euros. La différence entre les deux provient du retrait du coût des consommations intermédiaires qui apparaissent élevées.
3. Non, c'est une lecture erronée de la VA par salarié qui s'élève à 54,55 euros, résultat faible, comparé aux autres.
4. Le secteur des activités immobilières apparaît le plus productif : les 216 474 salariés parviennent à une VA de plus de 44 milliards d'euros en 2015, soit 205 euros par salarié.

Exercice 3

77 % – des impôts liés à la production – 10 % – 173 700 – 138 960 – la participation ou de l'intéressement – actionnaires – 22 % – tiers – 1 337 490 – 22 233 – 78 %

CORRIGÉS DU POINT MÉTHODE

1.

<i>Par tonne, en euros courants</i>	1973	1985	2000	2016
Prix du pétrole brut importé	18	281	228	297
Indice	9,94	100	81,14	105,7

- Calculer l'évolution d'une grandeur simple en indice permet de visualiser rapidement sa variation : ainsi, il apparaît clairement que le prix du pétrole en 1985 est près de 10 fois supérieur à celui qui prévalait en 1973. De même, sans calculatrice, la lecture de la seconde ligne du tableau permet d'indiquer que le prix a baissé de 20 % en 2000 et augmenté de près de 6 % entre 1985 et 2016.

Exercice

- Il faut tout d'abord calculer l'indice élémentaire des prix de 2001, base 100 en 1999. Conformément à la propriété de circularité des indices élémentaires :

$$I_{2001/1998} = I_{2001/1999} \times I_{1999/1998} \times 100$$

$$\text{D'où : } I_{2001/1999} = I_{2001/1998} / (I_{1999/1998} \times 100)$$

Année	1999	2001
Pain	100	103,87
Viennoiseries et pâtisserie fraîche	100	103,08
Gâteaux de conservation	100	106,74

$$L_{2001/1999} = (0,5 \times 103,87) + (0,3 \times 103,08) + (0,2 \times 106,74) = 104,207$$

Les prix de la filière boulangerie-pâtisserie de cette grande surface ont augmenté de 4,2 % entre 1999 et 2001.

- Si le chiffre d'affaires a été multiplié par 1,5, ce qui équivaut à l'indice 150, base 100 en 1999 et que l'indice des prix est de 104,207, alors la hausse des volumes est de $(150/104,207) = 1,44$. La quantité produite entre 1999 et 2001 a été multipliée par 1,44 (= indice 144), elle a donc augmenté de 44 %.
→ La hausse du chiffre d'affaires a été produite par une hausse des quantités de 44 % (les viennoiseries essentiellement) et une hausse des prix de 4,2 %.

4. PIB et croissance économique

CORRIGÉS DES DOCUMENTS

Document 1

- Le PIB est la somme en euros de toutes les valeurs ajoutées produites au cours d'une période donnée sur un territoire.
- La croissance économique correspond à l'évolution de la richesse produite sur un territoire au cours d'une période donnée, elle est mesurée par la variation du PIB réel.
- Le PIB est calculé par les comptes nationaux, notamment de l'INSEE, selon les règles harmonisées du Système européen de comptes (SEC).
- On estime le niveau de vie moyen d'un ménage en rapportant le PIB à l'ensemble de la population. Il y a enrichissement moyen si le premier croît plus rapidement que la seconde.
- La croissance économique, entendue comme une hausse de la production, est, d'une part, confrontée à l'épuisement des ressources naturelles (stock de poissons, énergies fossiles, réduction des réserves forestières). D'autre part, elle conduit à une hausse des émissions de gaz à effet de serre

Chapitre 2

responsable de l'élévation des températures qui génère à son tour un dérèglement climatique et une atteinte à la biodiversité.

Document 2

1. En 1950, le PIB en volume a augmenté de 8,2 % environ par rapport à 1949 selon l'INSEE. La croissance est donc de 8,2 %.
2. Faux : Le PIB n'a pas baissé depuis 1950. Chaque année, il augmente mais de moins en moins rapidement au fil des décennies.
3. Vrai : la croissance qui se situait autour de 6 % par an au cours des années 1960 gravite désormais autour de 1,5-2 % en moyenne par an.
4. Vrai : on constate que la croissance du PIB réel est bien inférieure à 0 en 2009 donc le PIB a baissé.

Document 3

1. Entre l'an 0 et l'an 1000, l'économie, à dominante agricole, évolue à un rythme stationnaire : la production est intégralement consommée et ne permet pas l'accumulation.
2. Le PIB augmente après l'an 1000 : ce sont les prémices de la croissance économique, tirée par une hausse démographique.
3. En 1800, la croissance du PIB par tête est de 0,1 %. Elle est approximativement égale à la croissance du PIB (0,9 %) dont on déduit la croissance de la population (0,8 %).
En 1900, la croissance du PIB par tête est de 1,2 %. Elle est approximativement égale à la croissance du PIB (2,1 %) dont on déduit la croissance de la population (0,9 %).

Document 4

1. L'expression « Trente glorieuses » est le titre d'un ouvrage de l'économiste français Jean Fourastié (1907-1990). Il désigne, en référence à la révolution de 1830 qualifiée traditionnellement de « Trois glorieuses », la croissance économique sans précédent qu'a connue la France, comme les autres grands pays industriels, du lendemain de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au « choc pétrolier » de 1973. De 1950 à 1973, la croissance annuelle des douze pays qui adhéreront à la Communauté européenne a été en moyenne de 4,6 %.
2. Le développement économique est porté et accompagne une « révolution invisible », sous-titre de l'ouvrage. En comparant le même village français en 1946 et 1975, J. Fourastié montre que la croissance démographique a fourni un facteur de production majeur. À la faveur de la mécanisation, la productivité du travail, mesurée ici en quantités de biens par heure de travail, progresse fortement et favorise une baisse des prix. Les ménages s'équipent : la hausse du niveau de vie est conjointe à l'amélioration du mode de vie, dans le domaine du logement notamment.
On y associe généralement un glissement sectoriel de la population active durant cette période. Le monde du travail connaît une forte tertiarisation ; le secteur primaire perd sa place de secteur principal dans la répartition de la population active de 1946, ce qui favorise sa féminisation. Le temps de travail diminue.

Document 5

1. Une économie émergente, expression qui date des années 1980, est ainsi qualifiée pour désigner les pays qui ont un niveau de vie moyen par habitant encore modeste – comparé aux pays développés – mais dont le taux de croissance très rapide permet une modification structurelle de l'économie et la société. Elle est ici expliquée par une ouverture internationale favorisant le développement des échanges commerciaux et des investissements. À la faveur d'une fiscalité réduite et d'une

main-d'œuvre nombreuse, leur spécialisation dans les produits à faible valeur ajoutée a généré une croissance, dirigée par un État fort. L'accumulation dans les différents capitaux évoqués à la séquence 2 précédente (humain, physique et technologique) a permis de complexifier et d'enrichir la production. Il s'ensuit une augmentation du niveau de vie moyen de la population.

2. Cette croissance de certains pays en développement semble attester d'un processus de convergence des richesses entre les différentes régions du monde. Il faut désormais compter avec la Chine par exemple, dans le commerce international notamment.

Document 6

1. Le niveau de vie moyen en Amérique du Nord a connu une croissance de 147 % entre 1990 et 2017, il a donc plus que doublé. Il a également quasiment doublé en Europe : + 182 %. Il a augmenté de 468 % en Asie de l'Est et Pacifique.
2. Logiquement, le PIB par habitant moyen ayant progressé moins vite pour la zone développée, les inégalités ont dû diminuer vis-à-vis de l'Asie de l'Est.
3. En effet, le niveau de vie moyen en Amérique du Nord est en 1990 7,4 fois plus élevé qu'en Asie de l'Est. Il s'est réduit à un rapport de 1 à 3,2 en 2017.
4. Les inégalités de richesse dans le monde perdurent : le niveau de vie de l'Afrique subsaharienne demeure en 2017 80 % inférieur au niveau de vie moyen mondial ; celui de l'Asie du Sud, près de 40 % plus faible.

Document 7

1. Il s'agit ici des inégalités de revenu disponible par unité de consommation, mesuré par l'INSEE en France. En 1996, les 10 % les plus riches disposaient d'un revenu disponible moyen par unité de consommation 6,2 fois plus élevé que les 10 % les plus pauvres. En hausse, ce rapport se situe à 6,83 en 2014.
2. Ce document ne contredit pas le précédent qui montrait la hausse moyenne du PIB par habitant en PPA : + 182 % en Europe. La moyenne cache de profondes inégalités au sein des territoires, y compris dans un pays développé comme la France. Ces inégalités ne sont pas perçues lorsque l'on observe uniquement le PIB ramené au nombre d'habitants.

Document 8

1. La croissance économique utilise des ressources naturelles dont l'exploitation est limitée ou à coûts économiques et écologiques plus élevés (la fracturation hydraulique pour le pétrole par exemple). L'enjeu consiste à maintenir une quantité suffisante de ces ressources pour les générations à venir, sans amputer de manière excessive leur capital. L'un des moyens consiste à affecter un prix aux ressources naturelles afin d'inciter les agents, producteurs et consommateurs, à les préserver.

CORRIGÉ DU POINT-MÉTHODE

1. En 2015, le PIB en volume atteint 2 095 milliards d'euros, base 100 en 2010.
2. En 2015, l'indice des prix à la consommation calculé par l'INSEE montre une augmentation des prix de 4,1 % par rapport à 2010.
3. Le PIB en valeur a augmenté de 1,9 % entre 2014 et 2015, rythme plus rapide que la hausse du PIB en volume (1,3 %) car les prix ont également augmenté au cours de cette année.
4. En 1970, la croissance en valeur de l'économie française atteint 12 % car le PIB en volume ainsi que les prix ont augmenté de 6 %. On constate que le taux de croissance en volume = taux de croissance en valeur – taux de croissance des prix.

Chapitre 2

5. La croissance de la fin des Trente Glorieuses jusqu'au début des années 1980 constitue une période très inflationniste : les prix augmentent chaque année de près de 10 %. Depuis quelques années, l'inflation est maîtrisée autour de 2 % de hausse par an.
6. En 2010, année de récession, les prix n'augmentent pas, en conséquence le taux de croissance en volume et en valeur est identique : le PIB a baissé de 3 % environ.

CORRIGÉS DES EXERCICES

Exercice 1

1. Valeurs ajoutées, résidentes, nouvelles, internationales, volume, croissance économique.
- 2.

<i>En milliards d'euros courants</i>	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produit intérieur brut (approche production)	2 059,3	2 086,9	2 115,3	2 147,6	2 194,2	2 228,9

$$2\,059,3 = 1\,849,5 + 225,5 - 15,7.$$

3. Il y a 3 manières d'obtenir le PIB : l'une d'entre elles consiste à additionner l'ensemble des revenus distribués à l'issue de la production entre les différents contributeurs à la valeur ajoutée, c'est l'approche par les revenus. Le chiffre recherché à la première ligne est donc égal au PIB présenté selon cette approche.
4. Le taux de variation du PIB en 2016 est de 1,58 % : $((2\,228,9/2\,194,2) - 1) \times 100$. Il ne s'agit pas du taux de croissance économique retenu qui correspond, comme le texte le rappelle en amont, au taux de variation du PIB en euros constants.

<i>En milliards d'euros courants</i>	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux de variation du PIB par rapport à l'année précédente (en %)		+ 1,34	+ 1,36	+ 1,53	+ 2,17	+ 1,58

Exercice 2

1. Issu des « Tableaux de l'économie française » publiés par l'INSEE en 2018, ce document est un tableau à double entrée qui expose le niveau de vie annuel moyen des ménages en 2015 en fonction de leur composition : une distinction est faite à partir de l'âge (plus ou moins de 65 ans), de la structure familiale (personne seule, couple ou famille monoparentale) et de l'activité.
2. Les 5 816 000 personnes seules de moins de 65 ans qui vivent en France en 2015 ont un niveau de vie moyen de 20 900 euros par an soit 2 540 euros de moins que la moyenne des ménages.
3. En moyenne, le revenu disponible par unité de consommation d'un individu en France en 2015 atteint 23 440 euros par an.
4. Les 1 140 000 familles monoparentales, composées d'une mère inactive et de son ou ses enfant(s) ne perçoivent que 11 770 euros par unité de consommation, soit moins de la moitié du niveau de vie moyen.
- 5.

La composition d'un ménage influe sur son niveau de vie moyen ...	
Les ménages de plus de 65 ans sont plus aisés quels que soit le nombre d'enfants et l'activité ...	Leur niveau de vie moyen est 9 % plus élevé que les ménages dont la personne de référence a moins de 65 ans.
Les couples sont plus aisés quel que soit le nombre d'enfants et l'activité ...	Leur niveau de vie moyen est 18 % plus élevé que les ménages dont la personne de référence de moins de 65 ans est seule.
Les personnes sans enfant à charge sont plus aisés quelle que soit leur situation familiale ...	Le niveau de vie moyen des couples, dont la personne de référence a moins de 65 ans d'actifs, sans enfant est 34,6 % plus élevé que le niveau de vie moyen des couples d'actifs avec 3 enfants ou plus. Les familles monoparentales, de moins de 65 ans, ont un niveau de vie moyen inférieur de 22,2 % aux personnes seules.
Les ménages actifs sont plus aisés quelle que soit leur situation familiale ...	Les couples d'actifs sans enfant, dont la personne de référence a moins de 65 ans, perçoivent 6,5 % de plus par an en moyenne que les couples sans enfant dont la femme est inactive.

Exercice 3

1. Les émissions de CO ₂ ont doublé dans le monde depuis 1970.	Vrai : Elles sont passées de l'indice 100 en 1990 à l'indice 155 en 2014 : elles ont augmenté de 55 % entre les deux dates. De plus, elles sont passées de l'indice 70 à l'indice 100 entre 1970 et 1990. Elles ont donc au total plus que doublé : $1,3 \times 1,55 = 2,015$.
2. À elle seule, la Chine pollue plus que le monde entier en 2014.	Faux : au-delà de l'absurdité de cette proposition, il importe de retenir que l'indice désigne une évolution par rapport à la donnée d'un seul pays en 1990. C'est un niveau relatif. Il ne permet pas de connaître les niveaux absolus d'émissions de CO ₂ .
3. La Chine est le pays dont les émissions de CO ₂ ont le plus augmenté dans le monde depuis 1990.	Vrai : + 440 par rapport à 100. Le niveau d'émission de GES par la Chine a augmenté de 340 %.
4. La France est le pays qui pollue le plus en 1970.	Faux : même raisonnement que la proposition 2. La France avait en 1970 un niveau d'émission de CO ₂ 30 % plus élevé qu'en 1990. La différence est la plus forte dans le monde.
5. L'Union européenne à 28 a un niveau de pollution inférieur à celui des États-Unis.	Faux : même raisonnement que la proposition 2. L'UE à 28 est parvenue à réduire ses émissions de CO ₂ de 20 % environ par rapport à 1990 quand les États-Unis, eux, ont augmenté leurs émissions de 5 % à la même période.
6. Plus le PIB est élevé, plus on pollue.	Faux : les pays développés parviennent à produire en polluant de moins en moins grâce notamment à des techniques plus modernes et à un secteur tertiaire majeur. Toutefois, la rapidité de la croissance économique, dans les pays émergents comme la Chine ou l'Inde, conduit à des niveaux élevés d'émissions de CO ₂ en raison du poids du secteur industriel et des sources d'énergie utilisées.

Chapitre 3

Comment
se forment les prix
sur un marché ?

Corrigés

1. Comment se forme la demande sur un marché ?

Document 1 Les prévisions de ventes du nouvel iPhone « low cost » d'Apple

1. Pourquoi l'analyste Ming-Chi Kuo revoit-il ses prévisions de ventes du nouvel iPhone d'Apple à la baisse ?
Selon l'analyste le nouveau téléphone serait moins vendu que prévu car les consommateurs souhaitent avoir le modèle avec les dernières innovations, ou bien choisissent les anciens modèles désormais moins chers.
2. Pourquoi le cours de l'action Apple a-t-il reculé après la publication de cette note ?
La note de l'analyste prévoit que le chiffre d'affaires de l'entreprise sera moins élevé que prévu et donc que la détention d'actions du capital de l'entreprise rapportera moins.

Document 2 Un record pour les ventes mondiales de smartphones

1. Quel a été le montant des ventes mondiales de smartphones au troisième trimestre 2017 ? En déduire le montant qu'il atteignait l'année précédente.
Les ventes mondiales de l'iPhone ont atteint 367 millions d'unités au troisième trimestre. Comme il s'agit d'une hausse de 3 %, le total des ventes l'année précédente devait être de 367 – (3 % de 367) soit 355,99 millions d'unités.
2. Expliquez le passage souligné
Cette phrase signifie que les constructeurs de smartphones ont misé sur la vente de produits plus coûteux et innovants mais qui permettent, compte tenu du prix de vente élevé, de faire croître le chiffre d'affaires.

Document 3 Le marché mondial du smartphone (ventes en millions d'unités)

Vendeur	Ventes Trimestre 2 (2018)	Part du marché (2018)	Ventes Trimestre 2 2017	Part du marché (2017)	Variations des ventes entre 2017 (T2) et 2018 (T2)
1. Samsung	71,5	20,9 %	79,8	22,9 %	-10,40 %
2. Huawei	54,2	15,8 %	38,5	11,0 %	+40,77 %
3. Apple	41,3	12,1 %	41,0	11,8 %	+0,73 %
4. Xiaomi	31,9	9,3 %	21,4	6,2 %	+49,06 %
5. OPPO	29,4	8,6 %	28,0	8,0 %	+5 %
6. Autres marques	113,7	33,2 %	139,5	40,1 %	-18,49 %
Total	342,0	100,0 %	348,2	100,0 %	-1,78 %

Source : DC et Strategy Analytics.

1. Calculer les variations des ventes de smartphones de chaque constructeur entre le 2^e trimestre 2017 et le 2^e trimestre 2018.
Voir tableau

2. Quels sont les deux constructeurs qui ont connu la plus forte progression de leurs ventes ?
Les deux constructeurs qui ont connu la plus forte progression de leurs ventes est Huawei (+40,77 %) et Xiaomi (+49,06 %)

■ « Qu'avons-nous appris ? »

Exercice 1 Distinguer les différentes formes de marché

Situations proposées	Marché fictif	Marché réel
Acheter un kilo de pommes sur le marché du lundi matin dans une petite ville du Nord de la France		X
Vendre un tee-shirt sur <i>e-bay</i>	X	
Acheter une action de l'entreprise Total	X	
Proposer ses compétences lors d'une séance de <i>speed dating</i> organisée par une chambre de commerce dans une salle de spectacles		X
Acheter un ordinateur sur un site de vente privées	X	
Acheter un ordinateur dans un magasin spécialisé dans la vente de matériels informatiques.		X

Exercice 2 Dans quels cas peut-on parler d'une demande ?

Exemple de situation	Est-ce une demande ?	Justification
Une personne passant une réservation pour un smartphone haut de gamme	Oui	Il s'agit d'un achat donc la demande d'un consommateur
Un constructeur qui produit des téléphones à bas coût	Non	Il s'agit d'une décision de production donc une offre
Une personne qui fait un achat sur un site d'enchères en ligne	Oui	Il s'agit d'un achat en ligne, donc une demande d'un consommateur
Un fournisseur qui diminue ses prix	Non	Il s'agit une baisse de prix pour améliorer la compétitivité du côté de l'offre

Exercice 3 Vrai ou faux ?

	Vrai	Faux
Lorsque le prix baisse, la quantité demandée augmente	X	
Lorsque le prix augmente, la quantité demandée est stable		X
La demande ne dépend pas du niveau de revenu des individus		X
La demande dépend des anticipations que font les consommateurs	X	
La demande ne dépend pas des prix des biens proches		X
La demande est élastique en fonction des prix	X	

Chapitre 3

Exercice 4 Les demandes ne sont pas toutes sensibles de la même manière à une variation des prix

Classez les demandes suivantes dans le tableau selon qu'elles sont élastiques (e) ou inélastiques (I) : voiliers de luxe; demande d'automobiles; demande de smartphones de luxe; demande de pâtes; demande de cigarettes.

Demande élastique	Demande inélastique
Demande d'automobiles	Demande de cigarettes
Demande de smartphones de luxe	Demande de pâtes
Voiliers de luxe	

Exercice 5

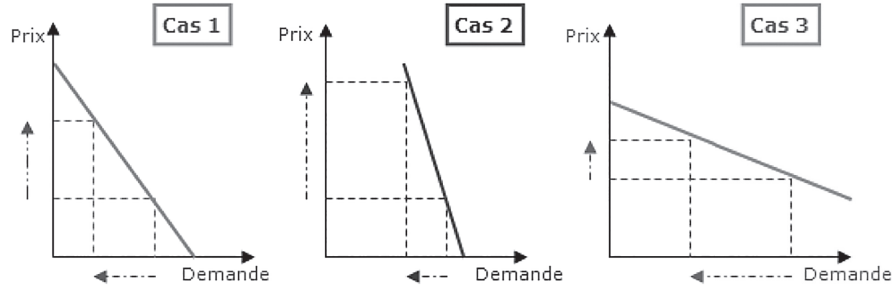
Déterminants de la demande
1. Prix du produit demandé
2. Prix des biens proches
3. Revenus
4. Facteurs naturels
5. Anticipations
6. Préférences

Retrouvez à quel déterminant de la demande correspondent les situations suivantes :

1. Une catastrophe naturelle détruit les récoltes de café :
Facteurs naturels
2. Une exonération fiscale rend le coût d'achat des voitures moins élevé :
Prix du produit demandé
3. Une prime versée aux étudiants dans quelques mois les incite à acheter un ordinateur :
Anticipations
4. Le prix de la glace à la fraise en forte hausse incite à acheter de la crème glacée :
Prix des biens proches
5. Un constructeur de téléphone promet de baisser les prix de son dernier modèle avant la fin de l'année :
Anticipations
6. Les préoccupations environnementales sont telles que les ventes de voitures électriques ont triplé :
Préférences
7. Le niveau du salaire minimum est augmenté au début de l'année :
Revenus
8. Je prévois de toucher ma prime salariale en début d'année prochaine et j'achète mon téléphone dès maintenant :
Anticipations
9. Le prix des tablettes tactiles diminue :
Prix du produit demandé

« Testez vos capacités »

Exercice 6



Classer les trois demandes représentées par les trois graphiques ci-dessus, de la plus élastique à la moins élastique.

Cas 3 > Cas 1 > Cas 2

Exercice 7 Évolution de la demande de billets TGV Paris-Nice quand le prix du billet d’avion augmente pour le même trajet.

Prix du billet TGV en euros	80	90	100	110	120
<i>Demande de billets si :</i>					
Le billet d’avion sur les lignes intérieures est à 180 euros	30 000	25 000	20 000	15 000	10 000
Le billet d’avion sur les lignes intérieures est à 250 euros	40 000	35 000	30 000	25 000	20 000

- Comment évolue la demande de billets de TGV quand le prix du billet d’avion augmente ?
La demande de billets de TGV augmente quand le prix du billet d’avion augmente.
- Comment expliquer cette évolution ?
Sur un même trajet, les consommateurs substituent des billets de TGV à des billets d’avion.

Exercice 8

Un couple part en voyage à New York. Leur demande en cadeaux-souvenirs en fonction du prix des cadeaux et des revenus du couple est la suivante :

Prix des cadeaux	Quantité demandée quand le revenu du couple est de 4 000 euros par mois	Quantité demandée quand le revenu du couple est de 5 000 euros par mois
5 euros	10	14
10 euros	4	6

- Calculer le taux de variation du prix des cadeaux.
Le taux de variation est de 100 % (le prix double)
- Calculer le taux de variation du revenu du couple.
Le revenu du couple augmente de 25 % $(5\,000 - 4\,000 / 4\,000) \times 100$.

Chapitre 3

3. Calculez le taux de variation de la quantité demandée quand le couple gagne 4 000 euros par mois et quand il gagne 5 000 euros par mois.
Quand le couple gagne 4 000 euros, la quantité demandée diminue de 150 % $(4-10) / 4 \times 100$, et quand le couple gagne 5 000 euros, la quantité demandée diminue de 133 % $(6-14) / 6 \times 100$.
4. Calculez le taux de variation des quantités demandées quand le revenu du couple passe de 4 000 euros à 5 000 euros.
 - Lorsque le revenu du couple passe de 4 000 euros à 5 000 euros, pour un prix de 5 euros, les quantités demandées augmentent de 40 %.
 - Lorsque le revenu du couple passe de 4 000 euros à 5 000 euros, pour un prix de 10 euros, les quantités demandées augmentent de 50 %.
5. Calculez l'élasticité-prix de la demande du couple lorsque le prix des cadeaux passe de 5 à 10 euros et que le couple gagne 4 000 euros.
Pour répondre à cette question, il faut reprendre les résultats des questions précédentes pour les taux de variation du prix (100) et pour la variation de la quantité demandée pour un revenu de 4 000 euros (-150) : $-150/100 = -1,5$.
Dès lors, cela signifie que quand le prix augmente de 1 %, la demande baisse de 1,5 %.

Exercice 9

Rédiger un petit texte pour synthétiser tous les déterminants de la demande.

L'évolution des quantités demandées sur le marché dépend d'un ensemble de facteurs qui tiennent à l'évolution des prix des biens, l'évolution du revenu, mais aussi de l'évolution des prix des biens proches. Mais il faut aussi tenir compte des anticipations que fait l'agent économique, de ses goûts et de ses préférences.

2. Comment se forme l'offre sur un marché ?

Document 1 Les coûts de fabrication de l'iPhone

1. Rappeler les noms de quelques grands constructeurs qui constituent l'offre sur le marché du smartphone
Apple, Samsung, Huawei, Xiaomi, etc.
2. Faire la liste des coûts de fabrication que doit acquitter l'entreprise dans cet exemple.
L'entreprise doit commander des écrans, des microprocesseurs, des puces informatiques, des pièces pour l'appareil photo, des boîtiers pour le corps du téléphone, etc.
3. Qu'est-ce que la marge apparente de l'entreprise dont parle l'article ?
La marge apparente la différence entre le prix de vente et le coût total acquitté pour produire le téléphone.
4. Quels sont les coûts que l'entreprise doit encore acquitter sur cette somme ?
L'entreprise doit acquitter des dépenses de recherche & développement (pour préparer de nouveaux produits), les salaires des employés, les dépenses liées à la publicité et au marketing.

Document 2 Quel volume produire ?

En fonction des situations suivantes, précisez si ces évènements vont inciter à une hausse ou une baisse de l'offre.

	Hausse ou baisse de l'offre ?
Le prix des écrans augmente	Baisse
Le prix des puces informatiques augmente brutalement	Baisse
Le niveau des salaires progresse rapidement dans les zones où sont assemblés les téléphones	Baisse
Le progrès technique s'accélère	Hausse
Un fournisseur des constructeurs de smartphone baisse substantiellement ses prix	Hausse

Document 3 L'importance de l'innovation pour les entreprises

1. Que fabrique cette entreprise ?
Cette entreprise est spécialisée dans la fabrication d'écrans plats pour les produits technologiques.
2. Avec le contrat décroché avec Apple, que va devoir faire Eldim ?
Avec ce contrat l'entreprise va devoir poursuivre le développement de son activité.
3. Que va devoir faire l'entreprise pour développer son offre ?
Pour développer son offre elle va devoir embaucher du personnel qualifié et investir dans de nouvelles machines (biens de production).

Document 4 Le succès du « low cost » sur le marché des tablettes tactiles

1. Quel est l'intérêt pour un constructeur informatique de fabriquer des produits « low cost » ?
L'intérêt de fabriquer des produits « low cost » est de conquérir des parts de marché grâce à des prix plus faibles
2. Que vont devoir faire les entreprises (comme Apple) pour baisser leurs prix de vente ?
Les entreprises vont devoir diminuer leurs prix de vente, et pour cela elles vont devoir diminuer leurs coûts de production, et par exemple mettre la pression sur leurs fournisseurs pour qu'ils diminuent à leur tour le prix des pièces qu'ils leur vendent, ou bien réduire la masse salariale en réduisant le nombre de travailleurs.
3. Que peuvent faire les autres constructeurs pour conserver leurs parts de marché dans la concurrence ?
Les autres constructeurs vont devoir à leur tour baisser leurs prix sur la même gamme de produits pour conserver leurs parts de marché.

« Qu'avons-nous appris ? »

Exercice 1 Associer chaque cas à son graphique correspondant (1, 2, 3)

Cas n° 1. Une nouvelle technique permet de produire des tablettes tactiles avec beaucoup moins de matériaux coûteux.

→ Graphique numéro 3 (hausse de l'offre).

Chapitre 3

Cas n° 2. L'État décide d'offrir une prime aux étudiants pour s'équiper en ordinateurs.

→ Graphique numéro 1 (hausse de la demande)

Cas n° 3. Les analystes considèrent que la hausse du prix des puces informatiques est très probable. Quelle sera la conséquence sur le marché des ordinateurs?

→ Graphique numéro 2 (baisse de l'offre).

Exercice 2 Vrai ou faux? Cochez la bonne case

	Vrai	Faux
1. Quand le prix augmente sur le marché, les quantités offertes augmentent	X	
2. Quand le prix baisse sur le marché, les quantités offertes augmentent		X
3. Les coûts de production représentent l'ensemble des dépenses nécessaires à la production d'un bien	X	
4. La stratégie « low cost » des entreprises consiste à innover pour capter des parts de marché		X
5. Les profits des entreprises déterminent l'offre qu'elles fixent sur le marché	X	

« Testez vos capacités »

Exercice 3 Répondez aux questions suivantes

1. Rappelez la définition des coûts de production et celle du profit. Rappelez également la définition du progrès technique et de la productivité.
Les coûts de production sont l'ensemble des dépenses nécessaires à la production d'un bien, c'est-à-dire les salaires, les biens d'équipement, la consommation intermédiaire et les taxes. On obtient le profit par la différence entre la recette totale et le coût total. Le progrès technique est l'ensemble des changements dans le type de produits fabriqués, dans les procédés de production, dans l'organisation du travail et dans les structures des marchés. La productivité est la mesure de l'efficacité de la production et on l'obtient en faisant le rapport entre les quantités produites et la quantité de facteurs de production.
2. Quel serait l'impact d'une hausse brutale du prix des composants électroniques pour les constructeurs de téléphones portables?
La hausse du prix des composants électroniques entraînerait une hausse des coûts de production pour les constructeurs de téléphone portable et donc une baisse des profits à prix inchangés.
3. Quel serait l'impact de l'utilisation d'une nouvelle méthode de production pour les constructeurs de tablettes tactiles?
Une nouvelle méthode de production permettrait aux constructeurs de tablettes tactiles de réaliser des gains de productivité et donc d'accroître leur offre sur le marché.
4. À cause d'une forte hausse de leurs propres coûts, les producteurs d'écrans tactiles décident d'augmenter leurs prix. Quelles en seraient les conséquences pour un constructeur de smartphone (coûts de production, profit, offre)?
La hausse des prix de ces pièces nécessaires aux smartphones entraînerait :
 - Une hausse des coûts de production ;
 - Une baisse des profits pour des prix de vente inchangés ;

- La hausse des coûts de production et la baisse des profits entraînent une baisse de l'offre sur le marché (moins incitation à produire).

Exercice 4 Quelle quantité produire ?

Voici un tableau récapitulant les coûts de production supposés d'un atelier de fabrication d'écrans tactiles en fonction des quantités produites :

Quantités d'écrans produits	Coût total	Coût moyen	Chiffres d'affaires	Profit
100	7 000	70	3 000	- 4 000
200	8 500	42,5	6 000	- 2 500
300	10 500	35	9 000	- 1 500
400	13 200	33	12 000	- 1 200
500	16 000	32	15 000	- 1 000
600	18 000	30	18 000	0
700	20 300	29	21 000	700
800	22 450	28	24 000	1 550
900	22 550	25	27 000	4 450
1 000	22 750	22,7	30 000	7 250

1. Calculez le coût moyen c'est-à-dire le coût pour 1 écran fabriqué.
Voir tableau (coût total / quantités d'écrans produits)
2. Comment évolue le coût moyen avec l'augmentation de la quantité produite? Comment l'expliquer?
L'augmentation des quantités produites favorise une baisse du coût moyen car la **hausse de la production permet d'étaler les coûts de production sur des quantités plus grandes.**
3. Calculez le chiffre d'affaires c'est-à-dire la valeur de la production vendue sachant que chaque écran est vendu aux constructeurs pour 30 euros.
Voir tableau (prix de vente x quantités)
4. Calculez le profit c'est-à-dire la différence entre le chiffre d'affaires et le coût total
Voir tableau
5. Quelle quantité minimale d'écrans l'entreprise doit-elle produire?
L'entreprise doit au moins produire 600 unités de son produit.

Exercice 5

Rédiger un petit texte pour synthétiser tous les déterminants de l'offre.

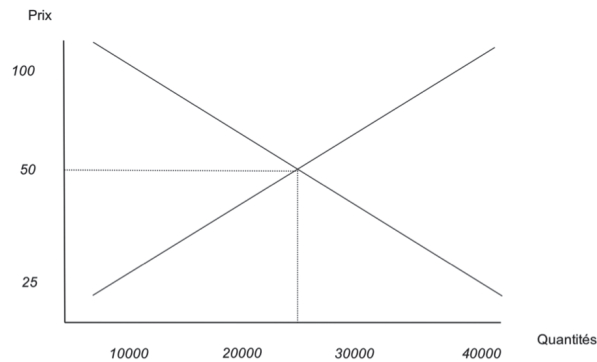
L'offre dépend principalement des coûts de production et des profits réalisés par les entreprises. Les coûts de production sont principalement déterminés par les prix des moyens de production et les progrès technologiques.

3. Comment se forme l'équilibre sur un marché ?

Document 1 Le commissaire-priseur dans une vente de tableaux

1. Quel est le rôle d'un commissaire-priseur ?
Le commissaire-priseur s'occupe de l'inventaire, de l'expertise et de la vente d'œuvres et d'objets d'art. Il peut être chargé soit des ventes judiciaires, soit des ventes volontaires.
2. Qu'est-ce qu'une vente aux enchères ?
Une vente aux enchères est un mécanisme de négociation par lequel un agent économique (vendeur ou acheteur) met en concurrence plusieurs autres agents, durant un temps limité, en vue de leur vendre ou de leur acheter des biens ou des services aux meilleures conditions. Le but d'une vente aux enchères consiste à déterminer de manière objective le prix de réalisation d'une transaction commerciale.
3. Comment se forme le prix de vente final ?
Une enchère est une offre d'un prix supérieur à la mise à prix, ou au prix qu'un autre a déjà offert, en parlant des biens qui se vendent ou s'afferment au plus offrant. Lorsqu'il n'y a plus d'enchère pour un prix supérieur, le bien est emporté par celui qui a offert le dernier prix le plus élevé.

Document 2 Le marché de la puce informatique



1. Sur ce graphique retrouvez la droite d'offre. Retrouvez la droite de demande.
La droite d'offre est la fonction croissante sur le graphique
La droite de demande est la fonction décroissante sur le graphique
2. Si le prix de chaque puce informatique était de 100, quelle serait la quantité offerte ? La quantité demandée ?
Si le prix était fixé à 100, l'offre serait de 40 000 et la demande serait de 10 000
3. En quoi le point d'intersection des deux droites est-il spécifique ? Faire une phrase avec ce point.
Au point d'intersection des deux droites, l'offre est égale à la demande, et à ce prix les acheteurs et les vendeurs sont satisfaits.
4. Un constructeur peut-il espérer vendre ses puces informatiques au prix de 100 sur ce marché ?
Ce prix paraît trop élevé pour les acheteurs et la demande chutera fortement.

Document 3 L'e-sport, deuxième industrie culturelle

1. Comment caractériser le poids économique de l'e-sport?
Ce marché représente potentiellement 427 millions de joueurs en 2019 et il devrait atteindre un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars en 2019.
2. Par un petit calcul, comment peut-on exprimer la croissance du nombre d'individus qui regarderont des compétitions d'e-sport entre 2015 et 2019?
La croissance du nombre d'individus qui regarderont des compétitions d'e-sport est de $(230-427) / 230 \times 100 = -85,6 \%$.
3. Quel est l'objectif recherché par une entreprise comme Lenovo?
Ce constructeur informatique s'implique dans l'e-sport car il peut espérer de fortes ventes d'ordinateurs, casques, moniteurs.

Document 4 Les chiffres de l'e-sport

1. Rappeler ce qu'est le chiffre d'affaires pour une entreprise
Le chiffre d'affaires (ou CA) est la somme des ventes de biens ou de services d'une entreprise
2. Faire une phrase avec le chiffre d'affaires e l'e-sport en 2017
Selon Newzoo, le chiffre d'affaires de l'e-sport en 2017 était de 696 millions de dollars.
3. Comment devrait évoluer le chiffre d'affaires de l'e-sport dans le monde entre 2015 et 2020?
Le chiffre d'affaires devrait passer à 1 488 millions de dollars en 2020, soit une croissance de $(1488 - 696) / 696 \times 100 = + 113,8 \%$.

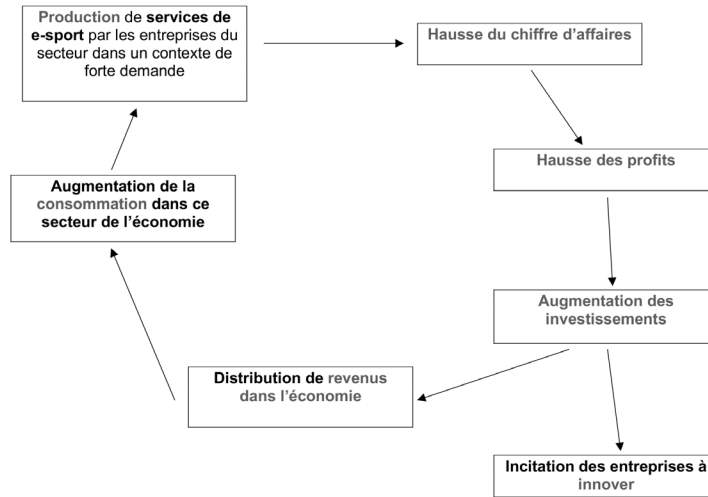
Document 5 Les gammes de produits spécialisées e-sport se multiplient

1. D'après ce document, que vont devoir faire les entreprises pour séduire les consommateurs dans ce secteur?
Les entreprises vont devoir mettre en œuvre des innovations pour séduire les consommateurs dans ce secteur.
2. Y a-t-il une forte concurrence sur ce marché? Qui est l'offre et qui est la demande? En quoi le consommateur peut-il en bénéficier?
Il existe une forte concurrence entre les équipementiers sur ce marché : l'offre est constituée par les constructeurs informatiques et la demande est formulée par les joueurs. Le consommateur peut bénéficier de cette concurrence par la baisse des prix des produits et l'innovation technologique.

Chapitre 3

Document 6 Replacer les termes suivants dans le schéma pour résumer l'économie de l'e-sport

Production; consommation; hausse des profits; revenus dans l'économie; hausse du chiffre d'affaires; innover; augmentation des investissements



« Qu'avons-nous appris ? »

Exercice 1 Replacer les termes suivants dans le texte.

Concurrentiel – négociation – conditions – influencer – prix de vente – automatiquement – rencontre.

Un marché est un lieu de **rencontre** entre une offre et une demande. Cette rencontre détermine une quantité échangée et un **prix de vente**. En théorie la loi de l'offre et de la demande peut gouverner le fonctionnement de tous les marchés. Sur un marché parfaitement **concurrentiel** aucun agent particulier ne peut **influencer** la fixation des prix. Le prix est le résultat d'un processus de libre négociation entre offreurs et demandeurs qui se poursuit jusqu'à la découverte du prix qui assure l'équilibre entre l'offre et la demande (on l'appelle ainsi le prix d'équilibre du marché). Toutefois le modèle de marché concurrentiel ne peut fonctionner que si un certain nombre de **conditions** très strictes sont remplies [...] Le fonctionnement d'un marché concurrentiel présente l'avantage d'éliminer **automatiquement** tout déséquilibre à la suite d'un choc quelconque affectant l'offre ou la demande.

Exercice 2 Replacer les termes « concurrence », « duopole », « monopole » dans le tableau suivant (certaines cases sont vides) :

Vendeurs	Un seul	Deux	Beaucoup
Nombreux acheteurs	Monopole	Duopole	Concurrence

■ « Testez vos capacités »

Exercice 3 Déterminer l'équilibre d'un marché

Prix (euros)	Offre de la boulangerie A	Offre de la boulangerie B	Offre globale de pains au chocolat	Demande globale de pains au chocolat	Nouvelle demande globale de pains au chocolat
1	40	60	100	300	180
2	65	85	150	250	150
3	90	110	200	200	120
4	115	135	250	150	90
5	140	160	300	100	60

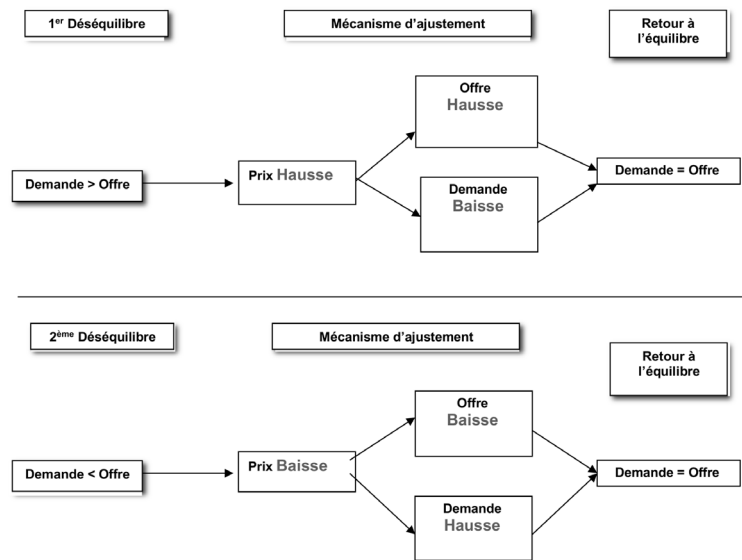
Supposons qu'il y ait, sur le marché du pain au chocolat (ou chocolatine) d'une petite ville, deux boulangeries A et B qui doivent répondre à la demande de pains au chocolat de tous les consommateurs.

1. Complétez la colonne « offre globale » dans le tableau.
2. Selon vous, comment peut-on expliquer que l'offre de la boulangerie A soit, pour chaque prix, supérieure à celle de la boulangerie B ?
La raison peut être que les coûts de production de la boulangerie A sont plus faibles que la boulangerie B, avec des profits supérieurs et donc une plus grande incitation à produire.
3. Déterminez le prix et la quantité d'équilibre.
Sur ce marché le prix d'équilibre est de 3 euros et la quantité d'équilibre de 200.
4. L'installation d'une autre boulangerie dans la ville qui propose des croissants révolutionnaires entraîne une baisse de la demande de pains au chocolat de 40 % ; certains consommateurs préférant acheter les nouveaux croissants.
Calculez la nouvelle demande et complétez la dernière colonne du tableau.
Voir tableau
5. Si, dans un premier temps, le prix reste le même, quelle est la situation du marché ?
Si le prix reste le même il y aura un déséquilibre sur ce marché, c'est-à-dire un excédent, puisque l'offre sera supérieure à la demande.
6. Comment le prix pain au chocolat devrait-il évoluer ? Quel serait le nouvel équilibre obtenu (prix et quantité d'équilibre) ?
Le prix devrait alors baisser pour passer à 2 euros pour égaliser l'offre et la demande à 150.

Exercice 4 La loi de l'offre et de la demande : l'élimination automatique des déséquilibres sur le marché

Remplir le schéma en précisant s'il s'agit d'une hausse ou d'une baisse.

Chapitre 3



4. Quels sont les effets d'une taxe sur l'équilibre du marché ?

Document 1 Le péage urbain de Londres

1. Qu'est-ce qu'un péage urbain ?

Le péage urbain est un système destiné à limiter la pollution et la congestion automobile de grandes villes en rendant payant l'accès automobile au centre-ville

2. Selon vous, pourquoi ce type de dispositif a été mis en place ?

L'objectif du péage urbain est d'inciter les automobilistes à emprunter les transports en commun et à réduire leur circulation en véhicules polluants dans les centres urbains.

Document 2 La théorie économique et la pollution

1. Qu'est-ce que le coût privé ?

Le coût privé est celui qui est supporté par un agent économique isolé du fait de son activité ou de sa décision.

2. Qu'est-ce que le coût social ?

Le coût social est celui qui est supporté par d'autres agents n'ayant aucune part dans la réalisation de cette activité économique.

3. Qu'appelle-t-on les « externalités » en économie ?

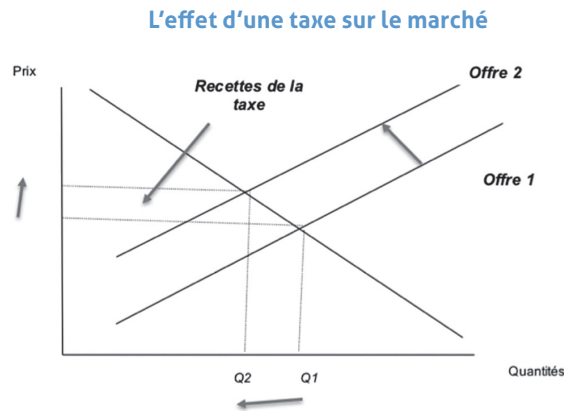
Les externalités sont les conséquences d'une activité économique qui ne font pas l'objet d'une transaction sur le marché.

4. Pourquoi peut-on parler de défaillance du marché en matière d'externalités ?

On parle de défaillance du marché car le marché n'incite pas l'agent économique à l'origine des externalités à réduire son activité (en cas d'externalités négatives) ou à la développer (en cas d'externalités positives).

5. Pourquoi dans le cas de la pollution automobile, une taxe Pigou se justifie-t-elle ?
La taxe Pigou permet de faire payer le coût social des activités économiques, notamment en ce qui concerne la pollution, au nom du principe « pollueur/payeur ».
6. Quels peuvent être les inconvénients de ce type de mesure selon vous ?
Ce type de mesure peut affaiblir le pouvoir d'achat des agents économiques qui vivent à la périphérie des villes et il est difficile de calibrer le bon montant de la taxe du péage urbain.

Document 3



1. Rappeler ce qu'est l'équilibre du marché.
L'équilibre du marché est atteint lorsque l'offre est égale à la demande au point d'intersection des droites d'offre et de demande, soit le prix d'équilibre du marché.
2. Quel est l'impact de la mise en place d'une taxe sur le prix payé par le consommateur ?
Le prix augmente pour le consommateur ce qui doit l'inciter à réduire sa pollution.
3. Quel est l'impact de la mise en place d'une taxe sur les quantités ?
Les quantités produites diminuent sur le marché.
4. À quoi correspond la recette fiscale de l'État ?
Les recettes fiscales de l'État correspondent à l'écart entre le prix initial et celui fixé après instauration de la taxe.

Document 4 Les outils de l'État pour lutter contre la pollution

Récapituler dans un petit schéma les deux grands moyens d'action à la disposition des pouvoirs publics pour lutter contre la pollution.

Instruments réglementaires → restriction des volumes de pollution et contrôle des méthodes de production → Baisse du niveau de pollution émis;

Instruments économiques → sanctions financières ou taxation → incitation à réduire son activité polluante → Baisse du niveau de pollution

Chapitre 3

Document 5 Le rôle des incitations par les prix

1. En quoi les instruments réglementaires et économiques diffèrent-ils ?
Les réglementations jouent sur les interdictions (et les sanctions) tandis que les incitations ont pour but de modifier les comportements des agents économiques.
2. Qu'appelle-t-on les incitations en économie ?
Les incitations sont des dispositifs par lequel les individus ont intérêt à adopter un comportement particulier (comme réduire ses comportements facteurs de pollution).
3. En quoi les prix ont-ils un rôle en matière d'incitation ?
Les prix donnent un signal aux agents économiques sur le coût de certains choix, ce qui peut influencer leur comportement de consommation et de production.
4. Quel est le principe d'action des instruments économiques ?
Les instruments jouent sur les mécanismes du marché et sur les prix pour modifier les comportements des acteurs économiques.
5. Expliquez la dernière phrase du texte.
La dernière phrase signifie que le mécanisme des prix doit permettre de rapprocher le coût privé du coût social de certaines activités génératrices de pollution.

■ « Qu'avons-nous appris ? »

Exercice 1 Compléter le texte avec les termes suivants :

Prix; négative (2 fois); gratuitement; consommation; positif; marché.

Rappelons qu'un effet externe (ou externalité) désigne une situation dans laquelle l'acte de **consommation** ou de production d'un agent influe positivement ou négativement sur l'utilité d'un autre agent, sans que cette interaction ne transite par le **marché** c'est-à-dire par le mécanisme des **prix**. Par exemple, si je « consomme » de la musique la nuit à plein tubes, je gêne mes voisins, qui voient leur utilité diminuer (à cause du bruit), alors même que je ne les dédommage pas pour cette nuisance : il s'agit d'une externalité **négative**. De même, une firme qui produit des médicaments et pollue la rivière avoisinante avec ses rejets chimiques nuit aux riverains, alors même que ces derniers ne sont pas dédommagés pour cette pollution : il s'agit d'une situation d'externalité **positive**. Dans le cas d'un effet externe positif, James Meade* mobilise l'exemple célèbre du producteur de pommes qui habite à côté d'un apiculteur. Lorsque le pomiculteur plante de nouveaux arbres, il fournit une floraison plus importante aux abeilles de l'apiculteur, si bien que l'augmentation de la production de pommes bénéficie directement et **gratuitement** à la production de l'apiculteur. De même, une firme qui invente un nouveau produit risque de se voir copiée par un imitateur : il s'agit d'un effet externe **négatif** puisque le copieur ne paie pas pour accéder à la technologie.

* James Meade, économiste britannique (1907-1995).

Source : Emmanuel Combe, Précis d'économie, PUF, 2009.

Exercice 2 Les affirmations suivantes sont-elles vraies ou fausses (cochez la bonne case)? Justifiez vos réponses.

Propositions	Vrai	Faux	Justification
1. L'instauration d'une taxe sur le marché fait baisser le prix		X	La hausse de la taxe est répercutée sur les prix
2. L'instauration d'une taxe sur le marché fait baisser les quantités	X		Les entreprises sont moins incitées à produire et le produit de la taxe est récupéré par l'État
3. La taxe Pigou a pour but de lutter contre les externalités négatives	X		La taxe Pigou répond au principe du « pollueur/payeur »
4. L'existence d'externalités montre l'efficacité du marché		X	La présence d'externalités est une défaillance du marché
5. La taxe Pigou entraîne un accroissement des recettes fiscales de l'État	X		Le produit de la taxe est récupéré par l'État

« Testez vos capacités »

Exercice 3

- Comment nos comportements en tant que consommateurs et en tant que producteurs peuvent-ils être à l'origine d'externalités ?
Les producteurs et les consommateurs peuvent réaliser des actions qui ont des conséquences sur les autres (positives ou négatives) sans passer par un échange sur le marché.
- Expliquez la phrase soulignée dans le texte.
Les externalités sont des défaillances du marché car le libre jeu des mécanismes des prix ne parvient pas à atteindre l'optimum pour la société dans son ensemble, et les ressources de l'économie ne sont pas efficacement utilisées.

Exercice 4

Le bonus/malus écologique sur l'achat d'un véhicule

- Quelles sont les incitations que peuvent avoir la mise en place d'un bonus écologique sur le consommateur ?
Le bonus écologique est un système d'incitation mis en place par l'État pour pousser les consommateurs à acheter des véhicules moins polluants, notamment par le versement d'une prime pour la destruction des anciens modèles.
- Expliquez la logique de la prime à la conversion
Il s'agit d'une aide financière de l'État pour acheter de nouveaux modèles de véhicules moins polluants.
- Quelles sont les incitations que peuvent avoir la mise en place d'un malus écologique sur le consommateur ?
Il s'agit d'une fiscalité écologique qui doit inciter les acteurs économiques à se débarrasser des véhicules anciens les plus polluants plus rapidement.

Partie 2

Sociologie et science politique

Chapitre 4

Comment devenons-nous des acteurs sociaux ?

1. Comment l'individu devient-il un être de culture ?

Exercice 1 Valeur, norme, comportement ?

Cherchez à distinguer, parmi ces propositions, s'il s'agit de comportements, de normes ou de valeurs :

Valeurs	Normes	Comportements
la liberté	être poli	dire merci à quelqu'un qui nous a rendu service
la solidarité	être solidaire	dire bonjour à un professeur
la courtoisie	être attentionné	freiner pour laisser passer un piéton qui attend devant un passage piétons

Exercice 2 Imitation, inculcation, interaction ?

Cherchez à associer à chacune des situations mentionnées un de ces modes de socialisation : imitation, inculcation, interaction.

Imitation	Inculcation	Interaction
un boxeur qui cherche à donner un uppercut face à un miroir	une mère qui dit à son enfant d'aller se laver les mains	des élèves de lycée qui discutent au CDI sur la manière de faire une dissertation
une petite fille qui joue à la maîtresse	un professeur qui dicte aux élèves un cours	une discussion entre les joueurs d'un jeu vidéo en réseau sur les stratégies à adopter pour remporter la victoire

Exercice 3

Déterminez si les propositions suivantes sont vraies ou fausses. Si elles sont fausses, corrigez-les.

- La socialisation s'arrête une fois que l'on devient adulte.
Faux. La socialisation se poursuit tout au long de la vie. Elle ne s'arrête donc pas une fois que l'on est adulte.
- Des événements politiques peuvent contribuer à la socialisation des individus.
Vrai
- La socialisation se réalise en une fois.
Faux. Il s'agit d'un processus qui dure tout au long de la vie.
- Les manières d'être et de penser des individus sont influencées par la socialisation.
Vrai
- La socialisation consiste uniquement en l'intériorisation de connaissances scolaires.
Faux. La socialisation concerne l'ensemble des éléments culturels d'une société ou d'un groupe social
- Les normes et les valeurs sont des éléments culturels transmis.
Vrai
- Il n'y a pas de lien entre culture et socialisation.
Faux. La socialisation permet l'intériorisation chez l'individu des éléments culturels de la société dans laquelle il évolue.

8. On peut être socialisé par son petit frère.
Vrai
9. L'individu n'est qu'un être biologique.
Faux. L'individu n'est pas qu'un être biologique. Il s'agit aussi d'un être social.
10. Les individus sont totalement libres de leurs comportements.
Faux. Les comportements des individus sont façonnés par les normes et les valeurs qui leur sont transmises au cours de la socialisation.

■ Testez vos capacités

Exercice 4

1. Pourquoi peut-on dire que dormir est naturel ?
Les hommes sont confrontés à un besoin physiologique ; celui de dormir.
2. Pourquoi peut-on dire que dormir est culturel ? Illustrez votre propos en vous appuyant sur le texte.
Pour faire face à ce besoin physiologique, les hommes adoptent des manières variées. La culture de certaines sociétés amènent leurs membres à dormir sans oreillers tandis que dans d'autres sociétés, leurs membres dorment avec. Dans certaines sociétés, on apprend à dormir debout ou à cheval, ce qui n'est pas le cas dans d'autres.
3. Pour vous, les repas ont-ils une dimension culturelle ?
Si, naturellement, les Hommes sont aussi fait pour manger, cette pratique est modelée par la culture dans laquelle ils vivent. Ainsi, en France, on tend à ne pas mettre ses coudes à table et à manger avec des fourchettes et des couteaux, ce qui n'est pas le cas dans d'autres sociétés.

Exercice 5

1. Faites une lecture de la donnée 87.
Selon l'enquête « Valeurs des Français » de l'ARVAL, en 2008, sur 100 Français interrogés, 87 considéraient que la famille était une valeur très importante à leurs yeux.
2. Quelles sont les valeurs primordiales des Français en 2008 ?
Selon l'enquête de l'ARVAL, en 2008, les valeurs primordiales des Français étaient la famille et le travail puisque respectivement près de 9 Français interrogés sur 10 et près de 7 sur 10 les considéraient comme très importantes.
3. Peut-on affirmer que les valeurs des Français sont stables dans le temps ?
Les valeurs plébiscitées par les Français évoluent dans le temps. Par exemple, on observe que la part des Français considérant la politique comme une valeur très importante a presque doublé entre 1990 et 2008. On observe également une évolution en ce sens en ce qui concerne les relations amicales et sociales, la famille ou le travail, mais d'un ordre moins considérable.

Exercice 6

1. Que peut-on dire à partir de ce document de la consommation quotidienne d'alcool en France ? En Espagne ? En Islande ?
L'enquête Standardised European Alcohol Survey de 2016 montre qu'en France entre 12 et 19 % de la population âgée de 18 à 64 ans consomme quotidiennement de l'alcool contre plus de 20 % en Espagne et moins de 5 % en Islande.
2. La consommation d'alcool est-elle un phénomène culturel ?

La consommation d'alcool semble constituer un phénomène culturel puisqu'on observe une différence importante de la part de consommateurs quotidiens entre le Nord et le Sud de l'Europe. Consommer quotidiennement de l'alcool semble constituer une pratique beaucoup plus répandue dans le Sud du continent européen que dans le Nord.

2. Quelles sont les instances qui contribuent à la socialisation des enfants et des adolescents ?

Exercice 1

Déterminez si les propositions suivantes sont vraies ou fausses. Si elles sont fausses, corrigez-les.

1. Les enfants ont des idées indépendantes des membres de leur famille.
Faux. Les enfants sont très fortement influencés par leur socialisation familiale. Leur manière de penser est liée à la famille dans laquelle ils vivent.
2. La famille participe seulement de la socialisation de l'enfant.
Faux. Elle ne s'y limite pas. La famille participe en effet continûment de la socialisation de l'individu. Ses normes et valeurs sont constamment travaillées par ses interactions avec les membres de sa famille.
3. L'enfant n'apprend pas à repérer les statuts sociaux dans la famille.
Faux. L'enfant apprend à distinguer son « papa » de sa « maman », son « frère » de sa « sœur »...
4. L'école est une instance de socialisation dont le rôle s'est affaibli.
Faux. L'école est plutôt une instance de socialisation dont le rôle s'est accentué puisque les individus y entrent de plus en plus tôt et tendent à y poursuivre leur scolarité de plus en plus longtemps.
5. L'école permet à l'individu d'intérioriser des normes et des valeurs de la société à laquelle il appartient.
Vrai
6. L'école apprend aux enfants à interagir avec les autres membres de la société.
Vrai. C'est particulièrement vrai notamment à l'école maternelle.
7. Les groupes de pairs sont les groupes d'amis qui vont par deux.
Faux. On parle des groupes de pairs à propos des groupes de personnes disposant de propriétés similaires (les enseignants, les lycéens...)
8. À l'école, les élèves ne sont influencés que par les enseignants.
Faux. À l'école, les élèves sont assez fortement influencés par leurs pairs. On constate en effet que dès la maternelle, les enfants se transmettent des savoirs, des pratiques. Au lycée, on constate que les élèves adoptent des comportements liés aux normes véhiculées par les autres lycéens.
9. Les médias ne sont pas des instances de socialisation.
Faux. Les médias sont des instances de socialisation. Ils transmettent en effet des normes et des valeurs au travers du discours qu'ils portent.
10. Les instances de socialisation auxquelles sont confrontés les individus peuvent parfois véhiculer des normes et des valeurs qui s'opposent.
Vrai

■ Testez vos capacités

Exercice 2

1. Que signifie le passage souligné dans le document ?
À l'adolescence, la place de la famille parmi les agents de socialisation tend à s'amoindrir. Le rôle de la famille dans la construction des normes et des valeurs des individus tend alors à s'affaiblir.
2. Quels sont les éléments qui témoignent de la déprise familiale ?
De nombreux éléments témoignent à cet âge de la déprise familiale. Au sein du foyer, les activités de loisirs se font moins avec les parents. Parallèlement, les adolescents réalisent des sorties avec leurs pairs.
3. Quelle instance de socialisation semble alors avoir davantage d'influence sur la socialisation de l'individu ?
Dans ce cadre, ce sont les pairs et plus précisément les groupes de pairs qui semblent acquérir de l'importance. L'auteur fait en effet valoir que les activités des adolescents tendent à se développer dans le cadre d'une sociabilité amicale.

Exercice 3

1. Montrez que le rapport à la beauté de Léa est travaillé par de nombreuses instances socialisation. Le document invite à penser que le rapport à la beauté de Léa est le produit de l'influence socialisatrice de nombreuses instances :
 - Léa est influencée à l'évidence par le groupe de pairs auquel elle appartient et notamment par son amie Nelly. Ensemble, elles cherchent à se maquiller et à se coiffer d'une certaine manière. Ces pratiques donnent certainement lieu à des jugements formulés sur ce qui est beau et ce qui ne l'est pas ;
 - elle est influencée aussi par les médias. En effet, l'idéal de beauté visé correspond manifestement à celui qui peut être diffusé par les vedettes de l'émission Star Academy, les revues qui leur sont consacrées ainsi qu'à celui qui peut être diffusé par le magazine Julie qui offre des pages consacrées à la mode ;
 - elle est influencée, enfin, par sa mère qui lui fournit elle-même des conseils et jugements d'ordre esthétique.
2. Quelle instance de socialisation semble avoir un poids prédominant dans le rapport à la beauté de Léa ?
Le document montre qu'en matière de beauté, les médias jouent un rôle très important auprès de Léa. Ce sont en effet visiblement les vedettes de l'émission Star Academy qui constituent ses modèles. Si Nelly et elle partagent d'ailleurs les mêmes goûts en la matière, c'est certainement parce qu'elles sont soumises à une culture relativement identique. Cela étant dit, en matière vestimentaire, le poids de sa socialisation familiale est important. Léa semble en effet avoir intériorisé quelque peu les normes de sa mère en matière vestimentaire qui lui interdisent de mettre des pantalons taille basse.

Exercice 4

1. Peut-on dire que les relations avec leurs pairs sont propices à la socialisation des adolescents inscrits en 3^e ?
Les adolescents inscrits en 3^e ont des relations assez fréquentes avec leurs pairs. En effet, 68 % d'entre eux voient leurs copains ou leurs copines au moins 1 à 2 fois par semaine pour bavarder ou faire la fête et 45 % pour faire des jeux. De plus, 88 % d'entre eux utilisent au moins 1 à 2 fois par semaine Internet pour communiquer avec leurs amies. Ces relations favorisent la socialisation entre pairs.
2. Les médias participent-ils fortement de la socialisation des adolescents inscrits en 3^e ?
Les médias semblent jouer un rôle important dans la socialisation de ces adolescents puisqu'ils disposent de nombreux loisirs liés aux médias et notamment aux médias de divertissement. Écouter de la musique, regarder des séries et émissions de télé-réalité constituent par exemple des activités plébiscitées.

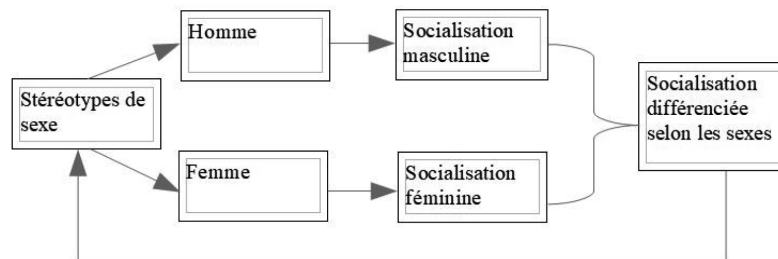
3. La socialisation est-elle la même selon les sexes ?

Exercice 1

Complétez le schéma suivant avec les termes : « socialisation masculine », « socialisation différenciée selon les sexes », « stéréotypes de sexe », « homme », « femme », « socialisation féminine », en vous appuyant sur le texte ci-dessous.

Dans notre société, il existe des représentations différenciées des individus selon leur sexe. Cette variable biologique qu'est le sexe est donc au cœur des comportements individuels.

En lien avec ces représentations, les individus sont amenés à interagir très différemment selon qu'ils sont en relation avec un individu de sexe masculin ou avec un individu de sexe féminin. Dès leur plus jeune âge, les enfants sont ainsi traités de manière différentes selon leur sexe au cours du processus de socialisation. On stimule donc les garçons et les filles dans des domaines différents, on leur offre des objets différents, on les associe à des couleurs différentes, on les habille différemment... C'est ce qu'on appelle la socialisation différenciée selon les sexes.



Exercice 2

Associer chaque rôle au statut qui lui correspond

rôle	statut
faire rire	clown
enseigner	professeur
soigner	infirmier
plaider	avocat
apprendre	élève

Testez vos capacités

Exercice 3

Complétez le texte suivant à l'aide des termes « féminins », « genre » (x2), « stéréotypes de sexe », « rôle », « biologique », « masculins », « normes », « sexe » (x2), « valeurs », « construction sociale » :

Au travers de la socialisation différenciée selon les sexes, on construit différemment les individus en lien avec leur **sexe** et on les prépare à jouer un **rôle** conforme à leur statut. Dans ce cadre, les hommes sont généralement amenés et ont tendance à adopter un **genre** masculin et les femmes un **genre** féminin. Sexe et genre ne doivent pourtant pas être confondus. En effet, le sexe renvoie à une variable d'ordre **biologique**. Le genre renvoie quant à lui à tout un ensemble de manières d'être, de parler, de se comporter associé au sexe dans un environnement social donné : il est donc une **construction sociale**.

Ce processus de socialisation contribue à ce que les individus soient capables de se percevoir et de percevoir les autres en fonction de leur **sexe**. Un des premiers apprentissages de l'enfant est ainsi de reconnaître et de distinguer le « papa » de la « maman ». Dans ce cadre, les individus en viennent donc à intérioriser des **stéréotypes de sexe**, c'est-à-dire à associer à tel ou tel porteur de tel ou tel sexe, telle ou telle qualité ; tel ou tel comportement.

En lien avec les **normes** et les **valeurs** sexuellement différenciées qu'ils ont intériorisées au cours de leur socialisation, les individus ont des goûts, des envies, des intérêts différents et sont amenés à faire des choix différents au cours de leur vie ; et ce notamment en matière d'orientation scolaire et professionnelle. Comme le phénomène de socialisation différenciée concerne tous les membres d'une société, cela a des répercussions importantes qui peuvent s'observer statistiquement : certaines disciplines et certains métiers apparaissent ainsi particulièrement **féminins** ou **masculins** dans notre société.

Exercice 4 « Tu ne peux pas faire la lessive, toi »

1. Peut-on considérer que le comportement de la mère du petit garçon favorise la construction de la masculinité chez lui ?

L'attitude de la mère du petit garçon tend à disqualifier chez lui l'idée selon laquelle il pourrait faire la lessive. Dans la mesure où cette tâche est associée aux femmes dans notre société, la mère du petit garçon favorise effectivement la construction de la masculinité chez son enfant.

2. Participe-t-elle ce faisant de la socialisation différenciée selon les sexes ?

Cette attitude participe évidemment à une socialisation différenciée selon les sexes puisqu'elle est liée au fait que son enfant est de sexe masculin et c'est parce qu'il est de sexe masculin qu'elle adopte une telle attitude. Elle contribue par ailleurs à construire chez lui des normes de comportements associées à son sexe.

Chapitre 4

3. Comment peut-on expliquer que dans les crèches, les fillettes puissent jouer autant que les garçons avec les petites voitures et que des petits garçons puissent s'amuser à faire la lessive, à nettoyer les petites tables ou à cirer les chaussures ?
Le fait que les petites filles ou les petits garçons en viennent à jouer à des jeux indifféremment de leur sexe peut s'expliquer par le fait que, non conscients des normes sexuées et n'ayant pas encore intériorisé des goûts sexuellement différenciés, ils prennent plaisir à jouer à ces jeux.
4. Comment peut-on expliquer que, « plus tard, ce phénomène disparaît » ?
Si ce phénomène disparaît plus tard, c'est que les filles et les garçons en viennent à intérioriser des normes et des goûts sexuellement différenciés. Ainsi, le petit garçon en viendra à apprendre à aimer ce qui est associé à la masculinité tandis que la petite fille en viendra à apprendre à aimer ce qui est associé à la féminité.

Exercice 5 Une socialisation sexuée inversée

1. Le football et la boxe sont-ils considérés dans notre société comme des sports « féminins » ? Pour quelle raison ?
Dans notre société, à l'image d'autres pratiques comme l'habillement, les lectures ou les jeux, les pratiques sportives sont sexuellement différenciées. Dans ce cadre, le football et la boxe sont considérés comme des sports masculins parce qu'ils requièrent des qualités et des capacités traditionnellement associées aux garçons (puissance, endurance, résistance à la douleur) et qu'ils intériorisent sous la forme de normes de comportement dès leur plus jeune âge (savoir résister à la douleur, être endurant...).
2. En quoi la socialisation sportive connue par certaines filles au sein de leur famille peut-elle les amener à pratiquer ce type de sport ?
Mais, parce qu'elles vivent dans des familles où le père favorise l'apprentissage et l'intériorisation de normes de comportement associées au sport de compétition, qui nécessite, à l'image du foot ou de la boxe, persévérance, endurance, résistance à la douleur, goût de l'effort, souci d'être le meilleur... certaines filles peuvent être amenées à développer un goût pour ces sports.
3. En quoi les relations avec leurs pairs peuvent-elles renforcer cette tendance ?
Par ailleurs, comme leurs pairs sont plus fréquemment des individus de sexe masculin dont les relations sont marquées par la virilité, la puissance, le goût de la « bagarre », leur fréquentation soutient et alimente leur goût pour des sports comme le foot ou la boxe.
4. Expliquez l'expression « socialisation sexuée inversée » utilisée par C. Mennesson.
Dès lors, on peut considérer que les filles devenues semi-professionnelles ou professionnelles dans des sports comme le foot ou la boxe ont connu une socialisation « inversée » puisqu'elles ont été amenées à intérioriser des normes généralement associées au sexe masculin.

Exercice 6

1. Observez le temps consacré quotidiennement aux tâches domestiques des hommes et des femmes en 2010. Que constatez-vous ?
Le temps consacré quotidiennement aux tâches domestiques par les hommes est inférieur à celui qu'y consacrent les femmes. En 2010, en moyenne, les femmes consacrent quotidiennement 1 h 48 de plus que les hommes aux tâches domestiques.
2. S'agit-il d'une simple différence ?
On peut parler d'inégalité puisque les tâches domestiques sont majoritairement dévalorisées dans notre société.

3. Peut-on expliquer cela par un temps consacré au « travail », aux « études » et à la « formation » différent entre hommes et femmes ?
Cette inégalité s'explique par de multiples facteurs. Le temps consacré au travail, aux études et à la formation des hommes et des femmes est différent dans notre société. Cela impacte le temps que les uns et les autres peuvent consacrer à ces tâches.
4. Observez le temps consacré au « jardinage, bricolage ». Que constatez-vous ?
On constate que, parmi les activités domestiques, ce sont les hommes qui consacrent davantage de temps au bricolage que les femmes, alors même qu'ils consacrent en moyenne un temps plus important que les femmes au travail, aux études et à la formation.
5. Parmi les tâches domestiques distinguées dans ce document, lesquelles sont, dans notre société plutôt considérées comme « féminines » ? comme « masculines » ?
« Le ménage et les courses » et les « soins aux enfants » sont plutôt considérées comme féminines. Le « jardinage, bricolage », plutôt masculines.
6. Peut-on expliquer une partie de la différence de temps consacré quotidiennement aux tâches domestiques par les hommes et les femmes par un facteur indépendant du temps consacré au « travail », aux « études » et à la « formation » ?
La différence de temps consacré aux tâches domestiques et la répartition différenciée de ces tâches entre hommes et femmes s'explique donc certainement aussi par la socialisation différenciée selon les sexes. C'est vraisemblablement parce que, en lien avec leur socialisation, hommes et femmes n'ont pas le même rapport aux tâches domestiques qu'ils sont amenés à les réaliser inégalement.
7. Comparez le temps consacré quotidiennement aux tâches domestiques par les hommes et les femmes en 1986 et en 2010. Que constatez-vous ?
Le temps consacré quotidiennement aux tâches domestiques par les hommes est inférieur à celui qu'y consacrent les femmes. En 1986, l'écart est de 3 heures ; il est de 1 h 48 en 2010. L'inégalité de répartition des tâches domestiques entre les hommes et les femmes s'est donc affaiblie.
8. À quoi cela peut-il être dû ?
De multiples facteurs peuvent être à l'origine de cela. Tout d'abord, le temps consacré au travail, aux études et à la formation s'est accru pour les femmes et a diminué pour les hommes. Ensuite, le temps domestique s'est réduit globalement ; ce qui peut être lié à une externalisation des tâches ainsi qu'à des progrès de nature technologique. Enfin, les représentations associées au rôle des hommes et des femmes ont pu évoluer et contribuer à une égalisation du temps consacré au temps domestique.

4. La socialisation est-elle la même selon les milieux sociaux ?

Exercice 1

Déterminez si les propositions suivantes sont vraies ou fausses. Si elles sont fausses, corrigez-les.

1. Les normes et les valeurs sont identiques dans tous les milieux sociaux.
Faux. De nombreuses normes et valeurs sont différentes selon les milieux sociaux.
2. Des groupes sociaux peuvent se distinguer les uns des autres par leur culture.
Vrai
3. Il existe des pratiques populaires et des pratiques bourgeoises.
Vrai

Chapitre 4

4. La socialisation des individus est indépendante de leur milieu social.
Faux. La socialisation des individus dépend de leur milieu social.
5. Les modèles éducatifs peuvent varier d'un milieu social à un autre.
Vrai
6. Le « bon comportement » d'un enfant est le même dans tous les milieux sociaux.
Faux. Le « bon comportement » d'un enfant est lié aux normes qui sont en vigueur dans le milieu auquel il appartient.
7. La socialisation au langage est la même dans tous les milieux sociaux.
Faux. La socialisation au langage dépend du milieu social dans lequel les individus évoluent puisque parler, chanter et lire des histoires sont des pratiques plus ou moins développées selon les milieux sociaux.
8. Les pratiques culturelles des parents d'un individu ont une incidence sur celles qu'il adopte une fois adulte.
Vrai
9. La lecture est conçue comme un loisir par tous les adolescents.
Faux. La lecture n'est pas conçue comme un loisir par tous les adolescents. Certains conçoivent la lecture de manière utilitaire.
10. La réussite scolaire est indépendante de la socialisation des individus.
La réussite scolaire est liée à la socialisation des individus puisqu'elle est liée à des normes et des pratiques intériorisées dans le cadre du processus de socialisation ; normes et pratiques plus ou moins valorisées à l'école.

Exercice 2

1. Faites une lecture type des données « 18 % » et « 57 % ».
**Selon l'enquête sur les pratiques culturelles des Français, au cours de l'année 2008, sur 100 personnes appartenant à un ménage dont le « chef de ménage » est cadre supérieur, 57 ont lu au moins 10 livres. En revanche, sur 100 personnes appartenant à un ménage dont le « chef de ménage » est ouvrier, seules 18 ont lu au moins 10 livres.
De la même manière, plus de 4 personnes appartenant à un ménage dont le « chef de ménage » est ouvrier sur 10 n'ont lu aucun livre au cours de l'année contre moins d'1 personne sur 10 appartenant à un ménage dont le « chef de ménage » est cadre supérieur.**
2. Que met en évidence ce document à propos de la pratique de la lecture ?
La pratique de la lecture est différenciée selon le milieu social des individus : elle est davantage le fait des CPIS que des ouvriers.

■ Testez vos capacités

Exercice 3

1. Que signifie la donnée concernant la thématique « Lecture de livres » et « Enfant d'ouvriers sans activité culturelle pendant l'enfance » ?
Selon l'enquête « Transmissions Familiales » d'octobre 2000, sur 100 enfants d'ouvriers qui ne pratiquaient aucune activité culturelle étant enfant, 29 lisaient des livres à l'âge adulte.
2. Que signifie la donnée concernant la thématique « Lecture de livres » et « Enfant de cadres sans activité culturelle pendant l'enfance » ?

Selon l'enquête « Transmissions Familiales » d'octobre 2000, sur 100 enfants de cadres qui ne pratiquaient aucune activité culturelle pendant l'enfance, 72 lisaient des livres à l'âge adulte.

3. Peut-on dire que le milieu social dans lequel évoluent les individus pendant leur enfance a une incidence sur leurs pratiques culturelles quand ils deviennent adultes ? Justifiez votre réponse en faisant un calcul reposant sur les données lues précédemment.

Le milieu social auquel appartiennent les individus pendant leur enfance semble donc avoir une incidence sur leurs pratiques culturelles puisque l'absence de pratiques culturelles pendant l'enfance se traduit par des effets différenciés selon cette appartenance. Il y a un écart de 43 points de pourcentage entre la part des enfants de cadres qui lisent des livres une fois adulte alors qu'ils ne pratiquaient aucune activité culturelle pendant leur enfance et celle des enfants d'ouvriers.

4. Que signifie la donnée concernant la thématique « Lecture de livres » et « Enfant d'ouvriers avec au moins une activité culturelle pendant l'enfance » ?

Selon l'enquête « Transmissions Familiales » d'octobre 2000, sur 100 enfants d'ouvriers qui pratiquaient au moins une activité culturelle étant enfant, 60 lisaient des livres à l'âge adulte.

5. Peut-on dire qu'à « milieu social donné », les pratiques culturelles que réalisent les individus pendant leur enfance ont une incidence sur celles qu'ils adoptent une fois adultes ? Justifiez votre réponse en faisant un calcul reposant sur les données exploitées dans les questions 1 et 4.

À milieu social donné, les pratiques culturelles que réalisent les individus pendant leur enfance semblent donc avoir une incidence sur celles qu'ils adoptent une fois adulte puisque la part des enfants d'ouvriers ayant eu au moins une activité culturelle pendant l'enfance et qui lisent des livres à l'âge adulte est supérieure de 31 points de pourcentage à celle des enfants d'ouvriers sans activité culturelle pendant l'enfance et qui lisent des livres à l'âge adulte.

Exercice 4

1. Caractériser la socialisation au cinéma que Karim a connu pendant son enfance.
Au cours de l'enfance qu'il a passée dans un milieu populaire, Karim a intériorisé un goût pour les films d'action, pour ceux qui font « appel au corps », comme Rambo. Son rapport au cinéma se situe sur le mode du loisir, du divertissement, de la détente, voire même du rêve. On peut parler de socialisation « populaire » au cinéma.
2. Pourquoi Karim n'aime-t-il pas vraiment les films de Bergman ?
Du fait de cette socialisation, Karim a aussi développé un dégoût à l'égard des films qui requièrent de la réflexion. Associé à des normes bourgeoises très éloignées de celles qu'il a intériorisées durant son enfance, ce cinéma « d'intello » ne lui plaît pas.
3. Pourquoi Karim ne disait-il à personne à Sciences Po qu'il allait voir des films comme Rambo ?
Mais Karim est conscient du fait que tous les goûts cinématographiques ne sont pas également valorisés dans la société : le goût populaire dont il dispose ne l'est pas, et il l'est encore moins dans le milieu de Sciences Po au sein duquel il évolue et où les goûts bourgeois prédominent.

Exercice 5

1. Le texte invite-t-il à penser qu'il n'y a pas de transmission culturelle entre parents et enfants ?
Non, le document affirme en réalité que la culture des individus se transmet à leurs enfants. L'auteur de ce texte considère en revanche que les contenus peuvent évoluer. Ainsi, si des parents ont des pratiques artistiques, il y a de fortes chances que leurs enfants en aient aussi, même si elles ne seront pas forcément les mêmes.

Chapitre 4

2. Comment les enfants de cadre perçoivent-ils la lecture ? Qu'en est-il des enfants d'ouvriers ?
Les enfants de cadre perçoivent la lecture comme une pratique qu'ils associent au loisir alors que les enfants d'ouvrier la perçoivent comme une pratique utilitaire.
3. Cela participe-t-il de la réussite scolaire des enfants de cadres ?
Parce qu'ils conçoivent la lecture comme un loisir, les enfants de cadres tendent aussi à être de grands lecteurs. Cela contribue à leur réussite scolaire dans la mesure où ils peuvent réexploiter des savoirs langagiers acquis par ce biais.

Exercice 6

N.B. :

- Très favorisée : chefs d'entreprise de dix salariés ou plus, cadres et professions intellectuelles supérieures, instituteurs, professeurs des écoles.
 - Favorisée : professions intermédiaires (sauf instituteurs et professeurs des écoles), retraités-cadres et des professions intermédiaires.
 - Moyenne : agriculteurs exploitants, artisans et commerçants (et retraités correspondants), employés.
 - Défavorisée : ouvriers, retraités ouvriers et employés, inactifs (chômeurs n'ayant jamais travaillé, personnes sans activité professionnelle).
1. Quelle est la part des enfants d'origine très favorisée en 2nde générale et technologiques en 2016 qui ont poursuivi leur scolarité dans l'enseignement général l'année suivante ? Et pour ceux d'origine très défavorisée ?
 $48,8 + 23,6 + 8,4 = 80,8 \%$
 $24,9 + 20,4 + 10,3 = 55,6 \%$
 2. Comparez ces deux parts.
Il existe un écart de 25,2 points de pourcentage entre la part des élèves de 2nde d'origine très favorisée qui poursuivent en 1^{re} générale et la part de ceux d'origine très défavorisée qui poursuit dans cette même voie.
 3. À l'aide des deux documents précédents, montrez que la socialisation différenciée selon les milieux sociaux a une incidence sur la réussite scolaire.
Alors que les enfants issus d'un milieu de cadres intériorisent au cours de leur socialisation un rapport à la lecture qui les incite à lire de manière fréquente et sur le mode du loisir, ce n'est pas le cas de ceux qui sont issus d'un milieu ouvrier qui intériorisent en effet plutôt un rapport utilitaire à la lecture peu favorable à une pratique fréquente de la lecture.
Dans la mesure où la lecture contribue par ailleurs à développer un lexique et des compétences scolaires, la proximité que les enfants peuvent avoir à l'égard de cette pratique joue sur leur réussite scolaire. On peut alors comprendre qu'il y ait des différences d'orientation à l'issue de la seconde et que le doublement soit plus fréquent à l'issue de ce niveau chez ceux qui proviennent de milieux très défavorisés.

Chapitre 5

Comment s'organise la vie politique ?

Corrigés

1. Quelles sont les principales spécificités du pouvoir politique ?

Document 1

1. Comment se caractérisait la société primitive ?
 - Pas de distinction entre riches et pauvres
 - Égalité des membres de la société
 - Pas de distinction entre titulaire d'un pouvoir et société
2. Pourquoi l'apparition de l'État apparaît-elle impossible selon l'auteur ?
 - Pas de désir d'accumulation : société d'abondance et non de surabondance
 - Volonté de la société de ne pas déléguer son pouvoir
3. Qui exerçait le pouvoir ?
 - La société elle-même

Document 2

1. Quelles sont les caractéristiques de l'État ?
 - un territoire
 - une population
 - un pouvoir souverain
2. Quelles sont les missions de l'État ?
 - organiser la société
 - poursuivre l'intérêt général

Document 3

1. Quels seraient les éléments objectifs qui pourraient caractériser une Nation ?
Vision objective de la Nation : langue, culture, territoire, ethnie, etc.
2. Quel est l'élément subjectif qui caractérise une Nation ?
Vision subjective de la Nation : le vouloir vivre ensemble
3. Existe-t-il des États composés de plusieurs Nations ?
C'est le cas en particulier de certains États Fédéraux : la Belgique, l'Irak, etc.
4. Existe-t-il des Nations sans État ?
La nation Kurde, les palestiniens, etc.

Document 4

1. Le pouvoir central est-il partagé dans un État unitaire ?
Le pouvoir central appartient à l'État central et n'est pas partagé avec les collectivités territoriales
2. La centralisation peut-elle s'appliquer encore aujourd'hui pour les grands États ?
La centralisation ne peut plus s'appliquer dans les grands États au risque d'engorger le centre décisionnel et de rendre inefficace ses interventions

3. Quelle évolution a caractérisé le mode de fonctionnement des États unitaires ?
Les États unitaire sont progressivement mis en place des dispositifs pour rapprocher el le pouvoir central des citoyens : en France, a été mise en place la déconcentration puis, à partir de 1982, a été mise en œuvre la décentralisation.
4. Quelle est la différence entre déconcentration et décentralisation ?
La déconcentration consiste pour le pouvoir central à déléguer une partie de ses prérogatives à ses représentants au niveau local
La décentralisation consiste pour le pouvoir central à transférer une partie de ses compétences aux collectivités territoriales. Dans le domaine de l'éducation, la gestion matérielle des écoles est dévolue aux communes, celle des collèges aux départements et celle des lycées aux régions.

Document 5

1. Quelles sont les différences entre une État unitaire et un État fédéral ?
Dans le cadre d'un État unitaire, le pouvoir est concentré entre les mains du pouvoir central alors que dans le cadre d'un État Fédéral, il est partagé entre l'État fédéral et les États fédérés.
2. Quelles sont les prérogatives de l'État fédéral ?
L'État fédéral s'occupe de la politique extérieure, la défense, le commerce extérieur, la monnaie, le commerce entre les États fédérés
3. Quels sont les champs de compétences des États fédérés ?
Tous les autres compétences peuvent être prises en charge par les États fédérés : la politique éducative, la fiscalité, la législation en matière de crimes et délits, etc.
4. Que représentent les deux chambres du Congrès américain ?
Le sénat américain représente les États fédérés : chaque État quelle que soit sa taille dispose de deux sénateurs
La Chambre des représentants représente les citoyens (chaque État dispose d'un nombre de représentants proportionnel à sa taille démographique)

Document 6

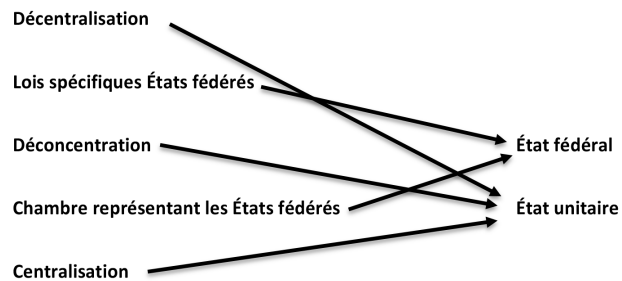
1. Comment est organisé le pouvoir au sein de l'union européenne ?
Le pouvoir appartient à l'union européenne et aux États qui la compose. Le Conseil des ministres a une fonction législative qu'il partage avec le Parlement. La Commission est chargée d'exécuter les décisions prises par l'organe législatif. La Cour de Justice a, quant à elle, le rôle d'exercer le pouvoir judiciaire.
2. Peut-on dire que l'autorité est conjointement exercée par les États membres et l'Union européenne ?
Les traités confèrent des prérogatives à l'Union européenne dans des domaines précis. Dans les autres cas, ceux-ci sont libres d'exercer seuls leur souveraineté dans les domaines qui ne sont pas couverts par les traités.

Chapitre 5

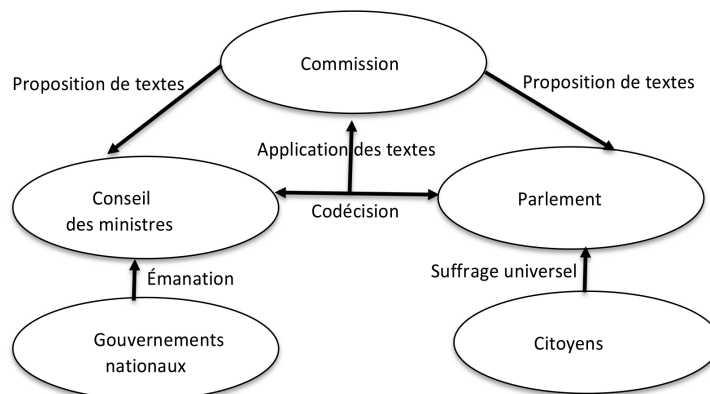
Exercice 1

AFFIRMATIONS	VRAI	FAUX
Les États fédérés disposent d'un pouvoir exécutif, d'un pouvoir législatif et d'un pouvoir judiciaire qui leur sont propres	X	
La déconcentration dans les États unitaire signifie que l'État pouvoir central transfère certaines de ses compétences aux collectivités territoriales		X
La Nation peut être perçue comme la volonté de vouloir vivre ensemble	X	
Le pouvoir politique est partagé entre la société et un chef dans les sociétés primitives		X
Un État peut comporter plusieurs Nations	X	
Il existe des Nations sans État	X	
Disposer d'un territoire constitue l'une des conditions pour qu'un État existe aujourd'hui	X	
Il existe une Chambre qui représente les États fédérés dans le Parlement fédéral	X	
La décentralisation en France permet aux collectivités locales de créer des Lois qui leur sont propres et qui peuvent ne pas s'inscrire dans la Constitution		X
L'Union européenne est un État fédéral		X

Exercice 2



Testez vos capacités



2. Comment les principales institutions de la V^e République s'inscrivent dans la séparation de pouvoirs ?

Document 1

1. Comment se caractérisait l'instabilité gouvernementale sous les régimes qui ont précédé la cinquième République ?
Les gouvernements avaient une durée de vie brève et leur nombre était important. Les gouvernements ne disposaient pas de moyens de pression sur le Parlement
2. Pourquoi pouvait-on parler de déséquilibres dans les relations entre le Gouvernement et le Parlement ?
Le pouvoir législatif pouvait démettre le pouvoir exécutif alors que ce dernier ne pouvait faire pression sur le Parlement
3. Pourquoi pouvait-on parler de confusion des pouvoirs entre le législatif et l'exécutif ?
Le Parlement ne pouvant plus exercer pleinement son rôle législatif déléguait en partie ce rôle au gouvernement (décrets-lois)

Document 2

1. Qui peut dissoudre l'Assemblée Nationale ?
Le Président de la république
2. Qui est à l'initiative de la mise en jeu de la responsabilité gouvernementale ?
L'Assemblée Nationale mais aussi le gouvernement lui-même quand il demande un vote de confiance
3. Qui est l'issue d'un vote positif d'une motion de censure ?
Le Gouvernement doit démissionner
4. Peut-on dire que la V^e République rééquilibre les relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif par rapport à celles établies dans les Troisième et Quatrième Républiques ?
La V^e République redonne au pouvoir exécutif des moyens de pression qu'il peut exercer sur le Pouvoir législatif et notamment la réhabilitation de la dissolution

Document 3

1. Quels sont les pouvoirs qu'exerce seul le Président de la République ?
Ces pouvoirs sont appelés propres. Il peut avoir recours au référendum législatif prévu à l'article 11 de la Constitution, dissoudre de l'Assemblée nationale, exercer les pouvoirs exceptionnels de l'article 16, nommer le Premier ministre, saisir le Conseil constitutionnel
2. Quels sont ceux qu'il partage avec le Premier ministre ?
Les pouvoirs partagés sont les suivants : nomination des ministres, convocation du Parlement en session extraordinaire, signature des ordonnances, promulgation des lois, droit de grâce, etc.
3. Comment le Président de la République est-il élu ?
Il est élu au suffrage universel direct depuis 1962. La première élection au suffrage universel en 1965.

Chapitre 5

4. Qui choisit le Premier ministre ?
C'est le Président de la République qui choisit le Premier ministre.
5. Comment peut-on expliquer que, de manière générale, le Président a un ascendant sur le Premier ministre ?
Le Président de la République est le seul titulaire du pouvoir exécutif ayant été élu au suffrage universel. De plus, les élections législatives ont lieu postérieurement à l'élection Présidentielle et le Président choisit un premier ministre, dans la plupart des cas, issu de sa majorité.
6. Dans quelle circonstance le premier ministre dispose-t-il plus de pouvoirs ?
Dans le cas où une majorité élue à l'Assemblée Nationale est différente du courant qui a porté le Président de la République au pouvoir, ce dernier nomme un Premier ministre qui est issu de cette nouvelle majorité. Cette dernière soutiendra donc le Gouvernement qui exercera pleinement ses pouvoirs et notamment les pouvoirs partagés avec le Président de la République.

Document 4

1. Recherchez les rôles qu'exerce le Parlement sous la V^e République
 - Propose, discute et vote la Loi
 - Une de ses deux chambres peut mettre en jeu la responsabilité gouvernementale
 - Participe à la réforme constitutionnelle
 - Met en place des commissions d'enquête
2. Y a-t-il un parti majoritaire au sénat ?
Actuellement, il n'existe pas un parti majoritaire au Sénat.
3. Quel est le parti majoritaire à l'Assemblée Nationale ?
La République en Marche constitue le parti majoritaire à l'Assemblée Nationale.
4. Quelle est la chambre du parlement qui statue en dernier ressort en cas de désaccord entre l'Assemblée nationale et le Sénat ?
C'est l'Assemblée Nationale qui statue en dernier ressort ; c'est son mode d'élection qui lui permet d'avoir plus de prérogatives que le Sénat. En effet, elle est élue au suffrage universel direct alors que le Sénat est élu au suffrage universel indirect.

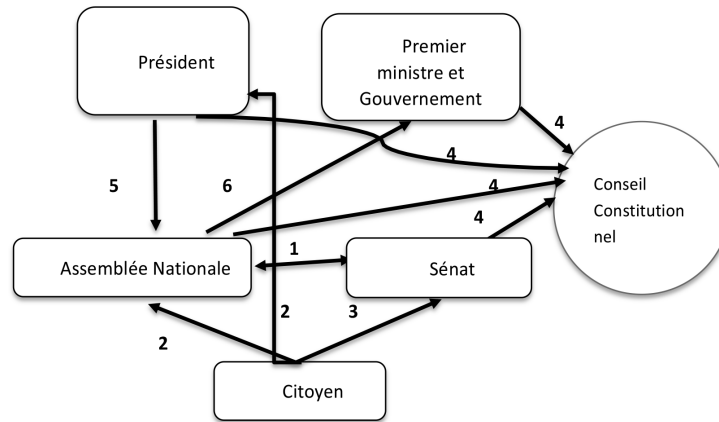
Document 5

1. Quelles sont les différentes missions du Conseil constitutionnel ?
2. Recherchez les institutions qui peuvent aussi saisir le Conseil en dehors des citoyens ?

Exercice 1

Remplacez les numéros des intitulés suivants sur chaque flèche correspondante dans le schéma ci-dessous. Un numéro peut être utilisé à plusieurs reprises.

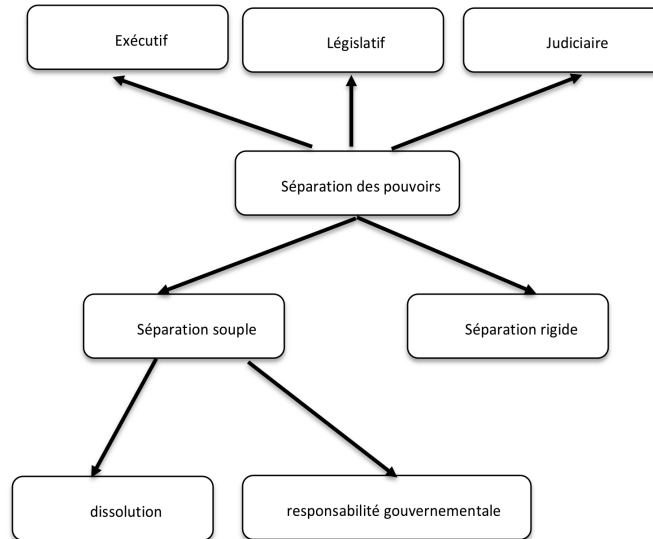
1. Navette législative, 2. suffrage universel direct, 3. suffrage universel indirect, 4. saisine, 5. dissolution, 6. censure.



Exercice 2

	OUI	NON
Le Président de la république partage certains de ses pouvoirs avec le Parlement		X
Le domaine réservé du Président concerne la défense et la diplomatie	X	
Le Gouvernement est responsable dans les faits devant le Président de la république	X	
Le Conseil constitutionnel est composé de 9 membres désignés et de membres de droit	X	
Le Gouvernement mène la politique de la Nation	X	
Le Sénat peut renverser le Gouvernement		X
Le Premier ministre peut dissoudre l'Assemblée Nationale		X
Le sénat est élu au suffrage universel direct		X
Le Gouvernement est responsable de fait devant le Président en dehors d'une période cohabitation	X	
Le Président peut saisir le Conseil Constitutionnel	X	
L'initiative législative est partagée entre le Parlement Gouvernement	X	
Le Président de la République promulgue la Loi	X	
Le Président de la république est le chef des armées	X	

■ Testez vos capacités



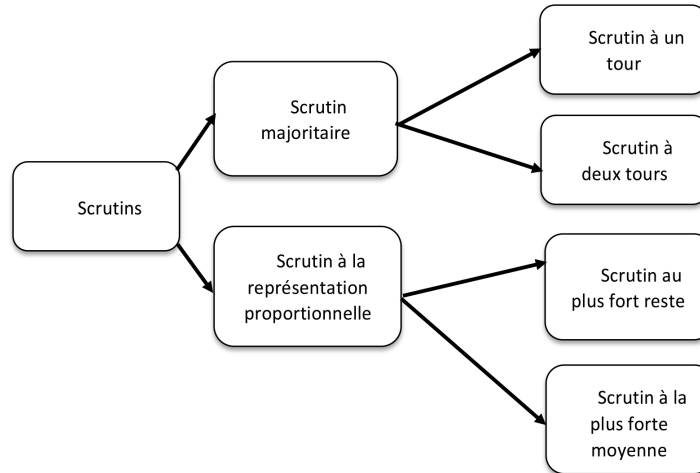
Remplissez les cases du schéma ci-dessus, avec les intitulés suivants : séparation des pouvoirs, dissolution, responsabilité gouvernementale, exécutif, séparation souple, séparation stricte;

3. Comment les modes de scrutin déterminent la représentation politique et structurent la vie politique ?

Document 1

1. Quelle est la logique des deux grandes catégories de scrutin ?
Le scrutin majoritaire a pour objectif de construire des majorités stables de gouvernement mais au détriment de la représentation des opinions formulées lors du scrutin. Le scrutin à la représentation proportionnelle des élus mais au détriment d'une majorité stable de gouvernement.

2. Construisez un schéma récapitulatif des différents modes de scrutin à partir des mots suivants : scrutin majoritaire, scrutin à la représentation proportionnelle, scrutin à un tour, scrutin à la représentation au plus fort reste, scrutin à deux tours, scrutin à la représentation à la plus forte moyenne, scrutins.



Document 2

- Quelle est la stratégie des partis politiques pour chaque mode de scrutin ?
 - Pour le scrutin majoritaire, il s'agit, pour les partis politiques, d'arriver en tête dans les circonscriptions afin de gagner l'élection. Il s'agira de présenter des candidats dans les circonscriptions gagnables dans l'hypothèse d'un seul tour. Dans le cas d'une élection à deux tours, les partis se présentent seuls à l'élection mais les coalitions existent en amont.
 - Pour le scrutin à la représentation proportionnelle, les partis se présentent seuls à l'élection sans mettre en place en amont une coalition. Il s'agit alors pour eux de constituer des listes avant d'affronter l'élection. La comptabilisation des voix s'effectue, en règle générale, au niveau national.
- Quelle est la logique de vote pour les citoyens pour chaque mode de scrutin ?

Dans le cas du scrutin majoritaire à un tour, les électeurs vont porter leur voix sur le candidat le mieux placé pour l'emporter. Dans le cas d'une élection à deux tours, il soutient le candidat le plus proche de ses aspirations au premier tour et soutient le candidat le mieux placé dans la coalition où se situait le candidat choisi au premier tour
- Quels sont les avantages et inconvénients des deux grands modes de scrutin ?
 - Le scrutin majoritaire permet la constitution de majorités stable de gouvernement mais la représentation de certains courants de l'opinion n'est pas permise.
 - Le scrutin à la représentation proportionnelle apparaît comme plus juste dans le sens où il est davantage représentatif des choix émis par l'électeur lors du scrutin ; par contre, il rend la constitution de majorités plus difficiles.

Chapitre 5

Document 3

1. Quelle est la logique du scrutin mixte ?
Le scrutin mixte tend à conforter des majorités lors de l'élection tout en essayant de respecter les différentes opinions émises lors de l'élection.
2. Toutes listes seront-elles représentées dans les conseils municipaux concernés par ce mode de scrutin ?
Toutes les listes ne seront pas représentées lors de l'élection. Seules les listes présentes au second tour auront une représentation et il faut aussi respecter un seuil de suffrages obtenus pour qu'une liste soit présente au second tour.
3. Quelles sont les communes concernées par ce mode de scrutin ?
Seules les communes de plus de 1 000 habitants connaissent ce mode de scrutin.

Document 4

1. Qui peut être à l'initiative d'un référendum ?
Le pouvoir exécutif le pouvoir législatif et les citoyens peuvent en être à l'initiative
2. Quels seraient les avantages de cette consultation ?
Les citoyens sont directement consultés et émettent un choix sans intermédiaires (les représentants)
3. Quels peuvent en être les effets négatifs ?
Les questions posées doivent être claires afin que le citoyen puisse se forger une opinion. Dans certains cas, le référendum peut se transformer en plébiscite et détourner le véritable enjeu de la consultation électorale. Enfin, il faut que le référendum mobilise un nombre significatifs de citoyen afin de rendre son verdict incontestable.

Exercice 1

Lors de la première distribution des sièges à l'issue du second tour, le parti vainqueur obtiendra donc la majorité des sièges soit 16.

Les quinze sièges restants à distribuer seront répartis de la manière suivante :

- 60 % des sièges au parti de la majorité soit 9 sièges
- 40 % des sièges au parti de la minorité soit 6 sièges

Le conseil municipal sera donc composé de la manière suivante :

- Parti de la majorité : 25 sièges
- Parti de la minorité : 6 sièges

Exercice 2

Résultats à l'issue du scrutin majoritaire à un tour :

Parti vainqueur

1^{re} circonscription : parti de la zen attitude

2^e circonscription : parti de la zen attitude

3^e circonscription : parti de la zen attitude

4^e circonscription : parti de la zen attitude

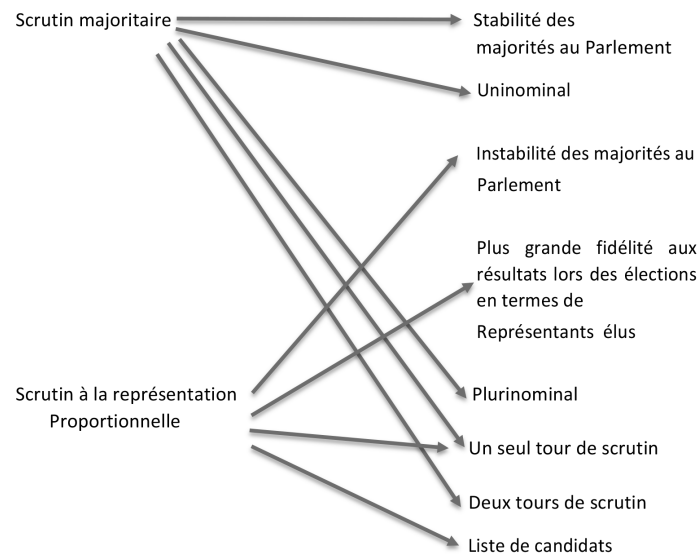
5^e circonscription : parti du bonheur

- 6^e circonscription : parti du bonheur
- 7^e circonscription : parti du bonheur
- Résultats à l'issue du scrutin majoritaire à deux tours :
- 1^e circonscription : parti de la joie de vivre
- 2^e circonscription : parti du bonheur
- 3^e circonscription : parti du bonheur
- 4^e circonscription : parti de la zen attitude
- 5^e circonscription : parti du bonheur
- 6^e circonscription : parti de la joie de vivre
- 7^e circonscription : parti de l'humour

■ Testez vos capacités

Affirmations	OUI	NON
Le scrutin majoritaire à un tour permet à un candidat arrivé en tête et disposant d'une majorité relative de remporter l'élection	X	
Le référendum peut se transformer en plébiscite si la responsabilité politique de celui qui l'a mis en œuvre est en jeu	X	
Le scrutin mixte ne permet pas à l'opposition d'obtenir des sièges au sein d'un conseil municipal		X
Les partis affrontent de manière indépendante les élections législatives dans le cadre d'un scrutin majoritaire à un tour	X	
L'initiative de référendum ne peut pas venir des citoyens		X
L'utilisation du scrutin à la proportionnelle conduit à une certaine stabilité gouvernementale		X
La représentation de certains partis au parlement peut être assortie à un seuil au niveau des résultats obtenus lors des élections	X	
Un parti minoritaire en voix au niveau national mais ayant gagné la majorité des circonscriptions plus une est majoritaire en sièges	X	

Chapitre 5



4. Comment la vie politique repose sur la contribution de différents acteurs ?

Document 1

1. Qu'est-ce qu'une Constitution ?
On peut dire qu'une Constitution est un ensemble de textes juridiques qui définit les différentes institutions composant l'État et qui organise leurs relations. Certains États n'ont pas de Constitution écrite : c'est donc la coutume qui organise le pouvoir. C'est le cas du Royaume-Uni.
2. Quel est l'objectif d'un parti politique ?
Un parti politique a pour objectif d'exercer le pouvoir politique.
3. Quelles sont les fonctions d'un parti politique ?
Trois fonctions sont dévolues aux partis politiques :
 - une fonction programmatique par la définition d'orientations et de mesures pour le pays
 - une fonction de structuration de l'opinion publique par l'animation du débat politique
 - une fonction de sélection des candidats et des élites politiques.
4. Tous les candidats aux élections dépendent-ils d'un parti politique ?
Certains candidats se présentent aux élections en dehors d'un parti politique voire même certains candidats créent une structure politique pour affronter l'élection : c'est le cas de la dernière élection présidentielle en France.

Document 2

1. Les effectifs des membres des adhérents aux partis politiques sont-ils nombreux par rapport au nombre d'électeurs potentiels ?
Le nombre d'adhérents est peu important comparativement aux votants. Le parti qui en revendique le plus disposerait de 540 000 adhérents.
2. Quelles ont les explications données aux écarts constatés lors des différents comptages des adhérents ?
Il existe donc un écart entre le nombre d'adhérents déclarés et les réels adhérents. La réalité de l'adhésion est matérialisée par une cotisation payée par l'adhérent au parti politique.

Document 3

1. Recherchez l'objectif recherché par un syndicat
Un syndicat a pour objectif de pression sur le pouvoir politique et non pas de l'exercer.
2. Donnez trois exemples de syndicat
La CGT, la CFDT, la CFTC, FO.
3. Quels sont les inconvénients d'une faible syndicalisation des salariés ?
Certaines mobilisations collectives peuvent leur échapper, leur représentativité est remise en cause lors de négociations avec les pouvoirs publics ou avec les autres partenaires sociaux (ex : mise en place de coordinations, mouvement de « gilets jaunes »), plus grandes difficultés à mobiliser, plus grandes difficultés à relayer les aspirations de la société civile.

Document 4

1. Construisez une phrase pour chaque donnée soulignée contenue dans le tableau ci-dessus.
11,2 % des salariés en France étaient syndiqués en 2013 selon la Dares-DGAP drees INSEE, enquête Conditions de travail 2013.
Sur 100 personnes salariées dans un établissement de 200 personnes ou plus dans le secteur public, 20 étaient syndiquées selon la Dares-DGAP drees INSEE, enquête Conditions de travail 2013.
2. Quels sont les lieux où les salariés sont les plus syndiqués ?
En règle générale, les salariés les plus syndiqués sont salariés du secteur public et travaillant dans des établissements de 200 salariés ou plus.

Document 5

1. Quelles sont les catégories où l'écoute est la plus grande ?
Ce sont les plus âgés qui regardent le plus la télévision. La durée d'utilisation tend à progresser contrairement aux autres tranches d'âge.
2. En quoi les médias peuvent-ils contribuer à la vie politique ?
Les médias peuvent contribuer à la vie politique en informant les citoyens, en proposant des débats d'idées qui permettent aux citoyens de construire leur opinion.

Document 6

1. Recherchez ce qu'est un lobby ?
Un lobby est un groupe de pression qui tente d'influencer les décisions qui se traduisent par des lois, des réglementations, des normes (industrielles par exemple), pour favoriser ses propres intérêts

Chapitre 5

2. Les lobbies sont-ils toujours une image négative ?
Les lobbies n'ont pas toujours une image négative dans le sens où ils peuvent contribuer à l'intérêt général (ex : la défense de l'environnement).
3. Comment un lobby peut-il influencer le pouvoir politique ?
Un lobby peut influencer le pouvoir politique en proposant des textes aux responsables politiques, en les informant, en multipliant les contacts avec les titulaires du pouvoir.

Document 7

1. Recherchez ce qu'est une association
Une association est une entité formée par plusieurs personnes qui ont un objectif commun autre que celui d'enrichir ses membres.
2. Quels sont les buts poursuivis par une association ?
Ils peuvent être très divers : sportif, défense des intérêts des membres des associations, humanitaire, etc.
3. Les associations concernent-elles un nombre important de citoyens ?
Les associations mobilisent un nombre très important de citoyens. Ils sont environ 23 millions à y adhérer ce qui représente plus du tiers des français.
4. Quelles sont les caractéristiques des adhérents aux associations ?
Les adhérents concernent plutôt les hommes, les personnes plus âgées (un sénior sur deux est membre d'une association), l'âge moyen oscillant entre 43 et 48 ans.

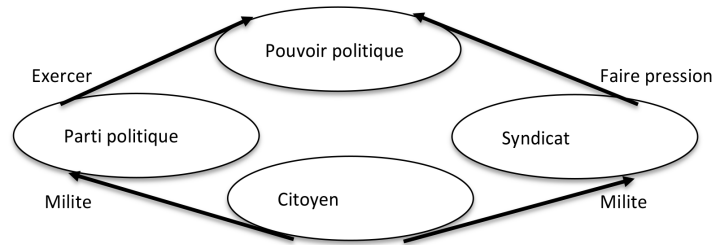
Exercice 1

Complétez le tableau ci-dessous en incorporant les bonnes réponses :

	Vrai	Faux
Les partis politiques ont, en partie, pour mission de sélectionner des candidats lors élections	X	
Les syndicats ont pour mission d'exercer le pouvoir politique		X
Les actions collectives peuvent être menées en dehors des organisations syndicales	X	
Les médias peuvent influencer le comportement politique	X	
Les citoyens peuvent s'exprimer en dehors des consultations élections via les corps intermédiaires	X	
Les associations constituent une forme de d'organisation civile	X	
Les lobbies ont pour mission de défendre des intérêts de groupes de pression	X	
Plus de la moitié des séniors sont membres d'une association	X	

Exercice 2

Complétez le schéma ci-dessous en illustrant certaines flèches et certaines formes en utilisant le vocabulaire suivant : exercer, faire pression, syndicat, milite. Un mot peut être utilisé plusieurs fois.



À partir des informations contenues dans les documents ci-dessous, vous dresserez le profil type du citoyen adhérent à un syndicat.

Document 1

Salariés de la fonction publique syndicalisation plus forte dans les DOM que dans la métropole

Document 2

Secteur des transports, activités financières et de l'assurance de l'industrie

Document 3

La fonction publique, et globalement dans les professions intermédiaires et chez les cadres

Document 4

La population salariée masculine

Les titulaires d'emplois stables (ex : le CDI)

Les personnes travaillant à temps complet

Partie 3

Regards croisés

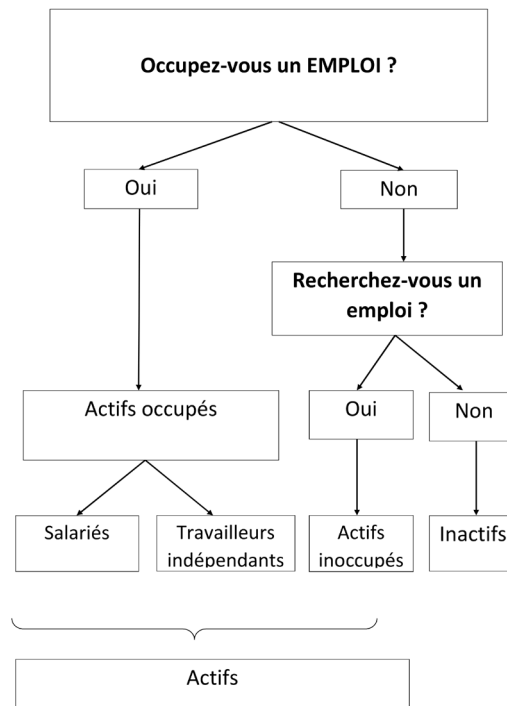
Chapitre 6

Quelles relations
entre le diplôme,
l'emploi et le salaire ?

Corrigés

1. La poursuite d'étude est un investissement en capital humain

Document 1



Document 2

1. En 2016, en France, selon l'INSEE, le salaire médian des salariés à temps complet titulaires d'un diplôme du supérieur long et sortis de formation initiale depuis au moins un an, était de 2 400 euros. Cela signifie que 50 % d'entre eux percevaient un salaire inférieur à 2 400 euros et 50 % d'entre eux percevaient un salaire supérieur à 2 400 euros.
2. **Deux possibilités :**
Calcul d'un écart en euros : $2\,400 - 1\,500 = 900$ €. Le salaire médian des salariés diplômés du supérieur long était 900 € plus élevé que celui des salariés sans diplôme ou ayant un DNB.
Calcul d'un écart relatif : $2\,400 / 1\,500 = 1,6$. Le salaire médian des salariés diplômés du supérieur long était 1,6 fois plus élevé que celui des salariés sans diplôme ou ayant un DNB.
3. Plus le niveau de diplôme est élevé, plus le niveau de salaire est élevé.

Document 3

1. En 2017, en France, selon l'INSEE, sur 100 actifs sans diplôme ou ayant un CEP ou un brevet des collèges, 17 étaient au chômage.
En 2017, en France, selon l'INSEE, sur 100 actifs sans diplôme ou ayant un CEP ou un brevet des collèges et sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale, 49 étaient au chômage.
2. Plus la sortie de formation initiale est récente, plus le risque de chômage est élevé.
On compare le taux de chômage des actifs ayant un même niveau de diplôme mais étant sortis de formation initiale depuis plus ou moins longtemps.
Par exemple, sur 100 actifs diplômés d'un bac, CAP ou BEP et sortis de formation initiale depuis 1 à 4 ans, 24 étaient au chômage alors que sur 100 actifs diplômés d'un bac, CAP ou BEP et sortis de formation initiale depuis 11 ans ou plus, 8 étaient au chômage.
3. Plus le niveau de diplôme est faible, plus les risques de chômage sont élevés.
On compare ici le taux de chômage des actifs sortis de formation initiale au même moment mais ayant un niveau de diplôme différent. On peut aussi utiliser la catégorie « ensemble » qui ne fait pas de distinction selon le temps depuis la sortie de formation initiale.
Par exemple, sur 100 actifs diplômés d'un bac+2 ou plus, 5 étaient au chômage, alors que sur 100 actifs sans diplôme ou ayant un CEP ou un brevet des collèges, 17 étaient au chômage.

Document 4

1. Ces emplois n'ont pas le même niveau de qualification, c'est-à-dire que les connaissances et compétences sont plus élevés pour occuper un emploi de cadre qu'un emploi d'employé ou d'ouvrier.
2. En 2017, en France, selon l'INSEE, sur 100 jeunes en emploi et sortis du système scolaire depuis 1 à 4 ans, **18,4** étaient cadres ou exerçaient une profession intellectuelle supérieure (CPIS). Sur 100 jeunes en emploi et diplômés du supérieur long sortis de formation initiale depuis 1 à 4 ans, **41,3** étaient CPIS tandis que sur 100 jeunes en emploi et sans diplôme ou ayant un DNB et sortis de formation initiale depuis 1 à 4 ans, **aucun** n'étaient CPIS.
3. Sur 100 jeunes en emploi sortis du système scolaire depuis 1 à 4 ans et ayant un diplôme du supérieur long, 3 étaient ouvriers.
Sur 100 jeunes en emploi sortis du système scolaire depuis 1 à 4 ans et ayant un CAP ou BEP, 47 étaient ouvriers.
4. $41,3/2,1 = 19,6$. Les diplômés du supérieur long ont 19,6 fois plus de chances de devenir cadre ou d'exercer une profession intellectuelle supérieure que les diplômés du supérieur court.
5. $44/14 = 3,1$. Les titulaires d'un CAP ou BEP ont 3,1 fois plus de chances d'être employés que les diplômés du supérieur long.
6. Le diplôme permet d'accéder à des emplois qualifiés.

Document 5

1. En 2016, en France, selon le Cereq, sur 100 jeunes sans diplôme et en emploi au terme de leur troisième année de vie active, 6 étaient travailleurs indépendants.
2. En 2016, selon le Cereq, sur 100 jeunes en emploi au terme de leur troisième année de vie active et ayant un CAP ou BEP, 17 étaient à temps partiel subi, c'est-à-dire qu'ils travaillaient à temps partiel alors qu'ils désiraient travailler à temps plein.
3. D'après cette étude du Céreq datant de 2016, plus le niveau de diplôme est élevé, plus les risques d'occuper un emploi à durée limitée sont **faibles**, sauf pour les **doctorants**. De plus, plus le niveau de diplôme est faible, plus les risques d'occuper un emploi à temps partiel subi sont **élevés**. Parmi les

Chapitre 6

jeunes les plus diplômés, on constate une forte disparité selon le type de diplôme entre **diplômés d'une école de commerce ou d'ingénieur** et **diplômés d'un doctorat** : les premiers occupent une position privilégiée sur le marché du travail par rapport aux seconds.

Enfin, le niveau de diplôme semble avoir peu d'impact sur l'accès aux emplois **non salariés**.

4. Avoir un diplôme augmente les chances d'obtenir un Contrat à Durée Indéterminée et donc limite les risques d'occuper des emplois précaires (CDD, intérim...). De plus, le diplôme diminue les risques de travailler à temps partiel subi.

Document 6

1. La FAGE estimait qu'à la rentrée 2017 en Île de France, un étudiant primo-entrant en licence à l'Université, sans double inscription, non boursier et décohabitante (ne vivant plus au domicile familial), dépensait en moyenne 1 307,25 € par mois en frais de vie courante.
2. Les frais sont plus élevés pour les étudiants en Îles de France du fait de loyers et frais de transport plus élevés qu'en Province.
3. Les frais d'inscription figurant dans ce tableau sont ceux d'un étudiant entrant à l'Université, donc dans un établissement public.
Les frais peuvent être largement supérieurs dans des écoles privées comme par exemple les écoles de commerce.

Document 7

1. Le capital humain est l'ensemble des connaissances et compétences accumulées par un individu et qui déterminent sa capacité à produire. La capacité à produire d'un individu peut se mesurer à sa productivité, c'est-à-dire à la valeur qu'il crée en un temps donnée.
2. Un investissement suppose de supporter des coûts, des dépenses, des sacrifices parce qu'on en attend en retour des avantages.
3. Faire des études augmente le capital humain de l'individu, c'est-à-dire son niveau de connaissances et de compétences et accroît donc sa productivité. Cette productivité élevée est récompensée par un salaire plus important.
Ainsi faire des études implique des coûts et de renoncer à gagner rapidement son indépendance, mais en retour cela apporte des avantages : en terme de salaire, mais aussi de moindres risques d'être au chômage, d'occuper un emploi précaire ou à temps partiel subi.

Document 8

1. $6\,550 + 8\,710 + 11\,670 = 26\,930$ €
2. État et collectivités locales (communes, départements et régions)
3. Grâce aux impôts
4. Les administrations publiques peuvent attendre des avantages sociaux : plus le niveau d'éducation est élevé, plus les incivilités sont rares, la participation politique est élevée. De plus, l'accès à l'éducation de tous permet une certaine égalité des chances et donc un sentiment de justice sociale. Ces éléments sont favorables à la cohésion sociale.
Elles peuvent aussi attendre des avantages économiques : l'augmentation du niveau d'éducation augmente le capital humain et donc la productivité des travailleurs; cela augmente la quantité de richesses créées en une année (le PIB) et donc la croissance économique.

Document 9

1. Capabilité : « liberté pour un individu de choisir un mode de vie auquel il attribue de la valeur.
2. Un diplôme limite les risques de chômage et donne ainsi accès à un emploi rémunéré. Il augmente aussi les chances d'occuper un emploi stable (CDI) et donc les chances de percevoir une rémunération stable. Cela permet aux diplômés de pouvoir accéder à des modes de vie qu'ils valorisent : avoir un toit et même accéder à la propriété, avoir des loisirs, partir en vacances, pouvoir faire des projets. De plus, un diplôme donne accès à des emplois qualifiés dont les tâches sont souvent plus diversifiées, ce qui peut favoriser l'épanouissement dans le travail.
Plus largement, l'éducation renforce l'autonomie des individus, leur pouvoir d'émancipation, leur esprit critique...

Exercice 1 Connaître les notions importantes

Actif : Personne en emploi ou à la recherche d'un emploi.

Capital humain : Ensemble des connaissances et compétences accumulées par un individu et qui déterminent sa capacité à produire.

Inactif : Personne sans emploi et qui n'en cherche pas.

Capabilité : Liberté pour un individu de choisir un mode de vie auquel il attribue de la valeur.

Qualifications : Savoirs et savoir-faire possédés par un individu ou nécessaires pour occuper un emploi.

Exercice 2 Connaître les groupes socioprofessionnels

- Complétez la liste des groupes socioprofessionnels : Agriculteurs exploitants / Artisans, commerçants et chefs d'entreprise / Cadres et professions intellectuelles supérieures / **Professions intermédiaires / Employés / Ouvriers.**
- Groupes de salariés (principalement) : Cadres et professions intellectuelles supérieures / Professions intermédiaires / Employés / Ouvriers
- Groupes de travailleurs indépendants : Agriculteurs exploitants / Artisans, commerçants et chefs d'entreprise
- Ce sont les groupes de salariés qui peuvent être classés selon leur niveau de qualification. Par ordre décroissant : Cadres et professions intellectuelles supérieures / Professions intermédiaires / Employés / Ouvriers.

Exercice 3 Connaître les avantages du diplôme sur le marché du travail

Choisissez la ou les bonnes propositions :

- Le salaire en dessous duquel se situent 50 % d'une population et au-dessus duquel se situent les 50 autres % de cette population.
- Avoir un diplôme augmente le niveau de salaire.
- Le niveau de diplôme facilite l'accès à l'emploi car il diminue les risques d'être au chômage et il diminue les risques d'être à temps partiel subi.

Chapitre 6

Exercice 4

	Effectifs en milliers	%
Diplôme supérieur au bac+2	866	7,4
Bac+2	715	6,1
Bac ou brevet professionnel	2 498	21,4
CAP, BEP	2 099	18,0
Brevet des collèges	2 464	21,1
Aucun diplôme ou CEP	3 001	25,7
Ensemble	11 683	100

1. Une personne inactive est une personne sans emploi et qui n'en cherche pas. Ex : personne au foyer, retraité, étudiant, chômeurs découragés.
2. En 2016, en France, selon l'INSEE, sur 100 personnes inactives âgées de 15 à 64 ans, 7,4 étaient titulaires d'un diplôme supérieur à un bac+2.
3. Plus le niveau de diplôme est élevé, plus le taux d'inactivité est faible.

Exercice 5

1. Le salaire médian est le salaire qui divise une population en deux parties égales : la moitié de cette population perçoit un salaire inférieur au salaire médian et l'autre moitié perçoit un salaire supérieur à ce montant.
2. En 2016, 50 % des salariés à temps complet diplômés du supérieur long et sortis de formation initiale depuis 1 à 4 ans percevaient un salaire mensuel inférieur à 1 860 euros et 50 % percevaient plus que ce montant.
3. Plus le temps écoulé depuis la sortie de formation initiale est élevé, plus le salaire est élevé.
 - Il faut comparer le salaire net pour un même niveau de diplôme mais avec un temps écoulé depuis la sortie de formation initiale différent.
Par exemple, le salaire médian des diplômés du bac sortis de formation initiale depuis 1 à 4 ans était de 1 300 €, tandis que celui des diplômés du bac sortis de formation initiale depuis 11 ans ou plus était de 1 800 €.
 - De même, le salaire médian des diplômés du supérieur court sortis de formation initiale depuis 11 ans et plus était 770 € plus élevé que celui de ceux sortis de formation initiale depuis 1 à 4 ans.
 - Plus le niveau de diplôme est élevé, plus le salaire médian est élevé.
Il faut ici comparer le salaire médian selon le diplôme pour un même temps écoulé depuis la sortie de formation initiale.
Par exemple, le salaire médian des diplômés du supérieur long sortis de formation initiale depuis 5 à 10 ans était 820 € supérieur à celui des non diplômés sortis de formation initiale depuis 5 à 10 ans.

Exercice 6

1. Rédigez les affirmations correspondant aux illustrations suivantes :
 - Le diplôme augmente les chances d'accéder durablement à l'emploi.
 - À même niveau de diplôme, un diplôme d'école de commerce ou d'ingénieur permet plus d'accéder durablement à l'emploi qu'un diplôme hors école de commerce ou d'ingénieur.
 - Un diplôme en santé-social garantit mieux un accès durable à l'emploi qu'un diplôme équivalent ou même légèrement supérieur mais hors santé-social.

Quelles relations entre le diplôme, l'emploi et le salaire ?

2. Tous les diplômes n'offrent pas les mêmes avantages en termes d'accès à l'emploi car certains secteurs offrent plus de débouchés que d'autres : les diplômés dans le secteur santé-social donnent pas exemple plus d'accès à l'emploi durable que ceux hors santé-social. De même pour les diplômés bac +2/3 en Maths, Sciences et techniques, santé, STAPS par rapport aux diplômés bac+2/3 en Lettres Sciences Humaines, Gestion, Droit.
Par ailleurs, les diplômés niveau bac+5 facilitent davantage l'accès durable à l'emploi lorsqu'ils sont délivrés par une école d'ingénieur ou de commerce.

Exercice 7

1. Le capital humain est l'ensemble des connaissances et compétences accumulées par un individu et qui déterminent sa capacité à produire. Il dépend de son éducation mais aussi de son état de santé.
2. En Finlande, une personne travaille en moyenne 28 ans en ayant son niveau de productivité maximale.
3. Cela peut augmenter le PIB/habitant de 4 à 6 %.
4. Plus les investissements en matière d'éducation et de santé sont élevés, plus le PIB augmente.

2. Les déterminants du niveau de salaire sont multiples

Document 1

1. Le salaire de l'emploi 1 est de 65 000 € par an.
Le salaire de l'emploi 2 est de 1 580 € net par mois sur 13 mois, soit 20 540 € par an.
On peut comparer ces deux montants de plusieurs façons :
En valeur absolue : $65\,000 - 20\,540 = 44\,460$ € Le salaire de l'emploi 1 est 44 460 € plus élevé que le salaire de l'emploi 2.
En valeur relative : $65\,000 / 20\,540 = 3,2$ Le salaire de l'emploi 1 est 3,2 fois plus élevé que celui de l'emploi 2.
2. L'emploi 1 est mieux rémunéré car il est plus qualifié, requière un niveau de diplôme plus élevé, demande plus d'expérience et n'est pas dans le même secteur d'activité.
On remarque donc ici que les causes des différences de salaires sont nombreuses.

Document 2

1. Cadres : ingénieurs, directeur commercial, P.-D.G. d'une entreprise, professeur.
Professions intermédiaires : technicien informatique, infirmière, interprète.
Employés : facteur, vendeur en alimentation, hôtesse de caisse.
Ouvriers : soudeur, ouvrier à la chaîne, mécanicien.
2. On remarque que ces emplois n'ont pas le même niveau de qualification, c'est-à-dire que les connaissances et compétences sont plus élevées pour occuper un emploi de cadre qu'un emploi de profession intermédiaire et que les connaissances et compétences nécessaires sont elles-mêmes plus élevées pour occuper une profession intermédiaire qu'un emploi d'employé ou d'ouvrier.
3. En 2015, En France, selon l'INSEE, un salarié du secteur tertiaire, percevait en moyenne un salaire de 2 209 € par mois.
4. Le salaire moyen des cadres est environ **2,5** fois supérieur à celui des employés et **2,4** fois supérieur à celui des ouvriers. Les hommes salariés gagnent en moyenne **452** € de plus par mois que les femmes salariés. Enfin, le salaire moyen dans l'industrie est **12,9** % supérieur à celui du secteur tertiaire.

Chapitre 6

Détail des calculs :

Coefficients multiplicateur : $4\,141/1\,637 = 2,5$ et $4\,141/1\,717 = 2,4$

Écart en valeur absolue : $2\,438 - 1\,986 = 452$

Écart en % (taux de variation) : $((2\,494 - 2\,209)/2\,209) \times 100 = 12,9\%$.

5. Le niveau de salaire dépend de la qualification de l'emploi, du sexe et du secteur d'activité.

Document 3

1. Secteurs d'activité dont les salaires moyens sont supérieurs à la moyenne des salaires, tous secteurs confondus : recherche et développement, activités financières et d'assurance, production et distribution d'énergie et industrie pharmaceutique.
Secteurs dont les salaires moyens sont inférieurs à la moyenne : hébergement médico-social, action sociale, hébergement, restauration, services administratifs et de soutien.
2. Ces inégalités de salaire s'expliquent par la présence plus ou moins grande d'emplois qualifiés dans ces secteurs. Plusieurs déterminants du niveau de salaire peuvent donc être liés : ici le secteur d'activité et le niveau de qualification des emplois.
3. La taille de l'entreprise est l'autre déterminant du niveau de salaire présenté dans ce document : plus l'entreprise est grande, plus le niveau de salaire moyen est élevé.

Document 4

1. En 2015, un salarié travaillant dans la région des hauts de France était payé en moyenne 13,4 € par heure.
2. À première vue, il est préférable d'être salarié en Ile-de-France qu'en Bretagne mais cela peut être discuté. En effet, le coût de la vie n'est pas le même dans les deux régions : par exemple, le prix de l'immobilier est bien supérieur en Ile-de-France, de sorte que même avec un salaire plus élevé, un salarié francilien parviendra plus difficilement à accéder à la propriété qu'un salarié breton.
De plus, ces salaires ne sont que des moyennes, qui ne rendent pas compte des inégalités entre salariés au sein de chaque région.

Document 5

1. En 2014, cet écart de salaire est de 14,4 %, c'est-à-dire qu'un homme salarié du secteur privé gagne en moyenne 14,4 % de plus qu'une femme salariée du secteur privé.
2. Cet écart de salaire entre hommes et femmes a diminué entre 1995 et 2014.
3. Écart expliqué de salaire entre hommes et femmes : écart qui s'explique par des raisons objectives et mesurables. Ainsi, le salaire moyen des femmes est plus faible que celui des hommes car, en moyenne, elles occupent des postes moins qualifiés, travaillent dans des secteurs d'activité où la rémunération est plus basse, sont plus souvent à temps partiel... Cet écart est de 5,9 % en 2014. On l'appelle aussi, écart de structure.
Écart inexpliqué : écart qui ne s'explique par aucune caractéristique citée ci-dessus. Ainsi, en 2014, à mêmes caractéristiques, le salaire d'une femme est en moyenne 8,4 % inférieur à celui d'un homme.
4. $5,9$ (écart expliqué) + $8,4$ (écart inexpliqué) = environ $14,4$ % (écart total). L'écart est donc essentiellement « inexpliqué ». L'expérience et les compétences professionnelles des femmes sont donc moins valorisées que celles des hommes.
La baisse des inégalités de salaire entre hommes et femmes est surtout due à la baisse de l'écart inexpliqué.

Document 6

1. Dispositifs qui agissent directement sur l'égalité salariale : lois de 1972, 1983, 2006.
2. Les autres dispositifs peuvent permettre, de façon indirecte, d'agir sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes en introduisant l'égalité hommes-femmes dans la Constitution et en favorisant l'accès des femmes à des postes à responsabilité, donc mieux rémunérés.

Exercice 1

Formation initiale : formation effectuée avant l'entrée dans la vie active.

Formation continue : formation effectuée pendant la vie active.

Qualification : Ensemble de connaissances et compétences d'un individu ou nécessaires pour occuper un emploi.

Salaire : rémunération en échange d'un travail effectué pour un employeur.

Écart de structure : écart de salaire qui s'explique par des caractéristiques différentes des emplois occupés.

Exercice 2

1. Faux : il dépend aussi de la formation continue et de l'expérience professionnelle.
2. Vrai et faux : un salarié ayant un niveau de formation élevé peut occuper un emploi qui ne correspond pas à ses qualifications et percevoir un faible salaire (ex : un titulaire d'un Master en littérature qui est hôte de caisse).
3. Faux, il dépend aussi de l'expérience, de la taille de l'entreprise, du secteur d'activité, de la région ou du genre.
4. Faux, c'est l'inverse.
5. Faux, c'est l'inverse.
6. Vrai car les emplois y sont en moyenne plus qualifiés.
7. Vrai
8. Vrai mais pas seulement : il y a aussi un écart expliqué par les caractéristiques différentes des emplois féminins (moins qualifiés, temps partiel...)
9. Faux, c'est l'écart inexpliqué.

Exercice 3

1. En 2014, en France, selon l'INSEE, les salariés de moins de 25 ans ont perçu en moyenne un salaire de 7 360 euros.
2. $CM = 24\,600 / 7\,360 = 3,3$. Les salariés de 55 ans et plus percevaient en moyenne un salaire 3,3 fois plus élevé que les salariés de moins de 25 ans.
3. L'écart de salaire selon l'âge peut s'expliquer par une moindre expérience des salariés plus jeunes.

Exercice 4

1. En 2014, un salarié d'une entreprise de moins de 10 salariés percevait en moyenne 1 830 € par mois, tandis qu'un salarié d'une entreprise de 5 000 salariés et plus percevait en moyenne un salaire de 2 230 € par mois.

Chapitre 6

- Entre 2013 et 2014, le salaire mensuel moyen dans les entreprises de 50 à 249 salariés a augmenté de 0,7 %.
- Ils ont eu tendance à augmenter car le salaire moyen a peu ou n'a pas augmenté dans les entreprises de moins de 50 salariés, tandis qu'il a augmenté plus nettement dans les entreprises de 50 à 249 salariés ou dans celles de 1 000 à 4 999 salariés.

Exercice 5

Pour la première fois, en 2013, la part de jeunes femmes qui occupaient, trois ans après leur entrée sur le marché du travail, un emploi de cadre, est devenue quasi équivalente à celle des jeunes hommes. Depuis 2001, elles ont également progressé dans l'accès aux positions de cadres encadrants même si elles accusent encore un certain retard au regard de leurs homologues masculins. En outre, pour l'ensemble des cadres comme pour ceux exerçant une responsabilité hiérarchique, leurs conditions d'emploi et notamment de salaires se sont rapprochées de celles des hommes. Pour autant, les cadres féminins sont davantage exposés au temps partiel et aux contrats à durée déterminée et leurs espaces professionnels restent clivés, avec un poids de la fonction publique deux fois plus important. Un facteur essentiel de l'accès des femmes aux emplois de cadres tient à leur forte progression dans l'enseignement supérieur et en particulier aux niveaux les plus élevés (master et doctorat). Le renforcement dans les années 2000 de l'appareil législatif en faveur de l'égalité professionnelle dans les entreprises a sans doute également soutenu ce mouvement de rattrapage. [...] Il reste que l'accroissement des femmes dans les postes de cadres en début de vie professionnelle n'est toujours pas à la mesure de l'importance de leur investissement éducatif. À caractéristiques et diplômes identiques aux hommes, elles ont encore 30 % de chances en moins de devenir cadres, que le poste soit associé ou non à des responsabilités hiérarchiques.

Source : Femmes et hommes, l'égalité en question, INSEE Référence, édition 2017.

- Les arguments montrant une progression de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes sont soulignés en traits pleins et les arguments opposés sont soulignés en traits pointillés.
- Reformulez ces arguments en complétant le tableau ci-dessous :

L'égalité professionnelle entre hommes et femmes progresse...	... mais elle est encore limitée
Le % de femmes occupant un emploi de cadre 3 ans après leur sortie de l'école est le même que celui des hommes.	À même niveau de diplôme qu'un homme, une femme a 30 % de chances en moins d'être cadre qu'un homme.
Le % de femmes qui deviennent cadre encadrant a augmenté.	... mais il reste inférieur à celui des hommes.
Les conditions d'emploi et de salaire des femmes cadres se sont rapprochées de celles des hommes cadres.	Les femmes cadres sont plus exposées au travail à temps partiel et sont très présentes dans la fonction publique.

- Comme les femmes accèdent plus difficilement aux postes de cadres encadrants, qu'elles sont plus à temps partiel et dans la fonction publique, leur rémunération moyenne est inférieure à celle des hommes.
- 2001 loi Génisson, 2006, 2008 (cf. document 6).

Exercice 6

- L'écart peut s'expliquer par des différences en termes d'ancienneté, d'expérience, d'âge, de diplôme, de catégorie sociale, de temps partiel, de secteur d'activité, de taille d'entreprise employeuse, de région de travail. Ce sont des différences de caractéristiques des emplois féminins qui expliquent les écarts de salaires entre hommes et femmes.

2. En 2014, les femmes gagnaient en moyenne 14,5 % de moins par heure que les hommes. Cet écart est pour 6 points un écart « expliqué » et les 8,5 points restants constituent un écart « inexpliqué ».
3. Les femmes sont encore victimes de discrimination en 2014, mais moins qu'en 1995 car l'écart inexpliqué est passé de 12,4 points à 8,5 points.

3. L'accès aux formations diplômantes est socialement différencié

Document 1

1. En 1976, en France, sur 100 personnes d'une génération, 24 avaient le baccalauréat, tandis qu'en 2017, sur 100 personnes d'une génération, 80 avaient le baccalauréat.
Le pourcentage de bacheliers dans une génération a donc été multiplié par 3,3 entre 1976 et 2017.
2. L'augmentation du pourcentage de bacheliers peut s'expliquer par la mise en place de réformes du système éducatif comme par exemple la création du bac professionnel en 1989, qui a donné accès au baccalauréat à un public plus large d'élèves. Cela correspond au mouvement de massification de l'école intervenu à partir des années 1970, c'est-à-dire que l'école accueille des élèves de plus en plus nombreux et de plus en plus longtemps.

Document 2

1. En 2016, en France selon l'INSEE, sur 100 enfants de cadres et de professions intermédiaires âgés de 25 à 29 ans, 78 avaient le baccalauréat.
2. Le document 1 montre que le baccalauréat est un diplôme de plus en plus accessible mais le document 2 montre qu'il n'est pas accessible de la même façon à tous les enfants. En effet, les enfants de cadres et professions intermédiaires ont plus de chances d'être bachelier que les enfants d'ouvriers et d'employés : en 2016, sur 100 enfants de cadres et de professions intermédiaires âgés de 25 à 29 ans, 78 avaient le baccalauréat, tandis que sur 100 enfants d'employés ou d'ouvriers du même âge, 54 avaient le baccalauréat.

Document 3

1. En 2014-2016, en France, selon L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur 100 enfants d'employés et d'ouvriers âgés de 25 à 29 ans, 38,9 déclaraient détenir un diplôme de l'enseignement supérieur.
2. Plusieurs possibilités :
 - Calcul d'un écart en points de % : $68-39 = 29$ points. Le % d'enfants de cadres et professions intermédiaires âgés de 25 à 29 ans est de 29 points supérieur à celui des enfants d'employés et d'ouvriers du même âge.
 - Calcul d'écart en % : $((68-39)/39)*100 = 74\%$. Les enfants de cadres et professions intermédiaires âgés de 25 à 29 ans ont 74 % plus de chances d'être diplômés de l'enseignement supérieur à celui des enfants d'employés et d'ouvriers du même âge.
3. Les documents 2 et 3 montrent que les enfants de milieu supérieur ont plus de chances d'accéder au baccalauréat et à des études supérieures que les enfants de milieu populaire.

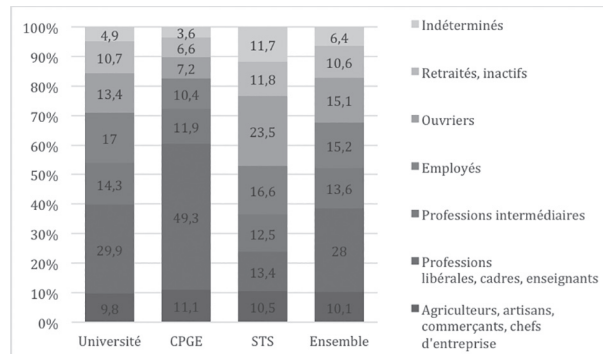
Chapitre 6

Document 4

1. En 2017, sur 100 admis au baccalauréat général, 1,7 étaient des enfants d'agriculteurs.
2. On peut constater que certaines PCS sont surreprésentées parmi les bacheliers, c'est-à-dire que le % des enfants parmi les bacheliers est supérieur au % des parents parmi les actifs. Il s'agit des CPIS et ACCE. En effet, alors que les CPIS représentent 16,8 % des actifs, leurs enfants représentent 25,5 % des bacheliers.
D'autres, au contraire sont sous-représentées : professions intermédiaires, employés et ouvriers. Par exemple, alors que les employés représentent 27,4 % des actifs, leurs enfants ne représentent que 19,5 % des bacheliers.
3. Pour répondre à cette question, on compare les % de bacheliers tous bacs confondus aux % de bacheliers par filière. Les enfants d'ACCE et de CPIS sont surreprésentés parmi les bacheliers du bac général.
Pas de net sur ou sous-représentation chez les bacheliers du bac technologique.
En revanche, les enfants d'ouvriers et dans une moindre mesure d'employés sont largement surreprésentés parmi les bacheliers professionnels (alors que les enfants de CPIS sont nettement sous-représentés).
4. L'origine sociale a une influence sur l'accès au baccalauréat : par exemple les enfants de CPIS ont plus de chances d'être bacheliers que les enfants d'employés ou d'ouvriers. L'origine sociale a aussi une influence sur la filière du baccalauréat obtenu : Les enfants de CPIS sont surreprésentés parmi les diplômés du bac général tandis que les enfants d'ouvriers sont surreprésentés parmi les diplômés du bac professionnel.

Document 5

1. Les CPGE recrutent les meilleures élèves de filières le plus souvent générales. Ce sont des études généralistes qui préparent à des concours d'entrée dans les grandes écoles et donc à des études longues : écoles de commerce, écoles d'ingénieurs, IEP... Les étudiants qui sortent de ces formations postulent à des postes de cadres supérieurs.
Les STS recrutent des élèves issus de bacs professionnels et technologiques en priorité. Ce sont des études de deux ans, professionnalisantes, qui s'accompagnent de stages et peuvent se faire en alternance. Elles débouchent en général sur des emplois de professions intermédiaires.



2. Les enfants d'agriculteurs exploitants font moins d'études supérieures que les enfants d'employés. En effet, sur 100 nouveaux bacheliers inscrits dans l'enseignement supérieur en 2016, 10,1 sont des enfants d'agriculteurs exploitants et 15,2 sont des enfants d'employés.
Les enfants de professions libérales, de cadres et d'enseignants sont surreprésentés dans les classes préparatoires aux grandes écoles et sous-représentés dans les filières STS. Alors que ces enfants

Quelles relations entre le diplôme, l'emploi et le salaire ?

représentent 28 % des nouveaux étudiants dans le supérieur, ils représentent 49,3 % des inscrits en CPGE et seulement 13,4 % des inscrits en STS.

Les enfants d'ouvriers sont surreprésentés dans les STS et sous-représentés dans les classes préparatoires aux grandes écoles. Alors que les enfants d'ouvriers représentent 15,1 % des nouveaux étudiants dans le supérieur, ils représentent seulement 7,2 % des inscrits en CPGE mais 23,5 % des inscrits en STS.

Document 6

1. Cours sans interactions avec les élèves : le professeur parle et les élèves notent.
2. Les élèves des classes dominantes ont une culture qui leur permet de mieux comprendre le langage et les références culturelles de l'école.
On peut introduire ici la notion de capital culturel chez Pierre Bourdieu : ensemble des ressources culturelles (savoirs, savoir-faire ou compétences, maîtrise de la langue et des arts) détenues par un individu et qu'il peut mobiliser.
Les enfants issus de milieu social favorisé héritent du capital culturel de leurs parents, ce qui favorise leur réussite à l'école car l'école utilise les codes culturels des milieux supérieurs (langage, références à des savoirs...).
3. L'école traite tous les enfants et s'adresse à tous de la même façon mais, de cette façon, elle privilégie les enfants des classes supérieures car elle utilise les mêmes codes culturels que leurs parents.

Document 7

1. 33 % environ des enfants d'ouvriers ayant entre 8 et 10 de moyenne au contrôle continu du brevet des collèges demandent une seconde générale et technologique.
2. Les résultats scolaires ne sont pas les seuls déterminants de l'orientation car à même niveau scolaire, les choix d'orientation des parents sont différents selon leur milieu social. Ainsi, les familles des milieux favorisés ont des aspirations supérieures pour leurs enfants que celles des milieux populaires.

Document 8

1. La mère de Méline l'encourage à poursuivre des études après le bac et s'informe sur les différents BTS pour la conseiller.
Les parents de Florian l'encouragent au contraire à gagner rapidement sa vie et à exercer un travail physique comme le leur.
2. La mère de Méline a les compétences pour faire des recherches sur APB et s'y repérer. Elle a conscience que certains BTS ont plus de débouchés que d'autres et donc que les diplômes peuvent être un plus sur le marché du travail.
Les parents de Florian n'ont pas fait d'études et ne voient pas l'intérêt d'en faire.
Ainsi, chaque parent conseille ses enfants dans leur orientation en fonction de leur propre vécu et de leurs connaissances du système éducatif.

Document 9

1. Avantages de la poursuite d'étude : salaire plus élevé, moins de risques de chômage et de précarité, emploi qualifié.
Coûts de la poursuite d'étude : frais d'inscription, de logements, de transport, fournitures scolaires.
De plus, les études retardent l'entrée dans la vie active et donc le moment de l'indépendance financière.

Chapitre 6

Pour décider de la poursuite d'étude de leurs enfants, les parents comparent ces coûts et ses avantages.

2. Les aspirations des parents pour leurs enfants ne sont pas les mêmes selon le milieu social : chaque parent se réfère à sa propre position sociale pour envisager celle de son enfant. Devenir instituteur pour une enfant d'ouvrier est considéré par sa famille comme une réussite sociale alors que ce peut être considéré comme un échec dans les familles de milieu supérieur.

Ainsi, les parents n'estiment pas de la même façon les coûts et les avantages de la poursuite d'études. Dans les milieux supérieurs, les avantages sont surévalués par rapport aux coûts et dans les milieux populaires, les coûts sont surestimés par rapport aux avantages.

3. Le document 7 montre qu'à même niveau scolaire, les parents de milieu populaire orientent plus facilement leurs enfants vers une seconde professionnelle et donc des études plus courtes. Raymond Boudon expliquerait cela par le fait que ces parents, eux-mêmes peu diplômés, orientent leurs enfants vers ce qu'ils connaissent le mieux. En revanche, cette orientation peut être vécue comme un échec par les parents de milieu supérieur.

Les témoignages du document 8, et notamment celui de Florian, montrent bien que les choix d'orientation des parents sont influencés par leur propre vécu scolaire et leur facilité à s'informer sur les différentes possibilités d'orientation.

■ CORRECTION DES ÉVALUATIONS

Exercice 1 Un accès aux formations diplômantes socialement différencié

Complétez le texte à l'aide des termes suivants : classes préparatoires aux grandes écoles, longues, d'origine, baccalauréat, des études supérieures, milieu social, plus, courtes.

Les statistiques montrent que l'accès aux formations diplômantes est socialement différencié, c'est-à-dire que la scolarité des enfants est influencée par le **milieu social** de leurs parents (appelé aussi milieu social **d'origine**). Le milieu social peut être assimilé au groupe socioprofessionnel des parents. On distingue six groupes d'actifs : les agriculteurs exploitants, les artisans, commerçants et chefs d'entreprises, les cadres et professions intellectuelles supérieures, les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers.

On constate que les chances d'accéder au **baccalauréat** et de faire **des études supérieures** ne sont pas les mêmes selon le milieu social d'origine : les enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures ont **plus** de chances d'être bacheliers puis diplômés du supérieur que les enfants d'employés par exemple.

Des inégalités se constatent aussi au niveau des filières choisies : les enfants de milieu supérieur sont surreprésentés dans les études **longues** et les filières plus prestigieuses (ex : **classes préparatoires aux grandes écoles**) et les enfants de milieu populaire dans les filières **courtes**.

Exercice 2

Massification : Augmentation du nombre d'élèves et de la durée de scolarité.

Milieu social d'origine : Milieu social des parents.

Égalité des chances : Mêmes chances d'accès aux études et de réussite quel que soit le milieu social des parents.

Démocratisation : Massification accompagnée de l'égalité des chances.

Scolarité socialement différenciée : Scolarité influencée par le milieu social des parents.

Quelles relations entre le diplôme, l'emploi et le salaire ?

Exercice 3

1. Faux : Les familles de milieu supérieur sont plus dotées en capital culturel que les familles de milieu populaire.
2. Vrai
3. Faux : L'école utilise les codes culturels des milieux supérieurs lorsqu'elle s'adresse aux élèves.
4. Faux : Les choix d'orientation dépendent du milieu social.
5. Vrai
6. Faux : les familles de milieu populaire orientent davantage leurs enfants vers des filières courtes car elles surestiment les coûts de ces études par rapport à leurs avantages.

Exercice 4

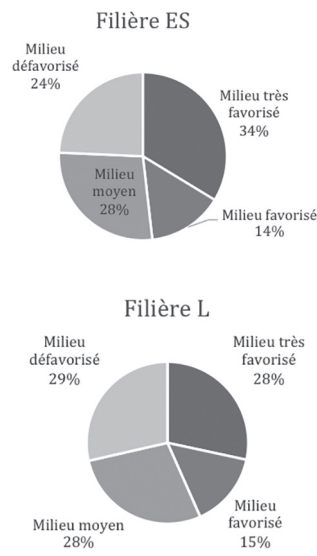
L'opinion sur l'égalité des chances dépend du milieu social.

En effet, on remarque que les cadres et professions intellectuelles supérieures croient moins en l'égalité des chances que les ouvriers, les employés ou les artisans, commerçants et chefs d'entreprises. Par exemple, en 2016, sur 100 cadres et professions intellectuelles supérieures, 59 ne pensaient pas que l'école donne les mêmes chances de réussite à tous, tandis que sur 100 ouvriers, 47 avaient cette opinion et sur 100 artisans, commerçants et chefs d'entreprises, 44 seulement avaient cette opinion.

Les professions intermédiaires ont une position partagée sur cette question puisque sur 100 personnes de cette catégorie socioprofessionnelle, 53 pensaient que l'école ne garantit pas l'égalité des chances.

Exercice 5

1. À la rentrée 2017, sur 100 élèves en filière scientifique, 23,4 étaient de milieu favorisé.
2. À la rentrée 2017, sur 100 élèves en filière littéraire, 28,4 étaient de milieu défavorisé.
- 3.



4. Les enfants de milieux très favorisé et favorisé sont plus présents dans la filière scientifique que dans les filières économiques et sociales ou littéraire.

Chapitre 6

C'est dans la filière littéraire que l'on trouve le plus d'enfants de milieu défavorisé.

Exercice 6

1. Les enquêtes PISA sont organisées par l'OCDE.
2. 72 pays y ont participé en 2015.
3. L'objectif de cette enquête est d'évaluer le niveau scolaire et donc le système éducatif des pays participants. Des tests en Sciences, Mathématiques, Compréhension de l'écrit et Résolution de problèmes sont proposés à des élèves de 15 ans.
4. Selon l'enquête PISA 2015, les résultats du système éducatif français sont-ils satisfaisants ? Répondez à cette question avec au moins deux arguments contradictoires.
 - Les résultats du système éducatif français sont relativement satisfaisants car la France se situe au 27^e rang des 72 pays participants aux enquêtes de l'OCDE / ses résultats en sciences et mathématiques sont dans la moyenne des pays de l'OCDE / ses résultats en compréhension de l'écrit sont légèrement au-dessus de la moyenne / école efficace pour une grande partie des élèves (70 à 80 % d'entre eux).
 - La France est moins bien placée en 2015 qu'en 2009 ou 2012 / elle n'est que 21^e sur les 35 pays membres de l'OCDE / le système éducatif français peine à faire réussir les élèves les plus en difficultés / il reproduit les inégalités socio-économiques puisque les enfants de milieu défavorisé ont moins de chance de réussir que ceux de milieu favorisé.